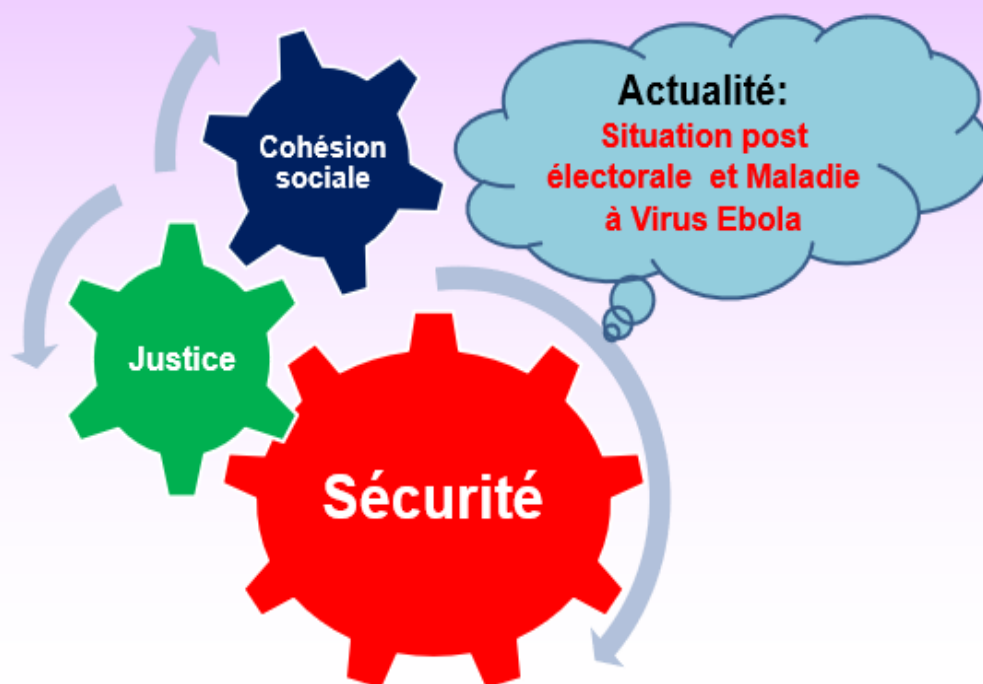




# ETUDE QUALITATIVE SUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LA RECONSTRUCTION EN RDC

Juillet 2019

Étude réalisée  
au Nord-Kivu  
dans les Villes  
de Goma et  
Butembo et  
dans les  
Territoires de  
Masisi et  
Rutshuru



## Note de rédaction

*L'élaboration du présent rapport a été effectuée dans le cadre du projet « collecte des données sur la consolidation de la paix et la reconstruction en RDC », CDCPR en sigle, projet mis en œuvre par le PNUD, la MONUSCO et la Harvard Humanitarian Initiatives en collaboration avec les universités congolaises de l'Est.*

*Le projet produit trimestriellement des rapports des sondages des populations sur la justice, la sécurité et la stabilisation. Des interviews directes sont effectuées avec les résidents adultes de l'Est autour des thématiques concernées par le projet.*

*L'étude qualitative dont fait l'objet ce rapport a été réalisée par les agents de la Direction Provinciale de l'Institut Nationale de la statistique (INS) du Nord-Kivu grâce à l'appui technique et financier du PNUD avec pour objectif de rentrer vers cette même population et surtout vers des informateurs clés du niveau des communautés pour appréhender les réalités derrière les réponses des interviews de l'étude quantitative.*

*Ce rapport a été rédigé par les chercheurs de l'INS au Nord Kivu sous la coordination de Monsieur Célestin Kimanuka, Directeur Provincial.*

*Les rédacteurs remercient Monsieur Isaac Mushokoro Kayaya et toute l'équipe du PNUD pour la supervision de ce travail, la MONUSCO, la HHI ainsi que tous les autres partenaires du projet CDCPR pour leurs appuis multiformes.*

*Les remerciements s'adressent aussi à tout le personnel d'enquête qui a travaillé avec abnégation sur le terrain mais aussi les lecteurs critiques qui ont passé en revue ce rapport.*

*En fin, les remerciements s'adressent à tous les informateurs clés et les populations qui ont donné leur temps pour répondre aux questions et donner des orientations utiles.*

*Les informations fournies et opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les points vus du PNUD ou de la MONUSCO ni des bailleurs des fonds du projet CDCPR.*

## Table des matières

Note de rédaction .....	2
Résumé exécutif.....	4
INTRODUCTION .....	8
METHODOLOGIE .....	0
RÉSULTATS DE L'ÉTUDE.....	6
THEME 1 : SITUATION ET TENDANCE DU NIVEAU DE LA SECURITE.....	6
1.1 Situation d'insécurité .....	6
1.2 Causes de l'insécurité .....	14
1.3 Les principaux acteurs de l'insécurité .....	17
1.4 Tendance et facteurs expliquant l'insécurité .....	21
1.5 Conséquences de l'insécurité.....	24
1.6 Solutions proposées par la population pour améliorer la sécurité.....	27
THEME 2 : JUSTICE .....	29
2.1 Aperçu général sur la justice. ....	29
2.2 Confiance de la population envers la justice civile.....	30
2.3 Confiance de la population envers la justice militaire .....	37
2.4 Opinion sur le système judiciaire de lutte contre les violences sexuelles à Butembo.....	43
THEME 3 : COHESION SOCIALE .....	51
3.1 Données quantitatives .....	51
3.2 Appréciation de la relation entre les voisins ou même entourage .....	51
3.3 Relations entre les membres des groupes ethniques différents .....	53
3.4 Solutions proposées par les habitants pour améliorer les relations entre les habitants .....	57
3.5 Sources d'information sécuritaires utilisées par la population.....	57
THEME 4 : ACTUALITE - ATTITUDE APRÈS LES ÉLECTIONS - MALADIE A VIRUS EBOLA .....	60
4.1 Appréciation de la situation après les élections.....	60
4.2 Maladie à virus Ebola .....	73
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	85
ANNEXES .....	89

## Résumé exécutif

La présente étude réalisée au mois de juin 2019 visait principalement à approfondir les analyses des données récoltées dans le cadre du projet de collecte de données sur la consolidation de la paix et la reconstruction de la RDC par l'approche qualitative à travers l'organisation des focus groups et interviews ciblées au niveau des villes de Goma et Beni et du Territoire de Masisi.

L'étude montre que nos enquêtés distinguent plusieurs formes d'insécurité vécues par la population. D'une part, l'insécurité se présente sous la forme objective ou subjective. Elle est ressentie individuellement ou collectivement.

D'autre part leur ampleur est différemment ressentie par les habitants selon les milieux (urbain ou rural, selon les quartiers ou villages), selon la période (la journée ou la nuit), selon les activités quotidiennes exercées et selon que l'insécurité a des conséquences négatives sur les aspects physiques, économiques, sanitaires, sur l'agriculture, l'éducation, l'environnement, l'humanitaire, le transport et communication, la Gouvernance etc.

On constate que la situation de sécurité se détériore de plus en plus dans la province du Nord-Kivu et se caractérise principalement par des assassinats, kidnapping, le braquage des véhicules, les vols, les viols, les tortures, les tracasseries, la guerre intercommunautaire entraînant les déplacements des populations.

Les principaux acteurs identifiés par la population sont des groupes armés, des bandits armés, certains agents de l'ordre indisciplinés (Police, militaires, ANR etc), les autorités au niveau local, provincial et national pour leur faible intervention pour la réduction de l'insécurité, les enfants dans la rue et autres inciviques non autrement identifiés, certains fonctionnaires véreux, les jeunes désœuvrés, certains politiciens etc.

Dans les villes de Goma et de Butembo comme dans les deux territoires de Rutshuru et Masisi, les personnalités rencontrées révèlent que la mauvaise gouvernance, la prolifération des groupes armés, la circulation des armes, l'impunité, la corruption, le manque d'actions de développement, la pauvreté, le mauvais traitement des agents de l'Etat, la manipulation des politiciens, le tribalisme de plus en plus croissant dans la communauté, le manque d'éclairage, le manque de formation ou d'instruction et de logistique des agents de sécurité semblent être les principales causes de l'insécurité.

Les enquêtés ont confirmé la tendance à la dégradation de la situation sécuritaire au Nord-

Kivu. Dans les grandes villes, comme Goma et Butembo, la population est de plus en plus exposée aux groupes et bandits armés, à des tracasseries et vols de toute sorte la nuit comme la journée et cela suite au manque d'implication des autorités, l'impunité des acteurs de ladite insécurité, le chômage des jeunes, la présence de la maladie à virus Ebola etc.

Dans les territoires, la prolifération des groupes armés continue à accroître le niveau de l'insécurité à travers des enlèvements, kidnappings, tueries, vols, viols, le non implication des autorités gouvernementales dans la recherche des solutions à l'insécurité, le chômage des jeunes, l'impunité, le tribalisme, la collaboration de certaines personnes dans la population avec les groupes armés etc.

Avec les guerres inter ethniques enregistrées dans les territoires, c'est la méfiance, l'hypocrisie, le tribalisme, la peur et la haine qui caractérisent les relations entre les membres des communautés ethniques différentes. Notons cependant que ces relations sont généralement bonnes lorsque les membres de différentes communautés ethniques partagent des intérêts communs ou la même église.

Lorsque la population veut se déplacer, elle préfère ne rien demander comme information de peur de tomber dans les embuscades inattendues. Elle ne peut suivre les informations qu'à la radio ou s'informer auprès des membres de familles ou amis intimes, aux conducteurs de taxi moto.

En cas de kidnapping ou enlèvement elle se confie à la société civile, aux défenseurs des droits de l'homme, aux comités des sages des différentes communautés, ou directement aux chefs des milices. Les habitants se conforment aux exigences des kidnappeurs et hésitent de s'adresser aux services de sécurité pour ne pas mettre en danger de mort les victimes de kidnapping et d'enlèvement.

Les principales raisons fréquemment évoquées qui poussent la population au manque de confiance envers la justice civile et militaire sont : le trafic d'influence, la corruption, la subjectivité, la lenteur dans le traitement de dossiers, le rançonnement, le tribalisme, torture des détenus et la frustration due au relâchement de certains détenus malgré des lourdes peines à leurs charges etc.

Une certaine opinion circule et souligne que si l'on arrive à réduire l'âge de maturité, on pourrait réduire les cas de violence sexuelle déclarés dans la communauté. C'est pourquoi nous avons posé une question à nos enquêtés : « *Comment la population juge-t-elle la loi qui considère l'âge sexuel égal à l'âge de maturité (18 ans) ?* »

Les réponses des enquêtés vont dans différents sens : La majorité des personnalités rencontrées confirme que l'âge de 18 ans est convenable à la fois pour les filles et pour les garçons. Ils disent qu'à cet âge, l'enfant est supposé pouvoir prendre des décisions conséquentes. D'autres proposent son augmentation à 19 ans ou au-delà car ils jugent qu'à cet âge, quelqu'un est déjà au niveau de l'université et les conséquences des mariages précoces sont innombrables.

Une petite tranche par contre proposent que l'âge de maturité soit réduit à 16 ans ou un peu plus bas pour les filles car disent-ils actuellement, la vie sexuelle débute plus tôt surtout chez les jeunes filles, et dans certains milieux, ruraux principalement les mariages précoces, souvent clandestins et fréquents semblent être acceptés par la culture. De plus, la situation économique précaire des parents peut pousser les jeunes filles mineures à la prostitution ou au mariage précoce.

D'après nos informateurs, d'une part les choses peuvent bien marcher parce qu'il y a eu une alternance pacifique à la Présidence. Les nouveaux élus ont promis des bonnes réalisations pour mettre fin pour toujours aux violences.

D'autre part, les politiciens manipulateurs de la population pourraient créer des troubles, lorsque leurs intérêts ne sont pas atteints, ce qui est le cas pour quelques-uns. Les troubles pourraient aussi provenir de la confrontation entre ceux qui réclament la vérité des urnes et les autorités au pouvoir. De plus, les élections à différents niveaux sont contestées par la

majorité de la population et le Président sortant a encore beaucoup d'influences dans le pays.

La peur du lendemain reste grande au regard de la situation que nous vivons (l'insécurité grandissante, la pauvreté, l'activisme des groupes armés, le manque d'emploi pour les jeunes, difficulté d'accès aux champs, des peines et tracasseries subies par la population, l'invalidation de certains députés élus, l'ancien Président continue à diriger etc.), aussi la déception de la population par les élus qui ne défendent pas les intérêts de la population.

Certains habitants ne sont pas bien informés sur la MVE, sur le vaccin et les moyens de prévention de cette épidémie. On constate que les bonnes informations cohabitent avec les mauvaises. Il faut donc poursuivre la sensibilisation pour arriver à trouver l'adhésion de la population dans la procédure de riposte et l'application stricte des mesures d'hygiène. C'est seulement comme cela que l'on pourra éradiquer la MVE.

## Liste des abréviations

<b>Abréviation</b>	<b>Signification</b>
ANR	Agence Nationale de Renseignement
ASNAMOC	Association Nationale des Motards du Congo
CDCPR	Projet de collecte de données sur la consolidation de la paix et la reconstruction en RDC
MONUSCO	Mission des Nations Unies pour la Stabilisation de la République Démocratique du Congo
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
PNC	Police Nationale Congolaise
INS	Institut National de la Statistique
ISSNT	Institut Supérieur de Statistique et de Nouvelles Technologies
SYPROTAC	Syndicats des Professionnels de taxi moto au Congo
GMI	Groupe Mobile d'Intervention
ISC	Institut Supérieur de Commerce
ISDR/GL	Institut Supérieur de Développement Rural du Grand Lac
FDLR	Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda
PCR	Police de Circulation Routière
PNUD	Programme des nations unies pour le développement
SIDA	Swedish International development cooperation Agency (Agence suédoise de coopération internationale pour le développement)
ULPGL	Université Libre des Pays des Grands Lacs
CNRD	Conseil National pour le Renouveau et la Démocratie
NDC-R	Nduma Defense of Congo- Rénové
UCB	Université Catholique de Bukavu
HHI	Harvard Humanitarian Initiative

**E**n vue de remédier à l'absence de données de base et de planification par rapport aux efforts de consolidation de la paix, de la Justice et de la reconstruction en RDC, le PNUD, en collaboration avec la section des affaires civiles de la MONUSCO, la Harvard Humanitarian Initiative et les universités congolaises, ont initié un projet de "collecte de données sur la consolidation de la paix et la reconstruction en RDC". Ce projet se veut offrir un cadre intégré d'information et d'analyse en profondeur qui permettra aux programmes d'assistance dans les domaines de la justice, de la sécurité et de la reconstruction d'être en mesure d'évaluer leurs progrès, d'identifier les priorités et d'élaborer des politiques ciblées.

Pour la deuxième phase du projet, l'atteinte des résultats attendus se fera notamment par la conduite des sondages trimestriels et d'une enquête plus large (une étude finale) qui permettront de recueillir les perceptions de la population sur la Justice, sur la sécurité, sur la cohésion sociale, l'accès aux services sociaux de base ainsi que sur des thèmes d'actualité dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et l'Ituri.

Les interviews provenant de ces sondages conduisent à la production des rapports faisant état des perceptions des populations sur différentes thématiques concernées par le projet.

Après la production de ces rapports, des séances de diffusion des résultats des sondages sont régulièrement organisées auprès des acteurs Etatiques et non Etatiques à Kinshasa et dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri. Lors de ces séances, plusieurs questions spécialement sur le pourquoi des réponses de la population ont été soulevées.

Il s'est alors présenté le besoin de pouvoir rentrer vers cette même population et surtout vers des informateurs clés au niveau des communautés pour appréhender les réalités derrière les réponses des interviewés. D'où l'idée d'organiser des groupes de discussions focalisés (focus group discussion) et des interviews ciblées au niveau des villes et des territoires autour des données présentées par les sondages préalablement effectués.

Avec la continuité du projet en 2019, l'Institut National de la Statistiques comme partenaire clé dans la mise en œuvre du projet, est encore invité à organiser des focus groups discussions et des interviews ciblées auprès des informateurs clés dans les villes, dans les territoires et dans les villages des zones d'intervention du projet afin de dégager des données qualitatives sur les perceptions des populations.



L'étude qualitative vise à :

- Approfondir les analyses des données récoltées dans le cadre du projet CDCPR par l'organisation des focus groups et interviews ciblées au niveau des villes et des territoires
- Assurer l'appropriation nationale et la pérennisation des acquis du projet en intégrant l'Institut National de la Statistique dans toutes les activités du projet y compris les formations
- Servir d'outils de plaidoyer auprès des acteurs politiques et administratifs en vue de l'amélioration du système de sécurité

### Objectifs spécifiques

- Recueillir auprès des populations les informations sur leurs opinions concernant l'insécurité (les causes, les signes, les acteurs, les conséquences et les recommandations de la population pour atténuer la situation d'insécurité)
- Recueillir les opinions de la population concernant la confiance à la justice civile et militaire et sur la cohésion sociale dans leurs milieux respectifs
- Rassembler les explications plus profondes sur les différentes tendances des opinions observées grâce aux sondages (quantitatifs) et sur quelques thèmes d'actualité retenu pour cette phase à savoir « La situation après les dernières élections organisées dans le pays, la maladie à virus Ebola. »

## METHODOLOGIE

Pour expliquer en profondeur les résultats des sondages réalisés par les universités et la MONUSCO, nous avons organisés des focus groups et des interviews ciblées dans la Ville de Goma, dans la ville de Beni et dans le Territoire de Masisi. La méthodologie active et participative a été privilégiée pour la réalisation de la collecte de données qualitatives.

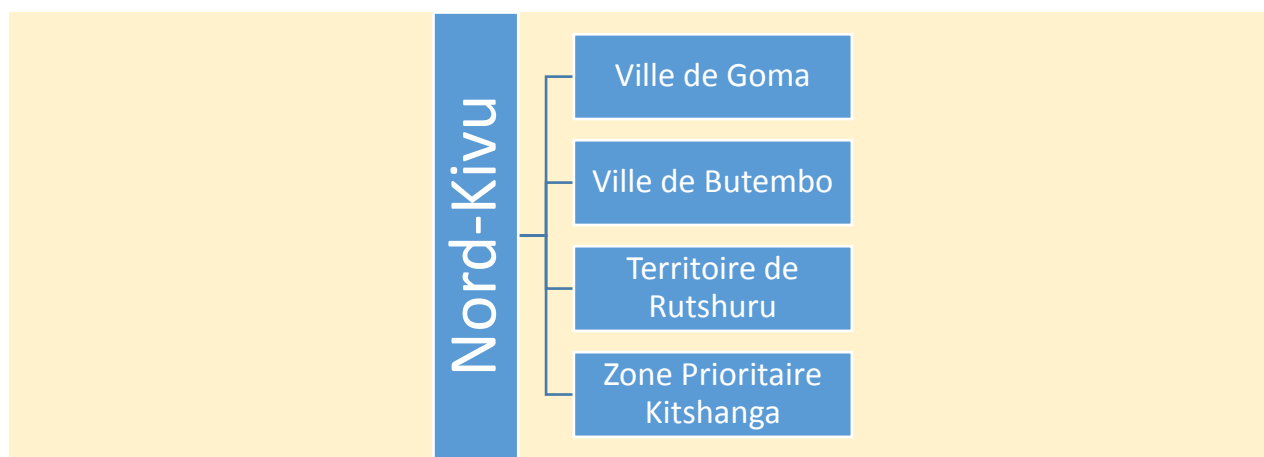
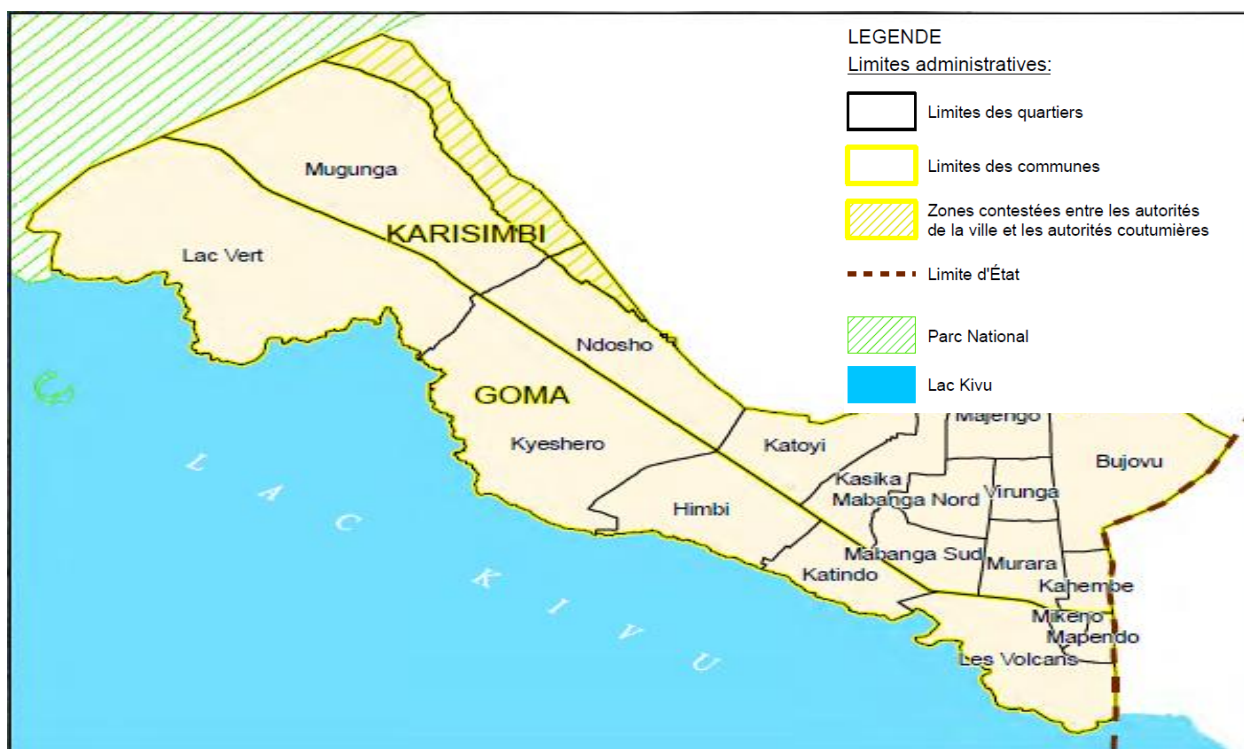


Figure 1. Les Villes et territoire choisis

### Ville de Goma

Sur le plan administratif, la Ville de Goma est divisée en 2 communes : Commune de Goma et Commune de Karisimbi. Ces deux communes sont séparées par la route principale allant de la Petite Barrière vers Sake.



Source : Musée Royal de l'Afrique Centrale, Tervuren, 2016

## Ville de Butembo

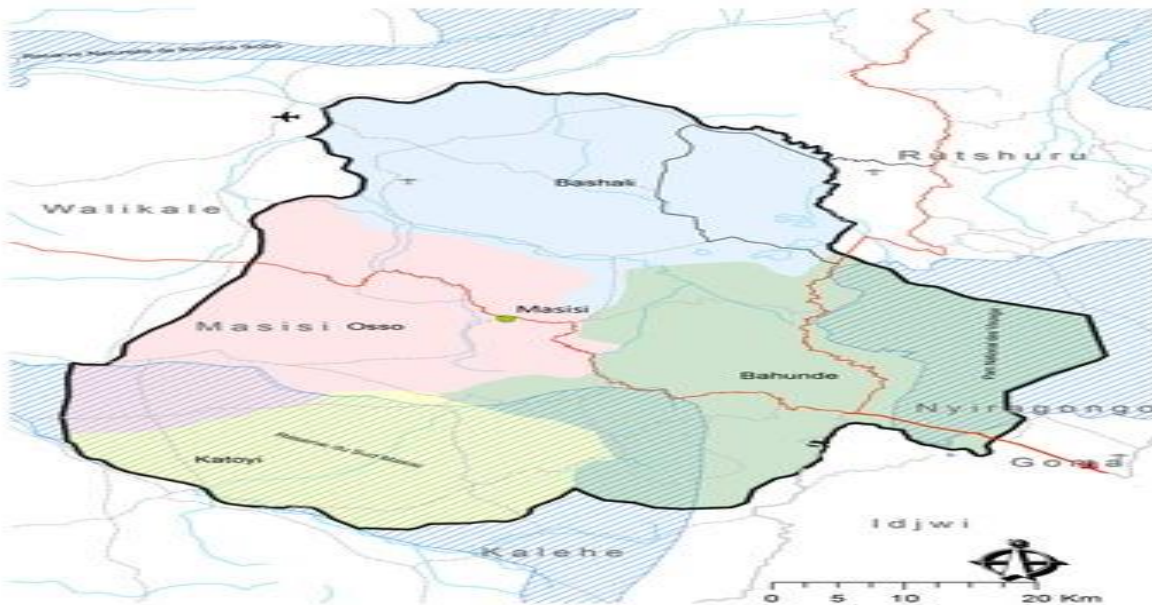
Carte administrative du Territoire de Lubero et Ville de Butembo



Source : Cellule d'analyse des Indicateurs de Développement (CAID), 2017

## Territoire de Masisi

Carte administrative du Territoire de Masisi. C'est dans ce territoire où se situe la Zone Prioritaire de Kitshanga.



Source : Cellule d'analyse des Indicateurs de Développement (CAID), 2017

## Les sources de données

L'étude a été organisée d'une manière participative avec une triangulation de trois sources de données :

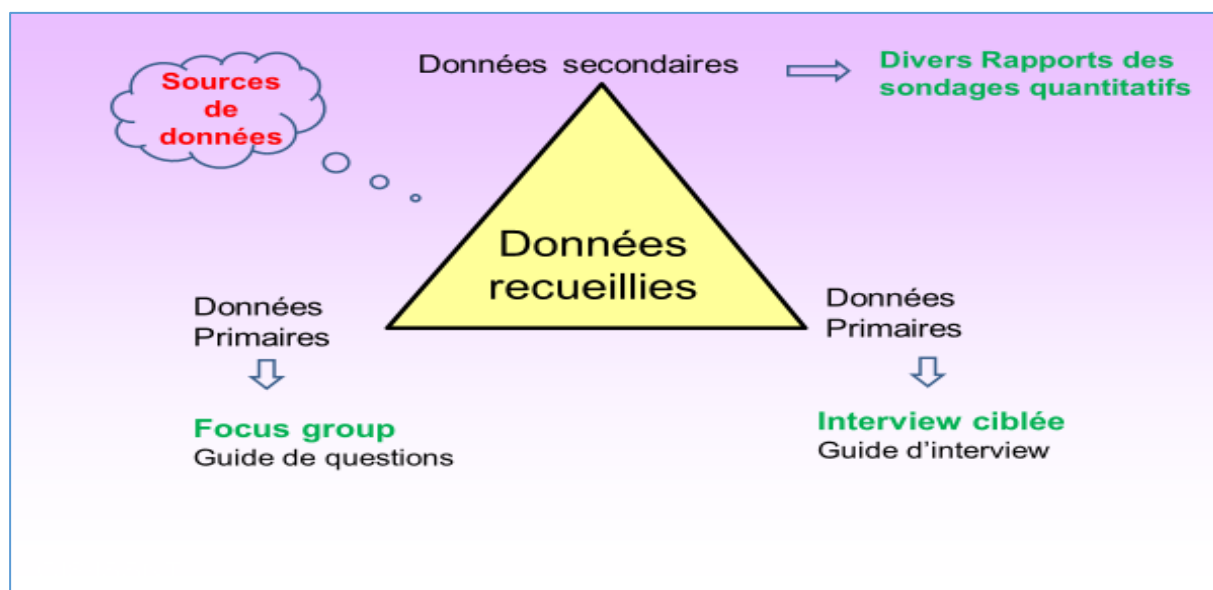


Figure 2.Triangulation de 3 sources de données

1. *Les données secondaires* issues des divers rapports des sondages *quantitatifs* numéro 17 et 18. Nous avons utilisé les résultats et leurs tendances,
2. *Les données primaires* qualitatives *par focus group*, l'outil principal était un guide des questions,
3. *Les données primaires* qualitatives *par interview ciblée* auprès des informateurs clés grâce à un guide d'interview semi structuré.

## Etapes suivies

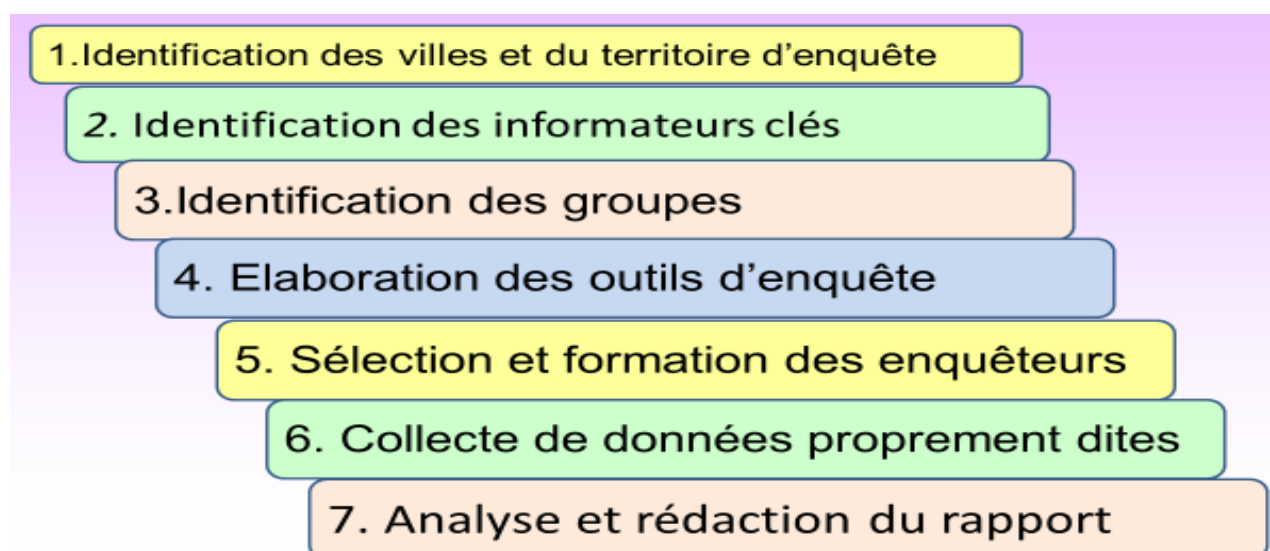


Figure 3.Etapes suivies dans la méthodologie d'enquête

1. *Identification des 2 villes, d'un territoire d'enquête et d'une Zone prioritaire* : Ville de Goma, Ville de Butembo, Territoire de Rutshuru et la Zone Prioritaire Kitshanga en Territoire de Masisi. Le choix de ces milieux était raisonné et a tenu compte des conditions sécuritaires, de l'actualité et du budget disponible.

2. *Identification des informateurs clés* : le choix a été orienté vers ceux-là qui peuvent réellement fournir l'information voulue. Les informateurs clés ont été sélectionnés par **échantillonnage fonctionnelle ou de convenance**. Une liste préliminaire a été établie lors d'une séance préparatoire (voir annexe 3)
3. *Identification des groupes* : Avec l'aide des informateurs clés, les groupes ont été retenus en fonction des secteurs professionnels, âge et sexe. Les participants aux focus groups sont identifiés sur toute l'étendue des villes de Goma et Butembo, dans la Zone Prioritaire Kitshanga et dans le territoire de Rutshuru. Une liste d'identification des groupes potentiels avait été établie au préalable (voir annexe 4).
4. *Elaboration des outils d'enquête* : Nous avons élaboré un Guide de questions pour focus group, un guide d'interviews pour les interviews ciblées et un manuel d'agents enquêteurs.
5. *Sélection et formation des enquêteurs* : Pour réaliser cette étude sur le terrain, nous avons sélectionné 15 enquêteurs qui ont été formés pendant 2 jours avant leur déploiement d'abord à Goma et ensuite dans la Ville de Butembo, dans la Zone Prioritaire Kitshanga et dans le Territoire de Rutshuru. Chaque équipe était formée d'un modérateur (animateur des débats) et de deux observateurs (dont la principale mission consistait à observer la session et prendre des notes). En cas de nécessité, les assistants étaient recrutés au sein même de la communauté pour maintenir l'ordre pendant les séances de focus group.
6. *Collecte de données proprement dite* : Cette activité de base s'est réalisée pendant 5 jours dans chacune des Villes (Goma et Butembo) et 5 jours dans la Zone Prioritaire Kitshanga et 5 jours dans le Territoire de Rutshuru. Il s'agissait d'enregistrer toutes les informations détaillées pendant les séances. Les observateurs notaient exactement les mots utilisés par les intervenants, également les expressions sous forme de *message non verbal*.
7. *Analyse et rédaction du rapport* : Cette opération a commencé dès la conception des thèmes et sous thèmes. Nous nous sommes ensuite donné une grille d'analyse, codé les informations recueillies avant de les traiter. Il s'agissait d'une analyse de contenu, bref une étude minutieuse des informations recueillies pour en extraire le contenu et les idées.

## **Collecte de données**

Les séances se sont déroulées généralement au lieu de service des enquêtés, sauf pour quelques cas où les groupes ont été délocalisés vers des lieux confortables pour l'activité. C'est notamment avec les conducteurs des taxis motos, les revendeurs d'essence, les étudiants et les professionnelles de sexe.

*Les questions posées aux groupes étaient "focalisées".* Pour notre cas, les participants ont eu à aborder les questions relatives aux thèmes suivants :

- La situation et les tendances de la sécurité dans leur milieu
- La confiance dans la justice
- La cohésion sociale

- Les thèmes d'actualité à savoir le situation post electorale et la maladie à virus Ebola qui sévit dans les Villes de Beni et ButemboN

Avec l'autorisation des participants, les discussions étaient enregistrées au moyen des dictaphones.

### Nombre de Focus group et Interviews Ciblées organisées

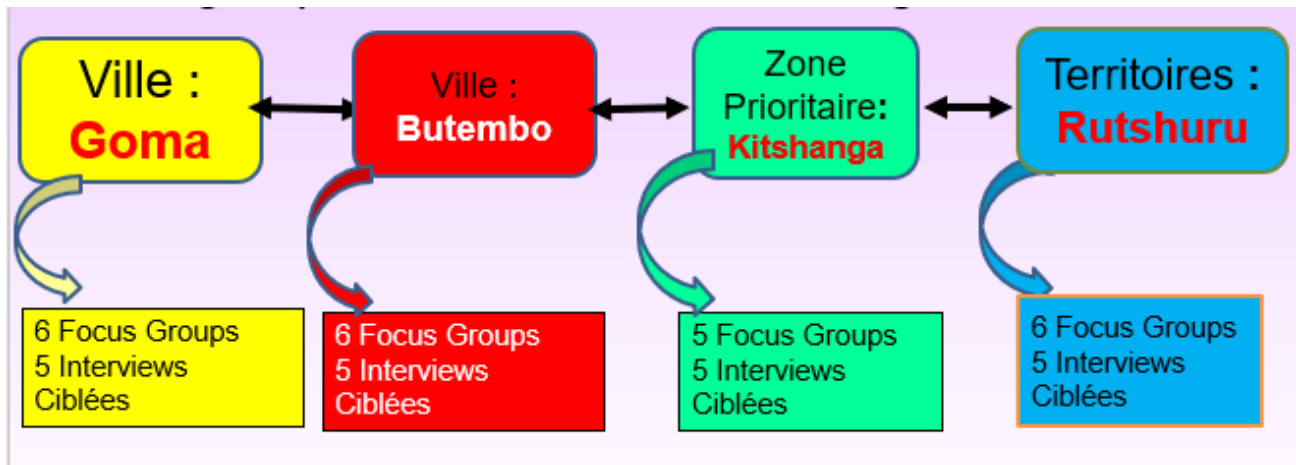


Figure 4. Nombre de focus group et interviews ciblées organisée

### Focus group

Un focus group (ou groupe de discussion focalisée) est une forme de recherche qualitative qui prend forme au sein d'un groupe spécifique ou d'une population, afin de déterminer les perceptions et opinions sur un sujet donné. L'importance est plus accordée à la compréhension en profondeur des événements qu'à la représentativité.

Des séances de discussions focalisées ont été organisées avec des leaders communautaires, les étudiants, les femmes et hommes vendeurs au marché, les femmes et hommes leaders, les conducteurs des taxis motos, les professionnels de sexe, les enseignants, les revendeurs de carburant, les membres des mouvements citoyens, les membres des associations professionnelles et les membres des associations des jeunes. Nous avons réalisé 6 focus groups dans la ville de Goma, 6 focus groups dans la Ville de Butembo, 5 focus dans la Zone prioritaire Kitshanga et 6 focus groups dans le Territoire de Rutshuru.

Chaque séance devait regrouper **un nombre optimal de 10 participants**. Au total il y a eu 239 participants dont 109 femmes, soit 46% de femmes. Les détails sur les participants aux différentes séances sont présentés dans le tableau en *annexe 1*.

### Interview Ciblée

Des interviews ciblées ont été menées auprès des responsables de la Police Nationale Congolaise, des Forces Armées Congolaises, de la DGM, de la Justice, les responsables religieux, les responsables administratifs, les Chefs locaux, les responsables de l'enseignement, les présidents des associations des jeunes et professionnelle etc.



Nous avons réalisé 5 interviews ciblées dans la ville de Goma, 5 dans la Ville de Butembo, 5 dans la Zone Prioritaire Kitshanga et 5 dans le Territoire de Rutshuru. Les différentes catégories d'informateurs clés rencontrés sont présentés dans le tableau en *annexe 2*.

### **Analyse**

Les données qualitatives issues des focus groups et des interviews ciblées ont été soumises à une « **analyse du contenu** ». En effet, après une mise à plat dans le logiciel de traitement de texte « Word », les notes ont été classées pour faciliter l'analyse et l'interprétation.

## THEME 1 : SITUATION ET TENDANCE DU NIVEAU DE LA SECURITE

**L**a sécurité dans le Nord Kivu reste une des questions qui ne trouve toujours pas de solution malgré multiples plaidoyers déjà fait à travers cette initiative d'évaluation sécuritaire avec la population d'une façon périodique. La quasi-totalité des personnes rencontrées à travers des focus groups ou des interviews ciblées déclarent qu'il n'y a aucune avancée en termes de sécurité observée dans cette partie du pays malgré que les autorités gouvernementales, tant civiles que militaires, soient informées de la situation. Selon les déclarations des habitants, les tracasseries, massacres, tueries, viols, vols, kidnappings, enlèvements etc. continuent toujours à être vécues par la paisible population du Nord-Kivu. Les causes de cette insécurité restent ainsi invariables, néanmoins la majorité desdites causes tournerait autour du manque de prise de responsabilité des autorités ayant la charge d'assurer la sécurité des populations et la multiplicité des groupes armés incontrôlés. Parlant des acteurs, on observe que c'est beaucoup plus les membres des groupes armés, les enfants dans la rue, les jeunes désœuvrés et certains agents de l'ordre qui sont pointés du doigt par les habitants. L'insécurité est ressentie individuellement ou collectivement.

### 1.1 Situation d'insécurité

#### 1.1.1 Situation d'insécurité dans la ville de Goma

La sécurité dans la ville de Goma reste toujours rare depuis des années. Selon les déclarations des participants aux focus et interviews ciblées, on constate que c'est la même chanson qu'on a : « la sécurité est quasi inexistante dans la ville de Goma ». La circulation dans la ville de Goma reste toujours très dangereuse dans beaucoup de quartiers surtout à des heures tardives. Les quartiers les plus éloignés du Centre-ville sont les plus insécurisés par manque d'éclairage public et l'incapacité de maîtriser les bandits par les services de sécurité.

L'encadré suivant présente une illustration des déclarations des informateurs clés rencontrés :

« *Il n'y a pas la sécurité à Goma* », déclaration de tous les participants au focus group avec les conducteurs de taxi moto à Goma

« *Nous sommes en insécurité car on ne peut pas sortir la nuit pour aller acheter quelque chose à cause des policiers et les contres valeurs (enfants dans la rue) qui nous ravissent des téléphones et l'argent. Ces contres valeurs (appelés aussi maibobo) sont aussi à la base des incendies dans nos maisons dans les avenues* », déclare un vendeur de carburant participant au focus group avec les revendeurs de carburant de la ville de Goma.



« ... Nous sommes insécurisés à cause des policiers qui, pour eux, la carte d'identité c'est le téléphone et l'argent et quand nous faisons appel aux policiers ou les agents de la Police Militaire, souvent nous ne recevons pas d'aide. Si nous recevons de l'aide et que l'on arrive à l'arrestation du voleur, nous constatons qu'après quelques heures ou minutes la personne est déjà libérée », déclare un étudiant dans un focus group avec les étudiants de la ville de Goma.

### 1.1.2 Situation d'Insécurité dans la ville de Butembo

La sécurité dans la ville de Butembo reste encore un sujet de discussion pour lequel différentes couches de la population ont des avis différents. Certaines personnes ayant participé aux focus groups organisés dans la ville de Butembo pensent qu'il y a absence totale de la sécurité tandis que d'autres pensent plutôt que le niveau de la sécurité reste moyen dans certains quartiers. Cependant, il est à signaler que d'une manière générale, le niveau de la sécurité reste quand même volatile et fragile pour la population de la ville de Butembo.

Les déclarations des participants aux différents focus groups montrent que l'insécurité serait causée par les jeunes de la ville qui adhèrent massivement aux groupes armés installés aux alentours de la ville et tracassent la population. Mais aussi les bandits qui restent infiltrés dans la population et qui seraient ravitaillés en armes et munitions par les militaires et policiers qui restent toujours mal payés. Signalons aussi que le phénomène « KASUKU<sup>1</sup> » continue à battre son record parmi les types de tracasseries utilisées par les bandits pour semer de l'insécurité dans la ville de Butembo.

Voici quelques illustrations des déclarations des personnalités interrogées :

« Non on n'a pas la sécurité, nous dormons avec la peur parce qu'il y'a des bandits qui circulent partout. », déclaration d'une enseignante participant au focus group avec les enseignants de la ville de Butembo.

Un étudiant de l'UCG Butembo, participant au focus group avec les étudiants de la ville de Butembo a dit : « De manière générale la sécurité est relative mais il y a quand même la sécurité en ville de Butembo ».

« Il y a certaine commune (VULAMBA et MUSUSA) qui sont totalement en insécurité à cause du phénomène « KASUKU » qui continue à opérer dans celle-ci, après 20 h on ne peut pas se promener librement », déclaration d'un membre de la Fédération des Femmes pour la Paix Mondiale participant au focus group avec les femmes leaders des associations de la ville de Butembo.

« Nous ne savons quoi répondre à cette question. Même un enfant peut le témoigner. La population se sent en insécurité totale », déclaration d'un membre du mouvement Filimbi participant au focus group avec les membres des mouvements citoyens dans la ville de Butembo.

---

<sup>1</sup> Groupe des bandits ne disposant pas d'armes à feu mais qui opèrent pendant la nuit avec des houes, machettes, pioches, haches et autres instruments lourds spéciaux (appelé Katalina) pour ouvrir les portes des maisons fermées à une sécurité maximale. Ils sont dissimilés dans la population et difficile à identifier

« Ce sont les jeunes non occupés qui sont à la base de cette insécurité dans la ville de Butembo ; ils adhèrent dans des groupes de milice et tracassent la population en la pillant », déclare un enseignant participant au focus group avec les enseignants de la ville de Butembo

« Il y'a toujours la circulation des bandits à mains armées, pillage, de visite de la population pendant la nuit, la police qui escroque la population pendant la nuit », déclare un conducteur de moto participant au focus group avec les motards de la ville de Butembo.

« La vente des chanvres par les femmes de militaires et aussi ces dernières gardent des bandits dans leurs maisons puis les libèrent le soir pour aller opérer », déclare une journaliste du Collectif des femmes journalistes participant au focus group avec les femmes leaders des associations dans la ville de Butembo.

« Les militaires et policiers ne sont pas bien payés raison pour laquelle ils dotent des armes aux bandits pour leurs survie mais aussi les intérêts politiques occasionnent l'insécurité ici », déclare un membre du Parlement débout de four dans un focus group avec les membres des mouvements citoyens dans la ville de Butembo.

### 1.1.3 Situation d'Insécurité dans les Territoires de Rutshuru et Masisi

La majorité des participants aux différents focus groups et interviews ciblées rencontrés à Masisi et à Rutshuru déclarent qu'il n'y a jamais eu de la sécurité dans les deux territoires.

#### **Zone Prioritaire Kitshanga**

L'insécurité dans le territoire de Masisi est beaucoup plus expliquée par la présence des groupes armés en plus de l'armée régulière de la république. Ces groupes armés créent ainsi de l'insécurité dans le territoire en cherchant comment survivre. Le conflit entre cultivateurs et éleveurs ainsi que la prise en charge inefficace des problèmes sécuritaires par le gouvernement seraient aussi parmi les principales causes créant de l'insécurité dans le territoire de Masisi.

Les habitants rencontrés l'expliquent en ces termes :

« Le niveau sécuritaire est en dessous de 50%. Il y a des gens qui étaient dans les groupes armés, ils vivent avec nous ici et pourtant ils n'ont jamais été démobilisés. Kitshanga est entouré par des groupes armés, ce n'est pas facile d'identifier les bandits », déclare un étudiant dans un focus group avec les étudiants de Kitshanga.

« Dans notre milieu, il y a une insécurité notoire et donc la population ne peut pas être en sécurité », déclare une femme dans un focus group avec les femmes leaders de Kitshanga

« On n'avait 2 principaux groupes armés ici ; maintenant il y en a 3. Le NDC frappe fort les Nyatura et les APCLS. Voici comment nous sommes plus insécurisés qu'avant », déclare un jeune dans le un focus group avec les jeunes de Kitshanga.

*« Nous n'avons jamais vécu un Etat de sécurité ici à Kitshanga. Et tout le monde le confirme »,* déclare un enseignant dans un focus group avec les enseignants de Kitshanga.

*« Une autre situation qui est à la base de l'insécurité, ce sont les conflits entre éleveurs et cultivateurs. Ces deux groupes ne se tolèrent pas. Il suffit que les vaches (chèvres) abîment les cultures et le cultivateur croit avoir l'occasion de se venger contre l'éleveur »,* déclare un motard participant à un focus group avec les motards de Kitshanga

*« Rien n'est fait par les autorités pour que la sécurité soit rétablie »,* déclare une vendeuse dans un focus group avec les mamans vendeuses de Kitshanga.

### **Territoire de Rutshuru**

Dans le territoire de Rutshuru, les déclarations des différentes personnes rencontrées montrent qu'il y a aussi une présence des groupes armés qui sèment de l'insécurité à travers des kidnappings et tueries de la pauvre population. A Rutshuru centre, les femmes restent beaucoup plus exposées à l'insécurité dans les champs à travers des viols et tueries tandis que les hommes sont plus exposés à des kidnappings et tueries. Cette situation fait à ce que la population évite d'aller aux champs de peur de rencontrer les bandits.

*« Tous les coins du Territoire de Rutshuru c'est l'insécurité qui est devenue la routine avec le système de Kidnapping et des tueries »,* déclare un étudiant de l'ISP Rutshuru dans un focus group avec les étudiants de Rutshuru centre.

*« La population ne s'est jamais sentie en sécurité ici. La présence des groupes armés et la mauvaise gouvernance de notre gouvernement seraient à la base de notre insécurité ici »,* déclare un enseignant dans un focus group avec les enseignants de Rutshuru Centre.

*« La population n'est pas en sécurité ici suite à des kidnappings, tueries, violences sexuelles et beaucoup d'autres affres »,* déclare une femme agricultrice dans un focus group avec les femmes agricultrices de Rutshuru centre.

*« Non, il n'y a pas la sécurité ici chez nous, on ne se promène pas comme on veut ici chez nous »,* déclaration d'une femme commerçante dans un focus group avec les femmes commerçantes de Rutshuru Centre

#### **1.1.4 Signes de l'insécurité**

Selon les déclarations des personnes ayant participées aux focus groups et interviews ciblées, plusieurs signes de l'insécurité sont observés dans la communauté. Dans les milieux urbains on observe ainsi des tracasseries opérées par des bandits dans la journée comme pendant la nuit, tandis que dans les milieux ruraux c'est plutôt des kidnappings et tueries dans les champs. Certains signes sont communs aux milieux urbains et ruraux comme les tracasseries par les agents de l'ordre inciviques.

- **Signes particuliers dans la ville de Goma**

Dans la ville de Goma, les signes d'insécurité restent toujours divers ; cependant les visites nocturnes des groupes des bandits composés de près de 40 personnes continuent à battre son record dans certains quartiers de la ville de Goma. Signalons aussi les enfants dans rue appelé communément « maibobo » et les agents de l'ordre (policiers, militaires) qui continuent à semer de l'insécurité à travers des tracasseries, des vols, des limitations de se promener la nuit etc. dans certains quartiers de la ville de Goma.

Nous pouvons ainsi citer certaines déclarations des certains participants aux focus groups :

*« L'interdiction de marcher librement pendant la nuit »,* Une étudiante dans un focus group avec les étudiants à Goma.

*« L'enlèvement des enfants orchestré même par les voisins et dont la demande de rançon s'effectue à travers Airtel-money »,* une femme commerçante au marché Cinquantenaire à Goma

Un vendeur au marché cinquantenaire dans un focus group avec les vendeurs de Goma nous a fait la déclaration suivante : *« Lorsqu'on se déplace d'un endroit à un autre, on n'a pas la certitude d'arriver à destination vu la présence de MAIBOBO ».*

*« Les guerres qui ne cessent pas par ci par là, la maladie d'Ebola qui apparait d'un coup, le chômage qui bas son plein, des enlèvements des personnes et autres problèmes, tel est notre vie »,* déclare un vendeur au marché Amani Maendeleo dans un focus group avec les vendeurs de Goma.

*« Les attaques des bandits à mains armées qui opèrent en groupe de près de 40 personnes ce dernier temps »,* déclare une femme vendeuses au marché Amani Maendeleo participant au focus group avec les vendeuses de Goma

- **Signes particuliers dans la ville de Butembo**

L'insécurité dans la ville de Butembo reste un sujet de débat, comme déjà signalé ci haut. Les avis de nos informateurs restent diverses face à la sécurité et à ses signes. Cependant, on peut observer qu'il y a des quartiers sécurisés et d'autres non, c'est ainsi que dans les quartiers non sécurisés, les signes d'insécurité observés sont beaucoup plus les mauvaises actions causées par les semeurs d'insécurité, dont les vols ou pillages, les tueries, les kidnappings, ... en plus de l'opération « Kasuku » qui crée la désolation dans la ville de Butembo.

*« Il n'y a pas circulation pendant la nuit, les pillages de toute forme tous les jours, les tueries, les kidnappings »,* déclare un enseignant participant au focus group avec les enseignants de la ville de Butembo

*« Chez nous la population vaque librement à ses occupations »,* déclare un étudiant d'UCG participant dans un focus group avec les étudiants de la ville de Butembo.

*«Les principaux signes d'insécurité sont : Le non scolarisation des enfants, les violences faites aux femmes, le chômage, l'oisiveté, les femmes de militaires qui vendent les biens volés par leurs agents de service (Bandits du phénomène Kasuku) », déclare une femme commerçante participant au focus group avec les femmes leaders des associations dans la ville de Butembo*

### • Signes particuliers dans les Territoires de Rutshuru et Masisi

Les signes de l'insécurité dans les deux territoires concernés par la présente étude sont plus ou moins les mêmes et restent dominés par les kidnappings, les tueries et la crise économique qui engendre ainsi la déscolarisation des enfants et la famine tant dans la cité de Rutshuru centre que dans les villages ruraux du territoire. En plus de ceci, nous pouvons ajouter aussi le tribalisme qui est une des causes de la multiplicité des groupes armés dans les deux territoires, l'inaccessibilité de la population aux champs, les vols, les pillages, les viols etc.

*« Les vols et pillage, parfois on a peur de se déplacer dans certaines zones. La circulation de la population est limitée jusqu'à 18h et 19h. Les hommes armés s'infiltrant dans le village le soir et ravissent des téléphones et blessent les gens », déclare un étudiant dans un focus group avec les étudiants de la cité de Kitshanga.*

*« La présence de plusieurs groupes armés est un signe fort de l'insécurité. Ils sont même ici dans la cité et protégé par leurs communautés. Elle ajoute que le pillage des bêtes surtout la nuit est un signe d'insécurité et aussi le non accès aux champs », déclare une femme dans un focus group avec les femmes leaders dans la cité de Kitshanga.*

*« Quand on voit encore des petits enfants portant des armes, ce qu'il n'y a pas de paix, ces enfants doivent être à l'école », déclare un enseignant dans un focus group avec les enseignants dans la cité de Kitshanga*

*« Les viols, les kidnappings, les tracasseries des populations par les militaires en cours des routes et la guerre à répétition entre FARDC, les FDLR et les groupes armées », déclaration d'une étudiante dans un focus group avec les étudiants dans la cité de Rutshuru Centre.*

*« La présence de beaucoup des services de sécurité dans des barrières et les systèmes de convois sur la route Kiwanja- Kanyabayonga », déclaration d'un étudiant dans un focus group avec les étudiants dans la cité de Rutshuru Centre.*

*« Le non accès dans nos champs ainsi que la psychose dans la population sont des signes d'insécurité », déclare un enseignant dans un focus group avec les enseignants dans la cité de Rutshuru Centre.*

*« La crise économique qui cause ainsi la déscolarisation des enfants et la famine dans la communauté », déclare les femmes cultivatrices dans un focus group avec les femmes cultivatrices de la cité de Rutshuru Centre*

*«HATUPATE TENA BA BWANA BAKU TURUMBATA : littéralement « Nous ne trouvons plus d'hommes pour nous embrasser » pour dire nous ne trouvons plus les hommes suite à*

*l'insécurité, car les hommes et les femmes ont peur d'être kidnappés », nous ont déclaré les femmes professionnelles de sexe dans un focus group avec les professionnelles de sexe dans la cité de Rutshuru centre*

### 1.1.5 Moments et activités clés exposant à l'insécurité

Les déclarations de la majorité de personnes rencontrées montrent qu'il n'y a pas un moment spécifique auquel la population peut être en sécurité. A tout moment cette dernière peut toujours subir des tracasseries, vols, kidnappings, etc. Cependant, pendant la nuit ça devient encore plus facile aux malfaiteurs d'opérer car personne ne pourra les persuader.

#### a. Moments de l'insécurité dans les villes

Dans les grandes villes (Goma et Butembo) on note que l'insécurité vécue dans la journée c'est beaucoup plus des vols et tracasseries exécutés par les rebelles souvent pendant les périodes de préparation des fêtes. Le moment plus cité pendant lequel la population vit beaucoup plus en insécurité restant la nuit, à partir de 18h. Signalons aussi que cette insécurité est plus vécue la nuit car dans beaucoup des coins et recoins dans les villes, il n'y a pas d'éclairage public. Cela facilite ainsi les bandits à tracasser cette pauvre population et opérer sans être inquiété. Cependant, certains participants aux focus groups déclarent aussi quel que soit la nuit ou la journée, il y a toujours de l'insécurité dans la ville de Goma. Dans la nuit c'est beaucoup plus les patrouilleurs et les bandits qui se transforment quelques fois en « motards » tandis que la journée, ce sont les enfants dans la rue qui sèment aussi à leur tour de l'insécurité et la désolation.

Voici quelque illustration de déclaration de la population rencontrée :

*« L'insécurité c'est surtout la nuit, pendant les heures tardives », déclare tous les vendeurs participant au focus group avec les vendeurs dans la ville de Butembo.*

*« Ici dans la ville de Butembo on ne sait plus comment travailler à cause de l'insécurité. De fois on peut avoir de l'argent mais on a peur d'acheter quelque chose car cet achat peut vous entraîner la mort », déclare un membre de la LUCHA pendant le focus avec les membres des mouvements citoyens de la ville de Butembo.*

*« C'est surtout à la veille des fêtes que la situation s'aggrave, les rebelles Mai-mai s'installent aux alentours de la ville pour chercher à manger et tracasser la population qui se dirigent dans les champs pour chercher quoi vivre », déclare une femme membre de la Fédération des femmes pour la paix mondiale pendant le focus avec les femmes leaders des associations féminines dans la ville de Butembo*

*« A partir de 18h si tu n'es pas encore chez toi tu te promènes déjà angoissé car tu ne sais pas quel genre de personne tu peux rencontrer », déclaration d'un motard participant au focus group avec les motards de la ville de Goma.*

*« Nous les motards nous nous sentons en insécurité n'importe quand parce que même pendant la journée lorsqu'on est malchanceux, on peut rencontrer des bandits qui nous ravissent notre argent*



*et nos motos », déclaration d'un motard appuyé par tous les autres participants au focus group avec les motards de la ville de Goma.*

*« A partir de 18 heures à Ndosho, à l'arrêt Simba, c'est grave avec les Maibobo qui vous attaquent en présence de tout le monde, voir même devant les policiers et ceux-ci ne peuvent pas intervenir soit par peur, soit par collaboration avec les Maibobo », déclare une femme vendeuse au marché Amani Maendeleo dans le focus group organisé avec les vendeuses de Goma.*

*« À tout moment, on peut enregistrer des enlèvements des personnes », déclare un vendeur dans le marché de Cinquantenaire dans le focus group avec les vendeurs de Goma.*

*« Pendant la journée par les Maibobo et la nuit par les patrouilleurs et quelques motard », déclaration d'une professionnelle de sexe dans le focus group avec les professionnelles de sexe de Goma*

#### **b. Moments de l'insécurité dans les territoires de Masisi et Rutshuru**

Dans les deux territoires (Masisi et Rutshuru), l'insécurité n'a pas de moment ni de période. À tout moment et n'importe où toute la population civile est exposée à toutes les tracasseries, kidnappings, viols, tueries, pillages, etc. Les deux territoires étant le fief de beaucoup de groupes armés, la population reste donc la source la plus facile pour lesdits groupes armés pour avoir de l'argent. Une particularité de ces territoires est que les tueries et kidnappings s'opèrent pendant la journée comme dans la nuit. Malheureusement les interventions des agents de l'ordre restent toujours quasiment absentes. Dans les champs comme dans les villages ou cités, les bandits et rebelles peuvent opérer sans s'inquiéter, ce qui montre une absence totale de la police ou militaire pour sécuriser la population. Signalons aussi que selon les déclarations des personnes rencontrées à Kitshanga, d'autres personnes sont aussi en sécurité en fonction de leurs activités, dont les agents de renseignement et les staffs des ONG qui ne sont pas bien appréciés par certains groupes armés.

*« Il y a insécurité à n'importe quel moment ici à Kitshanga », déclare une étudiante dans un focus group avec les étudiants de Kitshanga.*

*« Je le soutiens moins, la journée ça va, mais pendant la nuit c'est terrible car à partir de 18h déjà il y a beaucoup de risques d'être tracassé que la journée », déclare un autre étudiant dans un focus group avec les étudiants de Kitshanga.*

*« Pendant la journée, ce sont beaucoup plus les agriculteurs, les éleveurs et les commerçants qui sont les cibles des bandits et groupes armés à cause de leur biens en nature ou en argent, mais aussi les agents de l'ANR sont des cibles des groupes armés qui les accusent d'espions et donneurs de mauvais rapports à leur endroit », ajoute un étudiant dans le focus group avec les étudiants de Kitshanga.*

*« C'est à tout moment qu'on est insécurisé ici à Kitshanga. N'importe quand, le mal peut vous arriver », déclaration d'une femme dans un focus group avec les femmes leaders de Kitshanga*

« C'est surtout le soir et la nuit qu'on est plus en insécurité. A partir de 18h30', chacun doit prendre des mesures pour ne pas s'exposer à l'insécurité », déclare une autre femme dans le focus group avec les femmes leaders de Kitshanga.

« C'est le matin pour les voyageurs avant 7h et le soir pour tout le monde à partir de 17h à 21h », déclare un motard dans un focus group avec les motards de Kitshanga.

« Toute activité économique ici à Kitshanga est insécurisant. Tous les opérateurs économiques sont en insécurité à tout moment », déclare un autre motard dans un focus group avec les motards de Kitshanga.

« Les humanitaires courent aussi beaucoup de risques : premièrement on croit qu'ils ont de l'argent et deuxièmement ils sensibilisent des mineurs de se désolidariser des groupes armés. Si l'enfant démobilisé est parti avec une arme c'est dangereux pour ces ONG », déclare un jeune dans un focus group avec les jeunes de Kitshanga.

« À tout moment il y a insécurité ici à Rutshuru », déclarent toutes les professionnelles de sexe participant au focus group avec les professionnelles de sexe de Rutshuru Centre.

« Il n'y a pas de moment précis, tout le temps nous sommes insécurisés car on nous kidnappe le jour comme la nuit », déclare une femme commerçante dans un focus group avec les femmes commerçantes de Rutshuru Centre.

« Nous sommes exposées dans toutes nos activités sans exception et n'importe quand et où », déclare une femme avocate dans un focus group avec les femmes leaders de Rutshuru Centre.

« A n'importe quel moment la population de ce milieu se sent en insécurité surtout pendant la nuit », déclaration d'une étudiante participant au focus group avec les étudiants de l'ISP Rutshuru à Rutshuru centre

## 1.2 Causes de l'insécurité

Les causes de l'insécurité restent plus ou moins les mêmes que dans les précédentes études. Dans l'ensemble des milieux concernés par la présente étude, les personnes rencontrées déclarent différents facteurs de l'insécurité et dont les plus cités sont : la mauvaise gouvernance, l'impunité, l'irresponsabilité de certains parents qui cause une augmentation de l'effectif des enfants dans la rue (Maibobo), la manipulation des jeunes par certaines autorités, le manque d'emploi pour les jeunes, la pauvreté, le manque d'éclairage public, le non paiement des agents de l'ordre (policiers et militaires), etc.

### 1.2.1 Causes de l'insécurité dans la Ville de Goma

Les différents participants aux focus groups et interviews ciblés conduits à Goma déclarent que les causes de l'insécurité restent multiples mais dominées surtout par les effets de l'irresponsabilité de l'Etat, le chômage, l'impunité, la corruption, le mauvais recrutement des agents de sécurité, la délinquance des jeunes et aussi l'irresponsabilité des parents. Ces déclarations montrent que les responsabilités en ce qui concerne la sécurité dans la ville de



Goma sont partagées entre l'Etat et ses services, les parents et aussi les jeunes qui adhèrent à des groupes des malfaiteurs, la police ou l'armée.

L'encadré suivant présente quelques illustrations des déclarations des habitants :

« *L'irresponsabilité de notre gouvernement est la principale cause de l'insécurité, ils sont incapables de prendre la population en charge* », déclare un conducteur de taxi moto dans un focus group avec les motards de la ville de Goma.

« *Le chômage aussi fait partie des causes majeurs de l'insécurité et l'impunité qui se manifeste par le fait qu'on relâche toujours les criminels* », déclare un motard dans un focus group avec les motards de la ville de Goma.

« *La corruption des fonctionnaires de l'état bas son plein, même les agents de renseignement sont corrompus, ce qui fait que nos frontières ne sont pas sécurisées* », déclare un motard dans un focus group avec les motards de la ville de Goma.

« *La délinquance et l'irresponsabilité des parents quelque part sont aussi des causes non négligeables de l'insécurité* », déclaration d'une vendeuse au marché Amani Maendeleo dans un focus group avec les vendeuses de Goma

« *Mauvais recrutement du personnel de sécurités et salaire insuffisant des agents de sécurité* », déclare un étudiant de l'ISSNT dans un focus group avec les étudiants de la ville de Goma

### 1.2.2 Causes de l'insécurité dans la Ville de Butembo

Dans la ville de Butembo, les participants aux différents focus group et informateurs clés rencontrés déclarent qu'il y a plusieurs causes de l'insécurité, entre autres le manque d'emploi pour les jeunes qui se transforment ainsi en bandits pour tracasser la population d'une part, et le non paiement des agents de l'ordre qui par manque de moyens de survivre se lancent dans la tracasserie de la population pour avoir quoi manger. On ajoute aussi à cela l'impunité de certains bandits connus dans la ville, la présence des camps militaires dans certains quartiers, etc.

« *Le chômage est la cause principale de l'insécurité, ici les jeunes non occupés forment des groupes non autrement identifiés et tracassent la population pendant la nuit pour chercher de l'argent* », déclare un vendeur participant au focus group avec les membres des associations des vendeurs de Butembo.

« *La ville de Butembo a 4 communes, 28 Quartiers et 268 Cellules, mais on a déjà remarqué que l'insécurité c'est toujours dans les mêmes quartiers où il y a des camps militaires (Commune MUSUSA et BULENGERA) donc la vraie cause de celle-ci est le non contrôle des militaires dans les quartiers* », déclare un membre du mouvement Filimbi participant au focus group avec les membres des mouvements citoyens dans la ville de Butembo

« *Le non paiement des agents de l'ordre, le chômage, l'impunité, la tracasserie militaire et policière* », déclare une femme membre du collectif des femmes journalistes participante au focus group avec les femmes leaders des associations féminines dans la ville de Butembo

### 1.2.3 Causes de l'insécurité dans les Territoires de Rutshuru et Masisi

Les personnes ayant participé aux focus groups et interviews ciblées à Kitshanga et Rutshuru Centre classifient les causes de l'insécurité de la manière suivante :

- La persistance et multiplicité des groupes armés dans les deux territoires,
- La prolifération des armes dans la population
- Le chômage des jeunes,
- Le tribalisme dans les deux territoires entre les Hutus, Nandes et Hundes
- La corruption et l'impunité de la part des autorités à différents niveaux : les autorités gouvernementales, militaires, policières et de renseignement,
- L'absence de relocalisation et de recyclage des autorités locales et agents de l'ordre,
- La pauvreté de la population,
- Le manque d'emploi pour les jeunes
- Le non paiement des soldats et policiers qui sont chargés de maintenir la sécurité dans le pays,
- Les conflits entre cultivateurs et éleveurs

*« Chômage des jeunes qui s'associent aux groupes armés par manque d'occupation », déclare un étudiant dans un focus group avec les étudiants de Kitshanga*

*« La cause majeure de l'insécurité est la manipulation politicienne, les politiciens ressortissants de ce milieu qui sont à Kinshasa, à Goma et à Kitshanga. Ils intoxiquent les groupes armés. Ils les appuient et les encouragent », déclare un leader dans un focus group avec les leaders communautaires de Kitshanga*

*« La pauvreté qui se vit dans la population et le chômage sont des causes de l'insécurité. Les gens cherchent à tout prix, comment nouer les deux bouts du mois », déclare un enseignant dans un focus group avec les enseignants de Kitshanga.*

*« Les conflits entre éleveurs-cultivateurs a pris une nouvelle forme et chacun tend à prendre des mesures pour sa sécurité (avoir une arme à domicile ou chercher l'appui d'un seigneur de guerre rebelle) », déclare un autre enseignant dans un focus group avec les enseignants de Kitshanga.*

*« L'irresponsabilité des autorités civiles que militaires car eux-mêmes collaborent avec les bandits et les autres ont leurs groupes de coupeurs de routes », déclaration d'une professionnelle de sexe dans le focus group avec les professionnelles de sexe à Rutshuru centre.*

*« La cause principale de l'insécurité ici chez nous c'est le tribalisme », déclare une femme commerçante dans un focus group avec les femmes commerçantes à Rutshuru Centre.*

*« Manque de collaboration entre les dirigeants et les dirigés, militaires et la population », déclare un avocat dans le focus group avec les hommes leaders à Rutshuru Centre.*

*« La cause de notre insécurité, ce sont nos autorités tant civiles que militaires car elles-mêmes collaborent avec les bandits. certains d'entre eux ont leurs groupes de coupeurs de routes même », déclare une femme commerçante dans un focus group avec les femmes commerçantes de Rutshuru Centre.*

« Le manque d'encadrement de la jeunesse et la persistance des certains militaires et Administrateur dans le même milieu depuis plusieurs années (non mutation) », déclare une enseignante participant au focus groupe avec les enseignants de Rutshuru Centre.

## 1.3 Les principaux acteurs de l'insécurité

### 1.3.1 Les acteurs d'insécurité dans la ville de Goma

Dans la ville de Goma, les personnalités rencontrées ont identifié des nombreux acteurs de l'insécurité qui opèrent différemment selon les moments et leurs champs d'intervention, parmi lesquels les plus cités sont regroupés dans la figure suivante



Figure 5. Les principaux acteurs d'insécurité dans la Ville de Goma

#### Commentaire :

Plusieurs acteurs sont pointés du doigt comme des semeurs d'insécurité dans la ville de Goma. Parmi lesquels les plus cités restent :

- Les bandits armés et les Mai-mai
- Certains agents de l'ordre inciviques : de la police, de la police militaire en patrouille la nuit, des FARDC et de l'ANR
- Les enfants de la rue ou Maibobo qu'on retrouve dans plusieurs coins de la ville, aux arrêts bus, autour des marchés et des bars,
- Certains agents de l'Etat véreux qui tracassent la population
- La population désœuvrée dont la plupart sont des jeunes chômeurs qui se déguisent en des bandits et délinquants pour tracasser la population la journée comme la nuit,
- Signalons qu'en plus des acteurs ci-dessus, les participants aux focus groups ont cité l'entreprise de télécommunication « Airtel » et les autorités qui, selon les personnes rencontrées seraient aussi assimilées aux acteurs de l'insécurité dans la ville de Goma suite à leur collaboration avec

les kidnappeurs. Nous pouvons ainsi facilement voir que ces déclarations viennent du fait que les kidnappeurs ont la facilité de demander des rançons et de les avoir via la communication téléphonique sans que les autorités ni les responsables des entreprises de communication n'interviennent.

Ils expliquent :

« *Les acteurs d'insécurité sont principalement les agents de l'ordre tels que les POLICIERS, les PM, l'ANR et certains agent de l'Etat* », déclare un motard dans le focus group avec les motards de la ville de Goma

« *Les entreprises de télécommunication, tel que Airtel en collaboration avec le gouvernement et les kidnappeurs dans les cas de demande de rançon lors des enlèvements ou kidnappings* », déclare un autre motard dans le focus group avec les motards de la ville de Goma.

« *La population elle-même, cas de Buhene avec l'affaire des Mai-Mai qui y habitent* », déclare un autre motard participant au focus group avec les motards de la ville de Goma.

« *Les voleurs à mains armées et les enfants de la rue qu'on appelle communément les : Maibobo* », déclaration d'une vendeuse participant au focus group avec les vendeuses du marché Amani Maendeleo.

« *Les groupes armés, les bandits et délinquants de la ville* », déclare un étudiant de l'ISC dans le focus group avec les étudiants de la ville de Goma

### 1.3.2 Les acteurs d'insécurité dans la ville de Butembo

L'insécurité dans la ville de Butembo est causée par plusieurs acteurs dont les plus cités restent :

- Les agents de l'ordre, policiers et militaires,
- Les groupes armés et Mai-Mai aux alentours de la ville de Butembo
- Les jeunes désœuvrés qui se transforment en bandits pour semer des désordres.
- En plus de ces acteurs, certaines déclarations des informateurs clés montrent que c'est aussi une part de responsabilité du gouvernement, c'est-à-dire certaines personnes penseraient que les autorités gouvernementales seraient aussi derrière cette insécurité et pourraient donc être citées comme aussi acteurs.

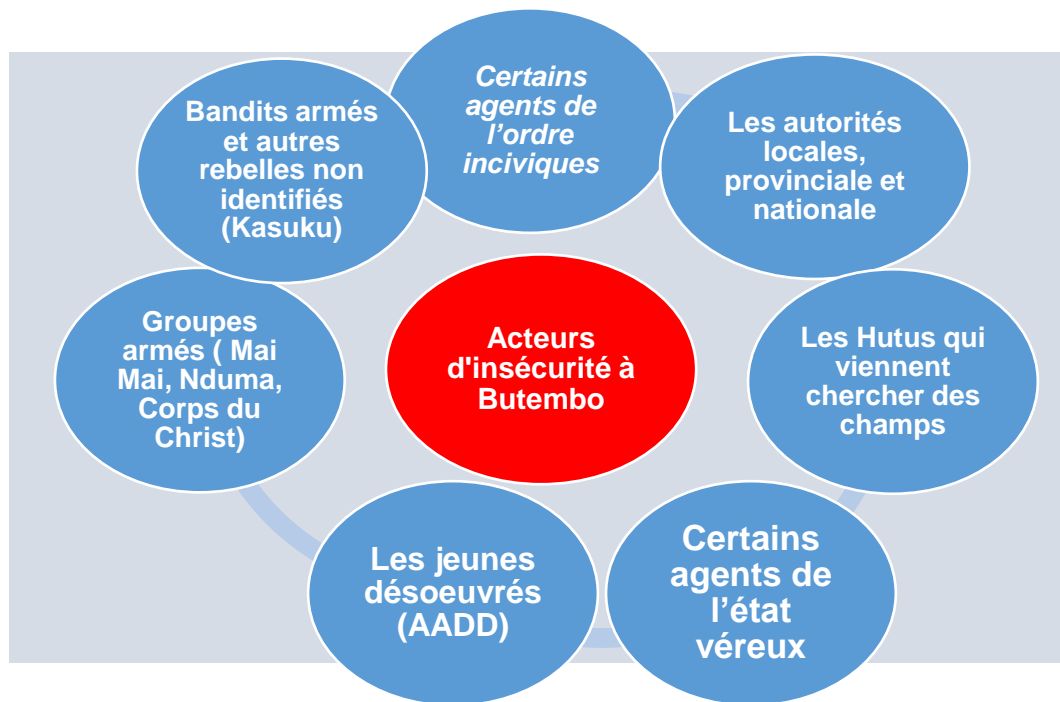


Figure 6. Les principaux acteurs d'insécurité dans la Ville de Butembo

Voici des extraits de leurs déclarations :

« Ce sont les Mai-Mai soutenus par certaines autorités qui veulent gagner la vie sans travailler, les rebelles qui restent dans les périphéries de la ville comme : les mouvements Kasuku , Mai-Mai, le Nduma ; Corps du Christ mais aussi sans oublier nos frères hutu qui viennent chercher de champ ici dans le Grand Nord dans le but de nous ravir ce qui nous appartient », déclare un enseignant participant au focus group avec les enseignants de la ville de Butembo.

« Les autorités qui sont chargés de faire la sécurité ce sont elles aussi qui tracassent la population », déclare un conducteur de moto participant à un focus group avec les motards de la ville de Butembo.

« L'AADD (Association des Acteurs de Dépenses et de Désordres) qui sème aussi la terreur dans une partie de la ville (C'est un groupe des jeunes désespérés et sans emploi qui passe la journée en prenant la boisson à forte dose d'alcool et autres stupéfiants) », déclaration d'un étudiant à l'ISC Butembo participant à un focus avec les étudiants dans la ville de Butembo

« Le gouvernement est à la base de tous les maux que nous traversons ici », déclare une étudiante à l'ISC participant à un focus group avec les étudiants dans la ville de Butembo

### 1.3.3 Les acteurs d'insécurité dans les Territoires de Rutshuru et Masisi

Les acteurs de l'insécurité dans les deux territoires sont principalement :

- Les groupes armés installés tout autour des cités concernées par l'étude (Kitshanga et Rutshuru centre).
- Cependant les déclarations des différentes personnes rencontrées montrent de plus que ces groupes armés agissent avec l'aide de certaines autorités tant civiles que militaires.

- Les autres acteurs cités étant les jeunes désœuvrés qui se lancent soit dans le banditisme soit dans les groupes armés pour tracasser la paisible population, les agents de l'ordre (militaire et policier), les agents de la justice, etc.

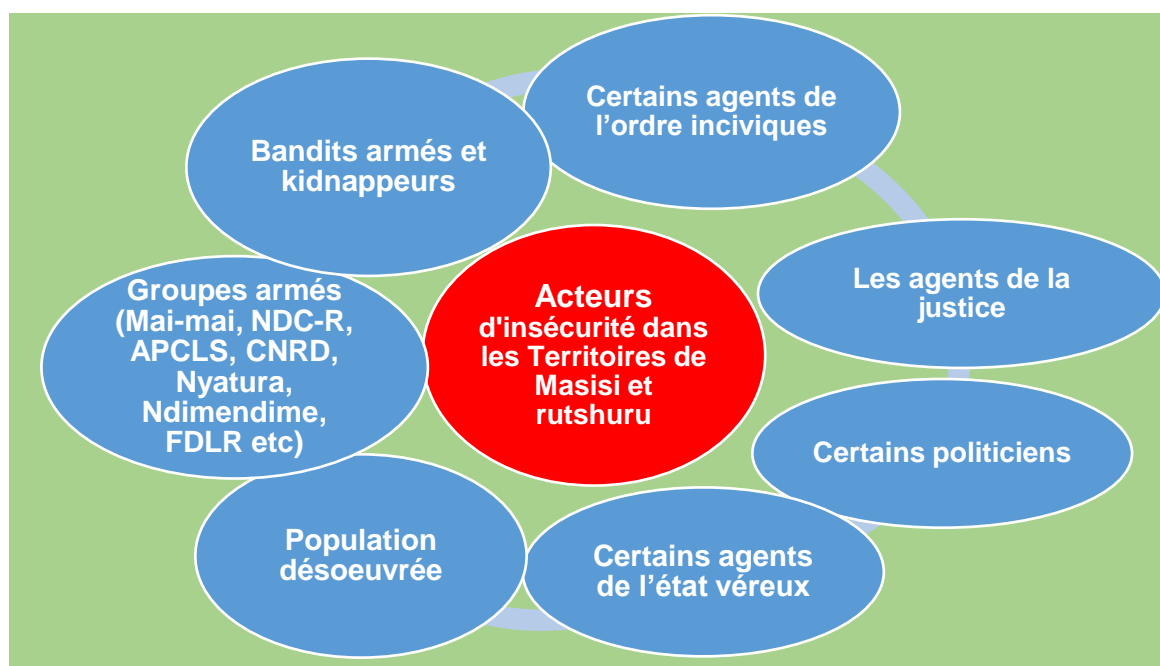


Figure 7. Les principaux acteurs d'insécurité dans les Territoires de Masisi et Rutshuru

« Les groupes armés en général et les agents de l'ordre en particulier sont les principaux acteurs de l'insécurité », déclare un étudiant dans un focus group avec les étudiants de Kitshanga.

« La population aussi est actrice de l'insécurité par le fait que certaines personnes collaborent avec les rebelles et d'autres collaborent avec les militaires et les policiers dans le but d'insécuriser les autres », déclare un leader dans un focus group avec les leaders communautaires de Kitshanga.

« Les agents de la justice nous insécurise aussi, lorsque vous accusez quelqu'un (un bandit), il est arrêté pour un temps, puis mis en liberté. De retour, il devient plus dangereux qu'avant. Il vient vous saluer non pas parce qu'il vous aime, mais pour vous montrer combien de fois vous n'avez rien fait. A ce moment-là, vous devez adopter une attitude de lui demander pardon et lui faire croire que c'était un incident et qu'on reste amis », déclare un motard dans un focus avec les motards de Kitshanga.

« Les autorités et les politiciens car ils défendent et financent ces groupes armés, et les coupeurs des routes à leurs intérêts », déclare un étudiant dans un focus group avec les étudiants de l'ISP Rutshuru à Rutshuru Centre.

« Les jeunes désœuvrés et l'armée (militaires et policiers) », déclare un enseignant dans un focus group avec les enseignants de Rutshuru Centre.



« Les jeunes désœuvrés et les porteurs d'armes dans la communauté et dans les groupes armés », déclaration d'une femme cultivatrice dans un focus group avec les femmes cultivatrices à Rutshuru centre.

Un responsable de l'enseignement à Rutshuru nous a dit : « C'est très difficile de citer les acteurs d'insécurité car ils opèrent clandestinement, mais on pense que ce sont les gens du milieu, car récemment il y a un kidnappeur qui a été arrêté avec la carte de Kiseguru. »

## 1.4 Tendances et facteurs expliquant l'insécurité

Les figures suivantes extraites du sondage 17 montre qu'au Nord-Kivu (NK) seulement 34% des habitants se sentaient en sécurité lorsqu'ils marchent seul la nuit. La tendance régionale du sentiment de sécurité était légèrement à la baisse.



Source : Sondage 17 organisé en décembre 2018.

La tendance du niveau de l'insécurité reste toujours à la hausse dans les différentes villes et territoires considérés pour la présente étude. Les déclarations des différentes personnalités rencontrées montrent que la population continue à vivre dans les mêmes situations d'insécurité. Dans les deux années écoulées, les mêmes problèmes sécuritaires restent toujours observés dans les milieux enquêtés. Dans les grandes villes, comme Goma et Butembo, la population est de plus en plus exposée à des tracasseries et vols de toute sorte la nuit comme la journée et cela suite au manque d'implication des autorités et l'impunité des acteurs de ladite insécurité. Dans les territoires, l'augmentation des groupes armés continuent à accroître le niveau de l'insécurité à travers des enlèvements, kidnappings, tueries, vols, viols etc.

### 1.4.1 Quel est le problème qui explique l'augmentation de l'insécurité à Goma ?

Les déclarations des interviewés et participants aux focus groups organisés dans la ville de Goma montrent qu'il y a toujours une augmentation du niveau de l'insécurité dans la

ville. Plusieurs raisons expliqueraient cela, les plus citées étant : l'exode rural des personnes qui quittent les milieux ruraux pour venir s'installer dans la ville de Goma en créant ainsi de l'insécurité dans cette dernière, le recours à la nouvelle stratégie « *alibaba et les 40 voleurs* » qui est devenu de plus en plus le mode opératoire des voleurs à mains armées qui viennent en groupe de plus ou moins 40 personnes pour voler tous les objets de valeur de la maison visée, l'irresponsabilité de l'Etat qui ne prend pas en charge la sécurité des populations, l'impunité, le chômage des jeunes qui se lancent ainsi dans les tracasseries, etc.

Voici quelques illustrations des déclarations des habitants rencontrés :

« *A Ndosho l'insécurité a augmenté avec ce système des crépitements des balles toutes les nuits, ce qui n'était pas le cas il y a deux ans* », déclare un motard participant au focus group avec les motards à Goma.

« *Il y a deux ans le système communément appelé « alibaba et les quarante voleurs » n'existait pas mais aujourd'hui nous sommes en train de le vivre et le pire c'est qu'ils se déplacent avec des femmes et des enfants. Quand ils viennent dans une rue ils s'attaquent à 3 ou 4 maisons à la fois* », déclaration d'un motard participant au focus group avec les motards à Goma.

« *L'exode rural aussi contribue à la détérioration de la sécurité parce que nous commençons à assister à des agressions avec armes blanches et gris-gris comme c'est le cas à Buhene avec le phénomène Mai-Mai, chose que l'on n'avait jamais vécu auparavant. Nous ne savons plus à qui nous vouer car tout ceci émane de la manipulation de nos politiciens qui ne voient que leurs propres intérêts* », déclare un autre motard dans le focus group avec les motards à Goma.

« *L'insécurité s'est accentuée suite à un grand nombre des militaires et policiers qui ont érigé leurs résidences à Ndosho. En plus, ils sont en possession de leurs armes. Un danger pour la population* », déclare un vendeur du marché Cinquantenaire dans un focus group avec les vendeurs de la ville de Goma.

« *Le fait qu'il y ait une grande migration des gens de l'intérieur vers la ville de Goma, pour échapper à des guerres de tout genre. Ces personnes viennent sans des moyens suffisants et arrivent ici sans travail. Avec toute la souffrance qu'ils ont subi dans leurs territoires de provenance, ils arrivent ici à Goma et se livrent au banditisme et tuerie pour chercher à se trouver une place dans cette ville, mais tout cela se produit parce que l'autorité les appuie et est le principal auteur de tout ce qui se passe dans leurs milieux de provenance* », déclare un autre vendeur du marché Cinquantenaire dans un focus group avec les vendeurs de la ville de Goma.

« *Le fait qu'il y a augmentation de l'insécurité en ville de Goma, c'est parce qu'au village il y a insécurité, ce qui entraîne l'exode rural et la précarité de l'emploi et chômage chez les jeunes qui se lancent dans le banditisme* », déclare un vendeur de carburant dans un focus group avec les cambistes de la ville de Goma.

« *La liberté qu'on laisse aux voleurs prouve que l'insécurité continuer à augmenter* », déclaration d'un étudiant de l'UNIGOM dans un focus group avec les étudiants de Goma



#### 1.4.2 Quel est le problème qui explique l'augmentation de l'insécurité à Butembo ?

Les différents focus groups et interviews ciblées conduits dans la ville de Butembo montrent que l'explication de la hausse du niveau d'insécurité dans la ville s'explique par : l'augmentation des cas d'assassinat dans la ville, l'impunité des semeurs d'insécurité, le non recyclage et absence de système de mutation des autorités civiles et militaires, la présence de la maladie à virus Ebola, la multiplication et l'adhésion des jeunes aux groupes armés, les augmentations des cas de règlement des comptes et soulèvement populaire, la justice populaire etc.

« *L'insécurité est à la hausse car il y a toujours des cas d'assassinat et d'impunité* », déclare un membre de la Véranda Mutsanga dans un focus group avec membres des mouvements citoyens de la ville de Butembo.

« *Non mutation des autorités, tenez les autorités sont devenues comme des autochtones ou encore des chefs coutumiers car elles connaissent déjà tout le monde* », déclare un membre du mouvement Filimbi dans un focus group avec membres des mouvements citoyens de la ville de Butembo.

« *Multiplication des groupes armés et prolifération des armes entre les mains des civils* », déclare un membre de la LUCHA dans un focus group avec membres des mouvements citoyens de la ville de Butembo.

« *La pauvreté et le non accès aux champs alors que la population de Butembo vit des champs et du commerce* », déclare une femme commerçante dans un focus group avec les femmes leaders des associations féminines dans la ville de Butembo.

« *Soulèvement populaire et règlement des comptes* », déclare un étudiant de l'ISC dans un focus group avec les étudiants de la ville de Butembo.

« *La parution de la maladie à virus Ebola* », déclare un motard dans un focus group avec les motards de la ville de Butembo.

« *Les jeunes adhèrent toujours dans les groupes armés Mai-Mai et ils sont financés par nos propres autorités* », déclare un enseignant dans un focus group avec les enseignants dans la ville de Butembo.

#### 1.4.3 Quel est le problème qui explique l'augmentation de l'insécurité à Masisi et Rutshuru ?

La majorité des personnes rencontrées en focus group ou interviews à Kitshanga et Rutshuru centre déclarent que la tendance de l'insécurité dans les deux territoires est à la hausse de plus en plus. Cette augmentation d'insécurité s'expliquerait beaucoup plus par la prolifération des groupes armés, le non implication des autorités gouvernementales dans la recherche des solutions à l'insécurité, le chômage des jeunes, l'impunité des semeurs d'insécurité, le tribalisme qui continue à persister, l'absence de mobilité et

recyclage des autorités civiles et militaires dans certains, la collaboration de certaines personnes dans la population avec les groupes armés, etc.

Voici les un extrait des déclarations de nos informateurs clés :

« *La population locale aussi car il y a ceux qui collaborent avec les groupes armés* », déclare une vendeuse dans un focus group avec les femmes vendeuses de Kitshanga.

« *Tous les groupes armés sont actuellement autour de Kitshanga et n'étaient pas nombreux comme aujourd'hui, mais aussi tous ces groupes armés se dirigent vers Kitshanga et veulent contrôler la cité* », déclare une vendeuse dans un focus group avec les femmes vendeuses de Kitshanga.

« *C'est le tribalisme au travail, si le chef est de telle ethnie, les agents majoritaires seront de cette ethnie* », déclare un enseignant dans un focus group avec les enseignants de Kitshanga.

« *Presque toute la jeunesse est sans activité actuellement, voilà pourquoi il y a augmentation des crimes* », déclare une professionnelle de sexe dans le focus group avec les professionnelles de sexe à Rutshuru Centre.

« *La cause de l'augmentation de l'insécurité ici chez nous c'est l'impunité, le tribalisme, le manque d'autorités compétentes et la corruption* », déclarent toutes les professionnelles de sexe dans le focus group avec les professionnelles de sexe à Rutshuru centre.

« *Il y a augmentation de l'insécurité à cause des autorités qui ne punissent pas les coupables, ils arrêtent et enferment les coupables et après quelque jour, les bandits sont relâchés* », déclare une femme commerçante dans un focus group avec les femmes commerçantes de Rutshuru centre.

« *C'est la non mutation des agents de l'Etat (militaires, policiers et les autorités administratives), l'impunité, la manipulation d'une certaine couche par les faux politiciens, tribalisme, manque des autorités compétentes et corruption qui augmentent l'insécurité ici chez nous* », déclare un enseignant participant dans le focus group avec les leaders communautaires de Rutshuru Centre.

## 1.5 Conséquences de l'insécurité

Les répercussions de l'insécurité dans les différentes villes et territoires concernés par la présente étude peuvent être réparties dans différents plans. Les différentes déclarations des participants aux focus groups et personnalités rencontrés via les interviews ciblées montrent que ce sont toujours les populations qui continuent à subir des conséquences néfastes de cette insécurité tandis que les bandits et malfaiteurs s'enrichissent sans être punis ni poursuivis par les autorités gouvernementales, malheureusement.

Selon les différents plans, nous pouvons ainsi répartir les conséquences de l'insécurité de la façon suivante :

Plan	Répercussions
<b>Economique</b>	Hausse du niveau de pauvreté, incapacité de se prendre en charge, coût de vie cher suite à la crise, retard de développement car les gens ne sont pas libres de se développer, arrêt très tôt ou définitif des activités économiques créant ainsi un manque à gagner pour les commerçants, moins d'investissement.
<b>Sanitaire</b>	Traumatisme, peur permanente conduisant à des maladies cardiovasculaires, augmentation des violences faites aux femmes, augmentation du taux de violence sexuelles, maladies IST en cas de viol
<b>Agriculture</b>	Pas d'accès aux champs, arrêt des activités champêtres, occupation des champs par les rebelles, dépendance des aliments venant de l'extérieur du pays, augmentation des conflits fonciers et conflit entre éleveurs et cultivateurs, réduction de l'élevage et de la production agricole, vol des récoltes dans les champs, vol et tuerie des animaux d'élevage
<b>Physique</b>	Pertes en vies humaines, massacres, tueries, viols, enlèvement, kidnapping, incapacité physique pour exercer des activités génératrices des revenus, soulèvement populaire, justice populaire
<b>Education</b>	Diminution du taux de scolarisation ainsi que le taux d'alphabétisation, fuite des cerveaux, fermeture des écoles et universités accroissant ainsi le taux d'analphabétisme,
<b>Gouvernance</b>	Manque de confiance envers les autorités et agents de l'ordre, Absence des dirigeants compétent conduisant ainsi à la mauvaise gouvernance,
<b>Humanitaire</b>	Déplacement des populations, pas de circulation libre de la population, manque de logement pour les déplacés, dépendance à l'aide humanitaire,
<b>Social</b>	Manque de confiance aux autorités, Augmentation de l'esprit de vengeance et de haine, règlement des comptes, la jalousie, la rancune, le tribalisme,

Quelques illustrations des participants présentent les conséquences de l'insécurité grandissante dans la province :

*« Vous ravir une moto, c'est ravir à un agriculteur sa houe donc ceci ne peut que nous plonger dans la pauvreté qui engendre à son tour la famine et l'incapacité de se prendre en charge en cas de maladie »,* déclaration d'un motard dans un focus group avec les motards de la ville de Goma.

*« L'insécurité favorise la perte de confiance envers nos autorités ainsi que l'instabilité domiciliaire, nous sommes obligés de déménager tout le temps à la recherche de la sécurité »,* déclaration d'un motard dans un focus group avec les motards de la ville de Goma.

*« Nous remarquons que dans nos familles il y a de plus en plus des cas de maladies cardiaques vasculaires liées à la crainte et à l'angoisse qui se vivent au quotidien »,* déclaration d'un motard dans un focus group avec les motards de la ville de Goma.

*« L'insécurité amène des révoltes populaires qui conduisent aux pertes des vies humaines »,* déclaration d'une vendeuse au marché Amani Maendeleo dans un focus group avec les vendeuses de la ville de Goma.

*« Baisse de la morale lorsqu'on vous dépouille de tout ce que vous avez comme bien de valeur et argent »,* déclaration d'un vendeur au marché Cinquantenaire dans un focus group avec les vendeurs de la ville de Goma.

« Lorsque les bandits parlent une langue ou une autre, cela nous poussent à haïr et à identifier comme bandit toute personne parlant la même langue », déclaration d'un cambiste dans un focus group avec les cambistes à Goma.

« La révolte de la jeunesse lorsque par exemple on tue ou enlève un de leur, ce qui engendre ainsi des incendies de certains bureaux de la police, la justice populaire », déclare un vendeur dans un focus group avec les membres des associations des vendeurs de Butembo.

« Baisse du taux de scolarisation et arrêt des activités génératrices de revenu », déclare un vendeur dans un focus group avec les membres des associations des vendeurs de Butembo.

« La famine, le banditisme, violence faite aux femmes et intégration des jeunes désœuvrés dans des groupes armés », déclare un membre de la Fédération des femmes pour la paix mondiale dans un focus group avec les femmes leaders des associations féminines dans la ville de Butembo.

« La pauvreté, non accès aux champs, taux élevé », déclare un membre de la Collectif des femmes journalistes dans un focus group avec les femmes leaders des associations féminines dans la ville de Butembo.

« Certaines personnes ont déjà fermées leurs usines à cause de l'insécurité alors que ça aidait trop des personnes », déclare un membre du Collectif des femmes journalistes dans un focus group avec les femmes leaders des associations féminines dans la ville de Butembo.

« Non scolarisation des enfants par manque de moyens et pas de développement », déclare une vendeuse dans un focus group avec les femmes vendeuses de Kitshanga.

« Perte en vies humaines. Ici les gens sont tués comme des mouches et c'est sans suite », déclare un jeune dans un focus group avec les jeunes de Kitshanga.

« Faible production agricole : les champs sont sous contrôle des forces négatives. Y accéder ce n'est ne pas facile et il y a ceux qui ne vont plus au champ et qui ont décidé de vivre autrement », déclare un jeune dans un focus group avec les jeunes de Kitshanga.

« Braquages et manque d'investissement dans le milieu », déclare un enseignant dans un focus group avec les enseignants de Kitshanga.

« Les écoles et les Centres de santé ne fonctionnent pas normalement dans certains coins. L'hôpital de Bukombo (Bwito) est quasi fermé ou fonctionne comme un simple dispensaire », déclare un motard dans un focus group avec les motards de Kitshanga.

« Manque à gagner du côté des commerçants dû à la baisse de la production agricole », déclare un enseignant dans un focus group avec les enseignants de Rutshuru centre.

« Non-respect des droits de l'homme et fuite des cerveaux à l'étranger », déclare un enseignant dans un focus group avec les enseignants de Rutshuru Centre.

« La population n'a pas confiance en soi envers les autorités, c'est-à-dire la peur de dénoncer les malfrats car eux aussi sont impliqués dans le même système de complicité », déclare un étudiant dans un focus group avec les étudiants de ISP Rutshuru à Rutshuru Centre

## 1.6 Solutions proposées par la population pour améliorer la sécurité

Au vu de tous les problèmes et causes de l'insécurité évoquées ci haut, il a été aussi demandé à la population de formuler certaines recommandations aux autorités gouvernementales pouvant servir comme solution à l'insécurité. Pour les différentes villes et territoires concernés par l'étude, les solutions proposées par nos enquêtés sont les suivantes :

- Que les auteurs de l'insécurité soient punis sévèrement ;
- Qu'il y ait éradication de tous les groupes armés et que la restauration de l'autorité de l'Etat soit effective
- Qu'il y ait démobilisation et désarmement soit volontaire, soit forcé selon la résistance de chaque groupe armé ;
- Que les autorités de la police mettent en œuvre un mécanisme de surveillance du travail que font les éléments de la police routière pour qu'ils se rendent compte des bavures qu'ils font et qu'ils prennent des mesures par rapports a cela ;
- Les autorités doivent procéder au recrutement des nouvelles unités que ce soit dans l'armée comme dans la police, mais ils doivent tenir compte du niveau d'études de ces derniers car nous pensons toujours que le niveau d'étude de ces derniers y est pour quelque chose ;
- Qu'on déplace les camps militaires qui sont dans la ville. Et qu'on les mette très loin de la population et qu'on impose à tous les militaires, policiers et leurs familles de vivre dans ces camps qui sera plus loin des cités ;
- Que l'état ramène tous les Maibobo qui ont moins de dix ans auprès de leurs parents et fasse un suivi régulier de leur encadrement. Mais pour les plus âgés que l'état crée les centres de rééducation pour leurs apprendre les métiers tout en mettant un accent sur l'éducation à la citoyenneté ;
- Que le gouvernement prenne ses responsabilités en main pour assurer la sécurité de la population ;
- Que l'Etat puisse bien payer les soldats et les policiers qui font la sécurité mais qui vivent dans l'extrême précarité ;
- Que le Président de la République lutte contre ce problème d'insécurité et de corruption ;
- Que les responsables des agents de sécurité fasse efficacement leur travail car même des voleurs possèdent aussi des armes et échappent aux contrôles des agents de l'ordre ;
- Que l'on puisse muter ou recycler chaque fois les agents de l'ordre ;
- Il faut que tout le monde soit payé selon le travail effectué, la considération de la femme dans tous les domaines et sur toute l'étendue de la RDC, vulgariser les lois qui protègent la femme et punir sévèrement les auteurs de violence
- Que nos autorités locales collaborent avec la population car c'est la population qui peut voir facilement les bandits ;
- Création des emplois pour la jeunesse désœuvrée ;
- Qu'il ait des audiences foraines ;
- Que les agents de l'ordre soient bien payés et que leur social soit pris en charge (logement, santé, scolarisation des enfants, tenue, propreté, etc.) ;
- Que les FARDC cessent de collaborer avec les groupes armés ;

- *Qu'il y ait augmentation des effectifs des militaires et policiers éduqués dans les territoires regorgeant des groupes armés,*
- *Qu'il y ait rééducation de base des agents de l'ordre en prenant en compte la valeur de la femme ;*
- *Arrêter des mesures visant la sécurisation des vaches dans les fermes ;*
- *Que les ONG nous aident en sensibilisant la loi sur la succession et comment accéder à la terre ;*
- *Qu'il y ait une forte sensibilisation sur la cohabitation pacifique de toutes ethnies et tribus ;*
- *Qu'il y ait des mesures pour la lutte contre le tribalisme et la tolérance mutuelle entre les différentes communautés ;*
- *Qu'il y ait une loi sur l'acceptation de la femme dans la succession foncière ;*
- *Que la population s'implique aussi dans la sécurisation de leur milieu surtout en ce qui concerne la dénonciation des acteurs de l'insécurité ;*



## THEME 2 : JUSTICE

### 2.1 Aperçu général sur la justice.

**D**epuis son indépendance, le 30 juin 1960, la République Démocratique du Congo est confrontée à des crises politiques récurrentes dont l'une des causes fondamentales est la contestation de la légitimité des Institutions et de leurs animateurs. Cette contestation a pris un relief particulier avec les guerres qui ont déchiré le pays surtout dans sa partie Est pendant plus de deux décennies. Considérant que l'injustice avec ses corollaires, l'impunité, le népotisme, le régionalisme, le tribalisme, le clanisme et le clientélisme, par leurs multiples vicissitudes, sont à l'origine de l'inversion générale des valeurs et de la ruine du pays, une étude qualitative sur la consolidation de la paix et la reconstruction en RDC, a été organisée en vue de recueillir auprès des populations de Masisi, Rutshuru, de la ville de Goma et de celle de Butembo, les informations sur leurs opinions concernant leurs confiance, attitude et jugement envers les deux formes de justice à savoir : la justice civile et la justice militaire. A cela, nous avons ajouté les opinions de la population de Butembo envers le système judiciaire de lutte contre les violences sexuelles car dans d'autres parties de la province cet aspect a fait l'objet des précédentes éditions de cette étude.

#### a. Pyramide de la Justice Civile

Le tableau ci-dessous présente la pyramide de la justice civile :

Tableau 1: Pyramide de la justice civile

N°	Appellation	Responsabilités
1	Cour Constitutionnelle	Neuf membres nommés par le Président de la République dont : <b>3</b> sur sa propre initiative, <b>3</b> désignés par le parlement réunis en congrès, <b>3</b> désignés par le conseil supérieur de la magistrature
2	Conseil d'Etat	Procureur Général près le conseil d'Etat
3	Cour de Cassation	Procureur Général près la cour de cassation
4	Cour d'Appel	Procureur Général près la cour d'appel
5	Tribunaux de Grande Instance	Procureur de la République près le tribunal de grande instance
6	Tribunaux de Paix	Chef de Parquet près le tribunal de paix

La justice civile tranche les conflits entre les personnes privées. Elle juge les contentieux d'ordre familial nés à l'occasion d'un mariage, d'un divorce, d'un décès ou résultant de difficultés relatives à l'éducation des enfants. Elle se charge également de régler les contentieux relatifs à la propriété, aux dettes non régularisées, aux contrats mal exécutés. Elle tranche aussi les litiges nés dans le cadre des relations de travail ou de relations commerciales. Une affaire civile est toujours jugée selon les règles du Code civil et du Code de procédure civile. Cependant, toutes les affaires civiles ne font pas l'objet d'une procédure judiciaire. Certaines fois, le juge peut se prononcer en l'absence de tout litige (par exemple en ce qui concerne l'action aux fins d'adoption). Dans ce cas, on dit qu'il statue en matière gracieuse.

## b. Pyramide de la Justice Militaire

Tableau 2: Pyramide de la justice militaire

N°	Appellation	Responsabilités
1	Haute Cour Militaire	Auditorat Général
2	Cours Militaires	Auditorat Supérieur de FARDC
3	Tribunaux militaires de Garnison	Auditorat Militaire de Garnison
4	Tribunaux militaires de Police	Ce tribunal siège avec trois juges, dont un magistrat de carrière

Le système de justice militaire est un instrument de promotion de l'état de droit et du respect des droits de l'homme. C'est l'outil juridique et le mécanisme de responsabilité principal au sein des Forces Armées de la RDC (FARDC) et des groupes armés pour mettre fin à la culture d'impunité régnant parmi leurs membres. La justice militaire est rendue par des juridictions spécialisées, le plus souvent militaire, qui ont compétence pour juger les faits et actes commis par des militaires dans l'exercice de leurs fonctions, ou par des militaires associés (insurgés, révolutionnaires, espions). De plus l'exercice de la justice militaire n'est pas réservé aux seules périodes de guerre, elle s'exerce aussi bien en « temps de paix » qu'en « temps de guerre ». Cependant, la justice militaire distingue le « temps de guerre » et le « temps de paix ». En « temps de paix », ce sont des juridictions de droit commun spécialisées dans les affaires militaires qui sont chargées du contentieux des affaires pénales militaires. En « temps de guerre », ce sont des juridictions militaires qui s'en chargent.

## 2.2 Confiance de la population envers la justice civile

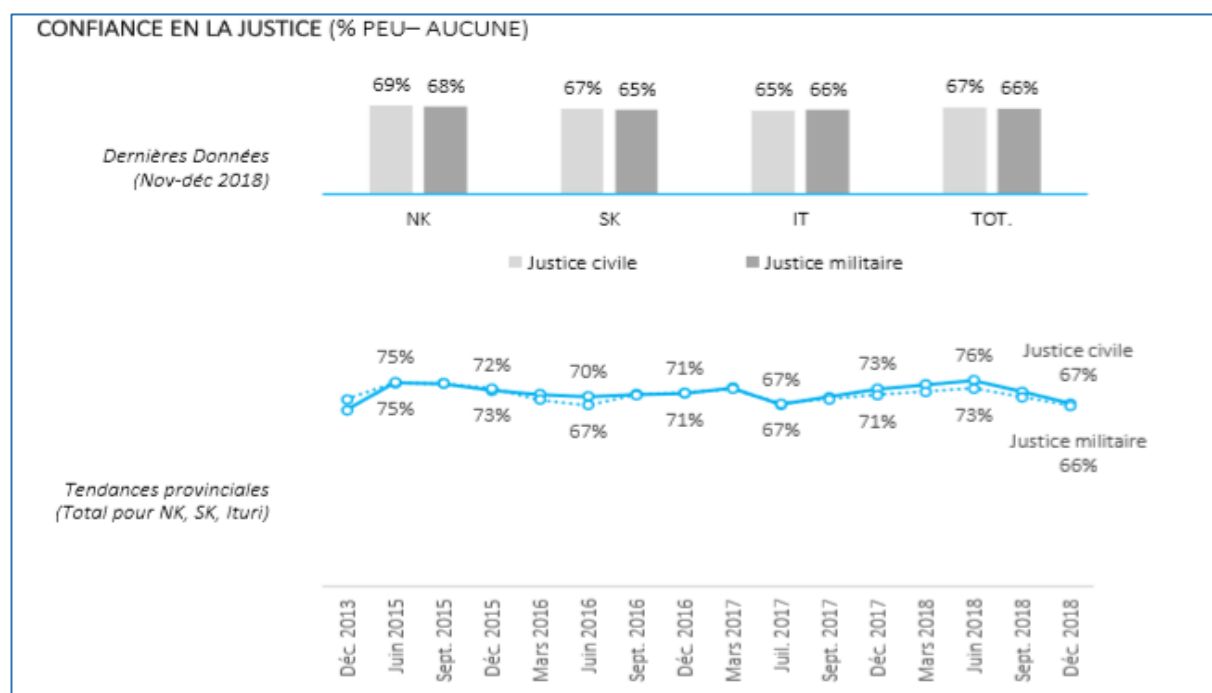
Les entraves à l'accès à la Justice au Nord-Kivu sont nombreuses en raison de : La distance qui sépare le justiciable des lieux de localisation des juridictions surtout dans les entités territoriales décentralisées, la lenteur de la justice qui provoque un sentiment de suspicion et de découragement de la population et l'éloigne de la justice étatique ; les dysfonctionnements des greffes ; le manque de ressources humaines et matérielles qui empêche le fonctionnement correct des juridictions ; le coût élevé de la justice ; la complexité des règles de procédure ; l'ignorance par la population de la loi et du droit en général ; les risques de représailles et d'agressions encourues par les victimes et témoins, etc.

### 2.2.1 Sentiment de confiance de la population envers le système de justice civile

Les populations de l'Est de la République Démocratique du Congo, durement touchées par des années de guerre, des conflits armés et violations graves des droits de l'homme, accompagnés des agressions effroyables à l'encontre des civils, à savoir des meurtres, massacres, viols généralisés et autres effets de l'impunité, se voient abandonnées à leurs tristes sorts et cela bloque tout espoir de croire en la justice Congolaise.



Dans cette étude, les différentes personnalités rencontrées lors de l'organisation des focus groups et des interview ciblées, nous ont confirmé que faisant suite de tous ces maux qui rongent la société congolaise, le sentiment de confiance envers le système de justice civile se dégrade au quotidien comme on peut le lire sur les figures suivantes issue du 17 sondage quantitatif.



Source : sondage 17 réalisé en décembre

Globalement, les principales idées fréquemment avancées au cours des différents focus groups et interviews ciblées organisés qui poussent la population au manque de confiance envers la justice civile et avoir une perte d'espoir dans le système sont :

- Les objectifs et indicateurs de performance de la justice ne sont pas vraiment respectés à savoir :
  - Rendre des décisions de qualité dans des délais raisonnables en matière civile
  - Rendre des décisions de qualité dans des délais raisonnables en matière pénale
  - Amplifier et diversifier la réponse pénale
  - Améliorer l'exécution des décisions pénales
  - Maîtriser la croissance des frais de justice pénale
  - Garantir un enregistrement rapide des décisions de justice
- Pas d'enquêtes objectives et indépendantes, les acteurs de la justice documentent subjectivement les dossiers dans leurs bureaux et cela poussent à ce que les jugements sont très mal rendus
- La corruption qui prend de l'ampleur dans ce pays est devenue presque une voie légale d'accéder à justice. A cela s'ajoute un manque de suivi de la part du ministère ayant la justice dans ses attributions.

- Le trafic d'influence (certaines personnes puissantes exercent une pression sur la justice notamment en empêchant l'exécution de certaines décisions judiciaires en influençant l'orientation des verdicts judiciaires),
- Les relâchements de certains détenus malgré des lourdes peines à leurs charges qui, après quelques temps de leur arrestation se promènent librement dans les quartiers et villages sans autres forme de poursuite.
- Les mutations des juges et magistrats ne sont pas faites régulièrement et cela poussent aux acteurs de la justice de se substituer à des coutumiers et sont exposés à la corruption et au trafic d'influence de tout genre.

Par ailleurs compte tenu des certains programmes de réforme de la justice initiés par le Gouvernement Congolais, des appuis multiformes des différents partenaires du Gouvernement, la population continue à se référer à la justice avec espoir que le changement va s'opérer.

La plupart des autorités rencontrées, affirment que la justice fait son travail comme il se doit et que le manque de confiance se localise dans un groupe des personnes qui ne sont pas satisfaites concernant la manière dont les jugements sont rendus. Ces autorités croient que le fait de voir les personnes venir avec les dossiers chez-elles, prouvent à suffisance que ce n'est pas puisque la population manque où amener les dossiers mais c'est par appréciation du travail abattu par l'appareil judiciaire.

Par illustration de ces faits, l'encadré suivant présente en synthèse quelques déclarations de personnes rencontrées lors de l'organisation des focus groups et interviews ciblées :

*« Nous n'avons pas confiance à la justice. Si tu n'es pas connu, tu n'as pas d'argents, tu ne peux pas gagner le procès. En cas de manque d'argent pour certaines femmes, elles offrent leur sexe pour faciliter la victoire du procès. Certains avocats qui se font défenseurs des droits humains, sont les premiers à négocier si leurs clients ont combien d'argent à donner aux acteurs de la justice pour qu'ils gagnent le procès. La phrase la plus connue ici est : « Unakuya aye ? » Littéralement « De quelle manière viens-tu comparaître ? » n ce qui signifie : « Le client vient avec quoi ou combien d'argent de corruption pour motiver la décision des juges et pour que chaque partie prenante ait sa part »? Un étudiant de l'Université Catholique de Graben participant au focus group organisé à Butembo.*

*« La justice congolaise est marquée par la corruption. Le suivi de l'application des jugements rendus n'existe pas. Dans les conflits fonciers par exemple, il y a des dossiers qui rebondissent d'année en année sans suite, c'est à dire. Aujourd'hui tu peux gagner le procès et être proclamé gagnant devant tout le monde, mais après un certain temps, si un autre monsieur économiquement plus fort arrive, tu le perds encore suite à la corruption. Bref la raison du plus fort est toujours la meilleure » Une femme de la solidarité des associations féminines pour les droits de la femme et l'enfant « SAFDFE » participante au focus group organisé à Butembo.*

*« La justice en RD Congo est presque vraiment sans objectifs et ses acteurs ne cherchent jamais sa performance. Cette institution fonctionne comme si elle ne rendra jamais compte à quelqu'un. Tous les indicateurs de performance sont par terre. Obtenir gain de cause en justice Congolaise est synonyme d'une très bonne position sociale ». Déclaration d'un motard participant au focus group organisé à Goma.*

« La confiance en justice !!! Tout le monde connaît que cette confiance n'existe pas. Très peu de gens font recours à cette justice en cas de différend, mais si ce conflit vous oppose à une personne riche, vous ne pouvez jamais faire le hasard d'aller vers les instances de la justice. Combien de bandits du grand nom et connus dans notre communauté sont relâchés dans les prisons et personne n'en fait allusion ? » Un étudiant de Kitshanga en territoire de Masisi, participant au focus group.

« La justice marginalise certaines personnes (femmes, pauvres, les sans statuts social et autres...), les arrestations arbitraires, les trafics d'influence, lenteur dans le traitement des dossiers, les malfaiteurs (kidnappeurs, assassins, voleurs, etc ) qui restent impunis dans cette zone nous poussent à ne pas avoir confiance dans la justice de notre pays ». Déclaration d'un Etudiant de l'ISP Rutshuru, participant à un focus group.

Un agent chargé de la communication à la DGM Butembo lors d'une interview nous accordée a déclaré : « Nous n'avons pas confiance à la justice. Le comportement des acteurs de la justice ne nous plait pas car lorsqu'ils arrêtent un bandit, ils l'incarcèrent et 2 jours après, on le voit encore en train de déambuler dans la cité. »

« La justice fait son travail comme il se doit. Il y a seulement un problème de communication aux paisibles citoyens qui, peut-être, ne savent pas qui fait quoi et comment ça se fait. Je dirai à mon avis que le manque de confiance se localise à un groupe des personnes qui ne sont pas satisfaites de comment les jugements sont rendus et tous ne peuvent jamais gagner le procès. » Affirmation du Commandant ville de la Police Nationale Congolaise pendant l'interview à Goma

### 2.2.2. Facteur expliquant la tendance à la baisse de la confiance de la population envers la justice civile

Partant des informations recueillies auprès des différentes couches de la population du Nord-Kivu sur le manque de confiance envers la justice civile, les différentes déclarations ont illustré les facteurs ci-dessous comme expliquant la tendance à la baisse de la confiance de la population envers la justice civile. Cependant, les idées sont partagées en ce qui concerne la confiance à la justice. La majorité des personnes rencontrées n'a pas vraiment confiance envers la justice congolaise et avance les facteurs négatifs qui la pousse à la discréditer. Peu de gens surtout les autorités interviewées donnent les faits positifs qui soutiennent le fait d'avoir confiance à la justice civile.

Tableau 3 : Différentes opinions selon que la population a confiance ou non de la justice civile au Nord-Kivu.

Facteurs diminuant la confiance	Facteurs augmentant la confiance
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Corruption est devenue la clé d'accéder à la justice ;</li> <li>- Les jugements sont très mal rendus ;</li> <li>- Il y a une lenteur dans les traitements des dossiers ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La population continue à amener les dossiers à des instances compétentes et cela nous prouve qu'elle a confiance à la justice ;</li> </ul>

Facteurs diminuant la confiance	Facteurs augmentant la confiance
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des Magistrats dans certaines juridictions judiciaires ;</li> <li>- Certains acteurs font l'usurpation des fonctions ;</li> <li>- Beaucoup de procès sont marqués par le trafic d'influence ;</li> <li>- Il y a détournement des deniers publics réservés à la réforme de la justice par cupidité ;</li> <li>- Non organisation des audiences publiques en cas des fautes graves commises par des bandits ;</li> <li>- L'impunité pour des personnes influentes ou protégées ;</li> <li>- Les bandits sont vite libérés sans avoir purgé leur peine ;</li> <li>- Les décisions de qualité dans des délais raisonnables en matière civile ne sont pas rendues ;</li> <li>- La capacité d'accueil très limitée des maisons pénitentiaires ;</li> <li>- Le non accès à la justice dû à des longues distances séparant la population avec les bureaux des instances judiciaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Certains juges et magistrats sont sérieux et tranchent les dossiers objectivement. Cependant, ce nombre d'acteurs de ces qualités est insuffisant ;</li> <li>- Les prisons sont vraiment pleines des malfaiteurs ;</li> <li>- Les condamnations continuent à se faire et l'appareil judiciaire fonctionner normalement et à temps plein.</li> <li>- Les instances judiciaires sont installées sur toute l'étendue de la province. Comme exemple : un tribunal de paix existe dans chaque territoire.</li> </ul>

Les différentes déclarations évoquées dans le tableau ci-haut, sont en tout cas partagées : les facteurs négatifs qui poussent la population à ne pas avoir confiance à la justice civile sont avancés par les populations de basse classe rencontrées tandis que les facteurs poussant la population à avoir confiance envers la justice ont été donnés par les autorités politico-administratives, militaires ou judiciaires interviewées pendant l'étude.

L'encadré suivant présente une illustration des déclarations de la population interrogée :

*« La corruption a gangrené tous les secteurs de la vie nationale et la justice n'est pas épargnée par ce fléau. C'est connu de tous, que nos acteurs de la justice condamnent celui qui n'a pas l'agent et il tombe victime de sa pauvreté. C'est le vrai motif qui fait à ce que le jugement ne soit pas vite prononcé pour attendre si une tierce personne viendra corrompre. Nos magistrats ne sont pas là pour un jugement équitable, mais ils viennent à Butembo avec un **principe de 3V**. Ceci signifie qu'un magistrat qui travaille doit d'abord s'acheter : Une Voiture, une Vestes et une Villa. »* Affirmation d'un étudiant de l'Université Officielle de Ruenzori « UOR », participant au focus group organisé à Butembo.

*« La justice ici se caractérise par une discrimination basée sur le rang social c'est-à-dire quand un pauvre a un problème avec un riche, le pauvre ne peut jamais gagner le procès et juge mieux de ne pas aller à la justice car, même s'il avait raison, c'est toujours le riche qui doit gagner. Dans ce cas, les pauvres eux font recours soit aux sages du milieu ou soit aux forces surnaturelles en utilisant eux aussi ce slogan : « Naghe ngendi levya ngoko ngendi kola, itwe boshi kanyao, mafu!!! »*

*littéralement « Moi aussi je vais voir comment je vais faire. Que nous tous nous puissions abimer ou perdre, je m'en fous ». Cette menace veut dire : Quand la justice donne raison à l'argent seulement, les pauvres utilisent la force surnaturelle et après un moment donné vous allez trouver les gens en train de mourir sans cause ou dans des éboulements de terre ou soit par foudre, accidents et autres catastrophes ». Déclaration d'un jeune membre du mouvement citoyen la Véranda Mutsanga, participant au focus organisé à Butembo*

*« Que l'on puisse changer tous les membres de notre système judiciaire. Chaque milieu a un système bien organisé d'escroquer la population, cette magouille instaurée est un système qui défavorise la population et les acteurs de la justice sont devenus comme des chefs coutumier, nous proposons que le programme des mutations soit élaboré et cela d'une façon très régulière. » Déclaration d'une femme leaders de Masisi participant au focus organisé à Kitshanga.*

*« ... La justice en République Démocratique du Congo est ce qu'elle est. Elle est marquée par la marginalisation de certains groupes comme les pauvres, les femmes, .... Les acteurs de la justice font les arrestations arbitraires, les décisions judiciaires sont basées sur la monnaie, les grands messieurs sont protégés, le trafic d'influence a vraiment sa place. La population ne peut pas avoir confiance à une telle institution... » Affirmation d'un étudiant de l'ISP/Rutshuru, participant au focus group organisé à Rutshuru-Centre.*

*« Il serait idéal de procéder régulièrement à la permutation des autorités des instances judiciaires vu que lorsqu'ils passent beaucoup de temps dans une même entité, ils s'habituent et nouent des relations avec les habitants en place, surtout les plus aisés financièrement. Cela crée des affinités et des intérêts à protéger ; ce qui impacte très négativement sur les jugements rendus. Dans beaucoup de territoires du Nord-Kivu, il y a insuffisance des Magistrats. Mais aussi la capacité d'accueil très limitée des maisons pénitentiaires est un problème qui pousse les acteurs de la justice à libeller les prisonniers avant de purger leurs peines. » Affirmation d'un homme vendeur dans le marché du cinquantenaire, communément appelé marché BDGL, dans un focus organisé à Goma.*

*« Nous n'avons pas le droit de critiquer ce que la justice fait comme travail mais reconnaissons que l'œuvre humaine ne manque jamais des failles. La population continue à amener les dossiers à des instances compétentes et cela nous prouve qu'elle a confiance en la justice. Certains juges et magistrats sont sérieux et tranchent les dossiers objectivement. Cependant, ce nombre d'acteurs de ces qualités est insuffisant. Telles sont des preuves qui montrent que la justice mérite une confiance de la part de la population. » Déclaration du Bourgmestre de la commune de Karisimbi, lors d'une interview lui accordée pendant notre étude.*

*« A mon humble avis, la population a confiance à la justice. Les signes sont là : Les condamnations continuent à se faire et l'appareil judiciaire fonctionner normalement et à temps plein. Les prisons sont vraiment pleines des malfaiteurs que voulez-vous encore ? La justice existe dans ce pays et il faut un jour être en conflit avec la loi et tu sauras que la justice existe. » Déclaration d'un commandant de la PNC de Kitshanga, lors d'une interview lui accordée pendant notre étude*



### 2.2.3. Suggestions de la population pour améliorer la justice civile.

Les personnalités rencontrées lors de cette étude ont émis le souhait de voir les choses changer en suggérant les pistes de solution inscrites dans le tableau ci-dessous afin de redonner la confiance perdue à la justice congolaise.

- *Combattre l'ignorance par la population en matière de la loi et du droit en général ;*
- *Recyclage régulier des auxiliaires de la justice ;*
- *Mutations régulières des agents de la justice se prenant pour des chefs coutumiers ;*
- *Renforcement de capacités du Comité local de paix (par rapport à la procédure judiciaire, loi organique et codes) ;*
- *Accroître le nombre des magistrats dans des institutions judiciaires ;*
- *Faire respecter le délai d'instruction des dossiers ;*
- *Définir les attributions de chaque corps judiciaire ;*
- *Inciter les procureurs à suivre les dossiers ;*
- *Financer la sécurité des geôles pour que les condamnés ne puissent pas évader ;*
- *Sanctionner d'une façon exemplaire tous les acteurs de la justice impliqués dans les affaires de la corruption ;*
- *Revoir le programme de formation dans les facultés de droit*

Ces différentes suggestions sont tirées dans les propos des personnes participants aux focus groups et différentes interviews comme vous pouvez les voir en leurs termes propres dans l'encadré suivant :

*« Pour qu'il y ait la confiance de la population envers la justice civile, il faut : faire les mutations régulières des agents de justice se prenant pour des chefs coutumiers, faire les recyclages réguliers des auxiliaires de la justice, mais aussi faire le renforcement de capacités du Comité local de paix (par rapport à la procédure judiciaire, la loi organique et code) ». Déclaration d'un jeune membre du mouvement citoyen Parlement Debout de Four, participant au focus organisé à Butembo*

*Une femme de la ligue des organisations féminines, Paysannes du Congo « LOFEPACO » en sigle, participant au focus group organisé à Butembo nous dit « A mon avis la population est fatiguée, restaurer sa confiance envers la justice c'est un travail qui demande beaucoup de temps et beaucoup d'effort. Il faut d'abord accroître le nombre des magistrats dans des institutions judiciaires situées sur l'étendue du territoire national, il faut financer la sécurité des geôles pour que les condamnés ne puissent pas évader en désordre, et en fin, il faut faire respecter le délai d'instruction des dossiers qui, à notre connaissance est prolongé pour bien motiver la corruption. »*

*« Selon moi, la confiance de la population envers la justice peut être obtenue mais avec des conditions préalables : 1. Que l'on puisse changer tous les membres de notre système judiciaire car ils ont instauré un système de corruption qui défavorise la population et sont devenus comme des chefs coutumiers. 2. Que l'on puisse instaurer un système de condamnation à l'égard de tous ceux qui sont impliqués dans la corruption et tous ces animateurs de la justice coupables des tracasseries. 3. Que le gouvernement puisse aussi les prendre en charge en leur octroyant un bon salaire qui les place dans des bonnes conditions leurs épargnant à la corruption et à la mendicité » Affirmation d'une femme leaders de Masisi, participant au focus organisé à Kitshanga.*



*« Les partis politique, la société civile et l'Etat, doivent combattre ensemble l'ignorance de la population en matière de la loi et du droit en général. En particulier, le Gouvernement de la RDC doit rendre effectif l'accès à la justice surtout pour les couches vulnérables de la population et avoir une structure d'accompagner ces dernières. »* Déclaration d'un enseignant de Rutshuru, participant au focus group organisé avec les enseignants.

*« La confiance ne peut jamais venir du néant, il faut des actions concrètes pour que la population redonne confiance en cette justice pourrie de corruption. Il faut premièrement : Reforme la justice et garantir le contrôle en mettant en place une équipe d'experts en suivi et évaluation ; Que le gouvernement puisse remanier tous les chefs des instances judiciaires en mettant des personnes compétentes et impartiales à des fonctions des décisions et que les sanctions soient proportionnelles aux fautes commises sans tenir compte des rangs sociaux. »* Déclaration d'un revendeur d'essence, communément appelé Kadafi, dans un focus group organisé à Goma.

*« Pour que la confiance soit redonnée aux instances de la justice, il faut un nouveau programme d'enseignement en faculté de droit. Il faut que l'Etat demande des explications aux couches savantes qui forment les juristes (Universités). Il faut un appel vibrant de la prise de conscience de congolais, il faut que les congolais vivent réellement les paroles composant leur hymne national. Bref : La charpente d'un pays c'est la justice et si elle est mal rendue, elle devient une épine à l'orteil au développement politique harmonieux d'un pays. »,* Un membre de la société civile de Butembo, participant au focus group y organisé.

## **2.3 Confiance de la population envers la justice militaire**

### **2.3.1. Sentiment de confiance de la population envers le système de justice Militaire**

Le système de justice militaire qui est un instrument de promotion de l'état de droit et du respect des droits de l'homme ou un outil juridique et un mécanisme de responsabilité principal au sein des Forces Armées de la RDC (FARDC) et des groupes armés pour mettre fin à la culture d'impunité régnant parmi leurs membres, trouve assez de difficultés à accomplir sa mission régalienne. Cependant presque toutes les personnes rencontrées lors de l'organisation des focus groups et interviews ont affirmé que la population n'a pas confiance à la justice militaire et le degré de confiance diminue au quotidien.

Voici comment la population voit les choses à propos de la justice militaire :

- En rapport avec l'impunité, ils considèrent que la population se trouve désarmée face à des criminels de tous ordres qui sont arrêtés et relâchés le lendemain, libres de commettre de nouveaux crimes, ou d'intimider les victimes et les témoins.
- Les arrestations, comme les verdicts de culpabilité lorsqu'ils sont rendus, demeurent sans conséquence puisque les décisions ne sont pas exécutées en raison d'interférences au profit des criminels, aux politiques ou aux personnes à des économies fortes.
- Cependant quelques audiences foraines organisées par la justice militaire redonnent une portion de confiance à la population car les condamnations sont faites sur les lieux des crimes où les différentes familles des victimes assistent aux procès.

Ces idées ci-haut évoquées sont des synthèses des déclarations de nos informateurs clés dont les extraits sont présentés dans l'encadré suivant :

Un membre de l'association ASSOBU, lors d'un focus group organisé à Butembo nous a fait la déclaration suivante : « *Nous n'avons pas confiance en la justice militaire, toutes les instances de la justice au Congo sont les mêmes. C'est la loi du plus fort qui gagne le procès ; on regarde celui qui est gradé ou celui qui a de l'argent même si vous avez raison et que vous n'avez pas d'argent ou grade élevé, vous perdez le procès sans autre négociation.* »

« *La justice chez les FARDC est vraiment chaotique. Ils assimilent tous à des rebelles, ils nous traitent d'être des Mai-Mai, et des Nyatura, et j'en passe ou d'être de mèche avec eux. Avec les différents problèmes qu'a connu le Nord-Kivu, avec une longue période d'instabilité sur son territoire, dont une partie était sous contrôle de ses agresseurs, des milices locales et des groupes armés étrangers, la justice militaire n'a pas encore récupéré sa confiance auprès du peuple. Quand il y a un dossier au sujet des rebelles qui nous menacent, les militaires disent que ces sont nos frères. Nous manquons chez qui nous plaindre ou de quel côté il faut trouver refuge. L'exemple le plus récent est celui du Notable de Kizimba qui a été arrêté par le service du T2 au courant de cette semaine même, comme quoi il n'a pas informé les FARDC de la présence des rebelles dans son entité. Il a été fortement tabassé pour rien et pourtant, ces mêmes militaires passent de fois des journées avec ces rebelles en partageant des boissons. Ni la sécurité, ni la justice, ni les autorités, nous n'avons confiance à personne car c'est devenu un seul système qui a pour mission de mettre en difficulté la population pour vue qu'ils gagnent financièrement.* », Déclaration d'un étudiant de Kitshanga en Territoire de Masisi, participant au focus group.

« *Cette justice militaire n'existe pas. Certains militaires sont des grands voleurs, Assassins, fumeurs des chanvres, vendeurs de toutes les boissons à forte dose d'alcool, mêmes celles défendues par l'Etat congolais (comme le Chief en sachet, ...). Ces mêmes unités tracassent la population jour et nuit, ils collaborent avec les bandits sans être inquiétés par la justice, voulez-vous que nous puissions avoir confiance en elle ? Pour moi, cette justice est comme le kidnappeur car les deux exigent une rançon avant toute chose voulue.* », Déclaration d'un enseignant de l'école secondaire de Kiwanja en territoire de Rutshuru lors du focus group.

« *Quelle justice militaire qui existe dans notre pays ? Aucune enquête sérieuse et crédible sur des millions de morts, de déplacés et de réfugiés, des violations massives des droits de l'homme et du droit international humanitaire, des viols à grande échelle. Avec ces problèmes qui n'ont pas eu de solutions, voulez-vous que nous puissions avoir confiance en la justice ? C'est de l'argent qui compte dans toutes les justices Congolaises. D'ailleurs celle-ci est pire que la justice civile car elle conduit à la mort des témoins et victimes après procès. Il suffit qu'un coupable soit libéré de la prison et il utilise son arme pour chasser la personne qui l'a dénoncé et quand tu te sens insécurisé tu es obligé de changer de milieu d'habitation. Pendant ces deux dernières années, le dégoût de la population envers cette justice ne fait que s'accroître et la situation va de mal en pire.* », Déclaration d'un motard participant au focus organisé dans la ville de Goma.

« *La population a une confiance relative envers la justice militaire car les audiences foraines organisées par cette dernière redonnent une portion de confiance à la population car les condamnations sont faites sur les lieux des crimes où les différentes familles des victimes assistent aux procès. Cependant le travail reste énorme par rapport aux atrocités commises par les rebelles et certains hommes de l'armée loyaliste.* » Affirmation d'un greffier du tribunal de paix antenne de Masisi dans une interview lui accordée à Kitshanga.

### 2.3.2. Facteurs expliquant la tendance de confiance de la population envers la justice militaire

La République Démocratique du Congo est un cas particulièrement intéressant pour traiter de la question du développement de la justice pénale et de ses alternatives suite aux différents conflits armés presque quotidiens dans certains coins du pays et en particulier au Nord-Kivu. Très curieux des propos avancés par les personnes rencontrées sur le sentiment de confiance de la population envers le système de justice militaire. Nous avons voulu savoir les faits qui expliquent cette tendance de la détérioration et les idées de la population étaient en réalité partagées.

- S'agissant de la corruption, les enquêtés décrivent la justice militaire comme n'étant plus un mécanisme de rétablissement de l'ordre social mais au contraire un mécanisme de rançonnement de la population, une affaire qui permet aux différents responsables de la justice à tous les niveaux de gagner leur vie non pas au moyen du salaire qu'ils perçoivent, mais de l'argent qu'ils soutirent aux plaignants et aux accusés.
- De plus, au moyen de la corruption, les puissants ou les hauts gradés de l'armée instrumentalisent la justice à leur avantage. Cela signifie donc que la justice militaire est utilisée pour faire avancer des dossiers économiques louches, pour se protéger des conséquences d'infractions commises ou encore pour gérer les personnes gênantes. Pour ces raisons évoquées ci-haut, l'impunité ne fait que prendre l'allure ascendante et la confiance envers cette institution se dégrade au quotidien.

Dans l'encadré suivant, les expressions originales des personnes rencontrées en focus groups ou en interview pendant l'étude :

*« La justice militaire est caractérisée par la corruption. Cette justice militaire est considérée de notre part comme n'étant plus un mécanisme de rétablissement de l'ordre social mais au contraire un mécanisme de rançonnement de la population. Pour les auxiliaires de cette justice militaire par exemple, la justice est devenue une affaire qui leur permet de gagner leur vie non pas au moyen du salaire qu'ils perçoivent, mais de l'argent qu'ils soutirent aux plaignants et aux accusés. »*, Affirmation d'une femme professionnelle de sexe lors d'un focus group organisé à Goma.

*« Par le moyen de la corruption, les puissants ou les hauts gradés de l'armée instrumentalisent la justice à leur avantage : Ils ont fait de la justice militaire un instrument de détournement ou un instrument de terreur de la population. Cela signifie donc que la justice militaire est utilisée pour faire avancer des dossiers économiques non transparents (se voir attribuer des concessions, obtenir l'éviction d'habitants), pour se protéger des conséquences d'infractions commises, ou encore pour gérer les personnes gênantes. La confiance n'est pas à confier à une telle institution. »* Déclaration d'un membre de la société civile de Butembo, lors d'une interview lui accordée pendant l'étude.

*« La corruption et l'impunité sont décrites par population du Nord-Kivu, comme étant des problèmes interdépendants, l'un favorisant l'existence de l'autre, et les deux diminuant la valeur des institutions de la justice militaire aux yeux de la population. La justice est ainsi perçue comme un luxe coûteux, comme une institution où l'argent prime et où la question de raison ou tort perd complètement sa signification. Le peuple n'a pas où amener ses problème en cas des crimes ou en cas de problème avec un homme en uniforme. »* Affirmation d'un homme leader, lors d'un focus group organisé à Rutshuru.

« Nous avons une vision très négative de la justice militaire : Quand on parle de l'auditorat de la justice militaire dans la cité, la population appelle ça Auditorat de l'injustice militaire. Il n'existe plus de confiance dans la justice et il y a également une rupture de confiance avec le Gouvernement puisque l'administration en général n'est plus perçue comme étant au service de la population. Aller en justice ne garantit pas d'être protégé mais au contraire, ça engendre des problèmes. La justice peut devenir un lieu effrayant où la population est victime. Pour ces raisons, la population ne fait appel à la justice qu'en dernier recours et préfère recourir à des règlements extra-étatiques, extrajudiciaires. Plusieurs alternatives sont alors développées ». Déclaration du Révérend pasteur d'une Eglise Protestante de Kitshanga, lors de l'interview nous accordée.

A l'issue des informations recueillies auprès des différentes couches de la population du Nord-Kivu sur le manque de confiance envers la justice militaire, les différentes déclarations ont bien prouvé les facteurs ci-dessous comme expliquant la tendance à la baisse de la confiance de la population envers la justice militaire. La plupart de la population critique sans réserve, la façon de travailler de la justice militaire dont ses décisions sont caractérisées par la corruption, le trafic d'influence, les jugements subjectifs basés sur la puissance économique ou le grade militaire et j'en passe. Bref, la justice est devenue une affaire qui leur permet de gagner en soutirant de l'argent aux plaignants et aux accusés.

Tableau 4 : Différentes opinions qui expliquent la confiance ou non de la population envers la justice Militaire au Nord-Kivu.

Facteurs diminuant la confiance	Facteurs augmentant la confiance
<ul style="list-style-type: none"> <li>- La corruption, le trafic d'influence, l'instrumentalisation de la justice à l'avantage des hauts gradés ou ceux qui sont économiquement forts</li> <li>- Ils ont fait de la justice militaire un instrument de détournement, de terreur de la population</li> <li>- Les jugements sont très mal rendus ;</li> <li>- Il y a une lenteur dans les traitements des dossiers ;</li> <li>- Cette justice militaire relâche vite les militaires ayant commis des crimes et d'autres bandits armés ;</li> <li>- Certains éléments de l'unité du T2 jugent mêmes les affaires civiles ;</li> <li>- Il y a détournement des deniers publics réservés à la réforme de la justice par cupidité ;</li> <li>- Non organisation des audiences publiques en cas des fautes graves commises par des bandits ;</li> <li>- L'impunité pour des personnes influentes ou protégées ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les audiences foraines organisées par la justice militaire redonnent la confiance à la population car les condamnations sont faites sur les lieux des crimes où les différentes familles des victimes assistent aux procès</li> <li>- La population continue à se référer à la justice militaire en cas des crimes ou des conflits civilo-militaires et cela prouve qu'elle a confiance en la justice ;</li> <li>- Certains acteurs de la justice militaire sont sérieux et tranchent les dossiers objectivement. Cependant, ce nombre d'acteurs de ces qualités est insuffisant ;</li> <li>- Certains bandits à mains armées et malfaiteurs sont arrêtés dans</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les amendes de la justice militaires sont très exorbitantes ;</li> <li>- Les détenus civils aux cachots militaires sont torturés et certains y succombent même ;</li> <li>- La capacité d'accueil très limitée des maisons pénitentiaires ;</li> <li>- Tribunaux militaires de Garnison ne sont pas partout dans les grandes cités de la province du Nord-Kivu</li> <li>- La justice militaire ne parvient pas à arrêter les éléments des groupes armés qui sèment la désolation aux paisibles citoyens ;</li> <li>- Les bureaux de la justice militaire ne sont pas bien construits et les cellules des criminels de grande renommée ne sont pas sécurisées et leur capacité est insuffisante.</li> </ul>	<p>différents quartiers et villages aux yeux de la population ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les jugements de certains chefs rebelles, des certains officiers des FARDC responsables des crimes et kidnappeurs sont rendus en faveurs de la population victime.</li> </ul>
---	--

### 2.3.3. Suggestions de la population pour améliorer la justice militaire.

Face à tous les maux et obstacles qui bloquent le système de la justice militaire et qui diminuent la confiance de la population envers la justice militaire du jour en jour, quelques suggestions ont été proposées par la population rencontrée et dont les principales se résument :

- *Que l'on sanctionne de manière exemplaire les acteurs de la justice militaire qui se livrent à la corruption et au relâchement des bandits ;*
- *Que les auditorats de garnison militaire soient construits dans toutes les cités de la province pour permettre à la population vulnérable d'avoir aussi accès à la justice militaire sans faire beaucoup de distance à pieds ;*
- *Que l'Etat dote à l'organe judiciaire militaire des moyens matériels et financiers suffisants afin que ces derniers ne cèdent à la corruption ;*
- *Que l'Etat identifie tous les militaires et autres bandits criminels évadés des prisons sans purger les peines car ils font des représailles, d'agressions et des poursuites de tout genre envers les victimes et témoins.*
- *Que le gouvernement fournisse tous les efforts en sorte que lorsqu'une personne est condamnée, elle puisse purger toute sa peine ;*
- *Qu'il y ait renforcements de capacité et permutations des magistrats dans des auditorats militaires,*
- *Qu'on sensibilise la population pour qu'elle soit éveillée et informée sur ses droits et devoirs enfin qu'elle soit en mesure de s'opposer aux antivaleurs.*
- *Que les frais, les procédures d'arrestation et des plaintes soient mises à la disposition de toute la population car le coût de cette justice est très élevé et dépasse la capacité de nos populations appauvries par les guerres ;*
- *Que le traitement des dossiers ne soit plus lent pour éviter les suspicions ;*



- *Que les détenus civils gardés aux cachots militaires ne soient pas torturés car certains y succombent ;*
- *Que la justice militaire arrête de s'impliquer dans les affaires civiles qui n'ont rien à faire avec l'armée ;*
- *Que les cupides et les détournes des deniers publics réservés à la réforme de la justice militaire soient poursuivis ;*
- *Que des personnes compétentes soient placées à la tête de cette justice et que la neutralité et la méritocratie soit respectées dans la justice ;*

#### **2.3.4. Propos des autorités rencontrées.**

**Questions :** *Que dites-vous des justices civiles et militaires qui sont reprochées des valeurs négatives comme la corruption, le relâchement des bandits quelques jours après leur arrestation, le trafic d'influence et ils deviennent plus dangereux pour la sécurité de ceux qui dénoncent en justice et un instrument de terreur à la population ?*

Les idées des autorités rencontrées divergent généralement de celles de la population. Elles ne sont pas d'accords que la population n'a pas confiance en la justice, plus tôt elles disent que les justices civile et militaire éprouvent des difficultés mais qui ne peuvent pas mettre en cause la confiance d'une grande institution comme celle de la justice. Ces mêmes autorités affirment que compte tenu des certains programmes de réforme de la justice initié par le Gouvernement Congolais, des appuis multiformes des différents partenaires du Gouvernement et vu que la population continue à se référer en la justice en cas de conflits ou de problèmes, nous réaffirmons que la justice fait son travail comme il se doit et que le manque de confiance se localise dans un groupe des personnes qui ne sont pas satisfaites de comment les jugements sont rendus.

Un greffier du tribunal de paix antenne de Masisi dans une interview nous accordée à Kitshanga a dit : *« La population a une confiance relative envers la justice militaire car les audiences foraines organisées par cette dernière redonnent une portion de confiance à la population car les condamnations sont faites sur les lieux des crimes où les différentes familles des victimes assistent aux procès. Cependant le travail reste énorme par rapport aux atrocités commises par les rebelles et certains hommes de l'armée loyaliste. »*

Le Commandant ville de Goma de la Police Nationale Congolaise pendant l'interview déclare : *« La justice fait son travail comme il se doit. Il y a seulement un problème de communication aux paisibles citoyens qui, peut-être ne savent pas qui fait quoi et comment ça se fait. Je dirai à mon avis que le manque de confiance se localise à un groupe des personnes qui ne sont pas satisfaites de comment les jugements sont rendus et tous ne peuvent jamais gagner le procès. Il y a toujours un gagnant et un perdant »*

Le Secrétaire de la chefferie de Bashali dans l'interview qu'il nous a accordé affirme : *« C'est difficile de s'auto-évaluer ou d'évaluer la justice de toute la Province sans faire une étude au préalable. Mais à ma connaissance, la justice est globalement bonne et*



*appréciée. Par exemple, vous êtes avec nous dans ce bureau et vous voyez comment chaque dossier est traité comme en famille, ici nous réconcilions les gens et nous n'avons pas des parties pris. Toutes les personnes, toutes les ethnies sont représentées et jugées équitablement. Le Mwami n'est pas pour une communauté quelconque. Il est le père de tous sans discrimination. Nous estimons que la justice travaille mieux ici, car l'expérience du passé dans ce territoire de Masisi nous a servi de leçon »*

Madame la Bourgmestre de la commune de Karisimbi en ville de Goma, lors d'une interview nous accordée dit : *« Nous n'avons pas le droit de critiquer ce que la justice fait comme travail mais reconnaissons que l'œuvre humaine ne manque jamais des failles. La population continue à amener les dossiers à des instances compétentes et cela nous prouve qu'elle a confiance en la justice, Certains juges et magistrats sont sérieux et tranchent les dossiers objectivement. Cependant, ce nombre d'acteurs de ces qualités est insuffisant. Telles sont des preuves qui montrent que la justice mérite une confiance de la part de la population. »*

Monsieur le Bourgmestre de la commune de Vulamba en ville de Butembo, lors d'une interview nous accordée dit : *« Nous n'avons pas confiance en la justice. Si tu n'es pas connu, tu n'as pas d'argents, tu ne peux pas gagner le procès. Certains avocats qui se font défenseurs des droits humains, sont les premiers à négocier le prix à donner aux acteurs de la justice par leurs clients en vue de gagner le procès. Cette institution est trop trop corrompue. Nous n'avons pas droit de dire le mensonge même si nous autorités car nous recevons de la part de la population les plaintes de mécontentement chaque jour. »*

## **2.4 Opinion sur le système judiciaire de lutte contre les violences sexuelles à Butembo**

### **2.4.1 Avis de la population de Butembo sur le système judiciaire de lutte contre les violences sexuelles.**

Face à la persistance des viols dans la partie Est de la RDC toujours à la merci de groupes rebelles sans foi ni loi, les associations locales de défense des droits de l'homme refusent de baisser les bras. Un véritable combat herculéen dans un pays où le secteur judiciaire reste gangrené par la corruption et où, les crimes de viols sont rarement dénoncés, lorsqu'ils ne sont pas purement et simplement banalisés.

Comme on peut l'imaginer, *la violence à caractère sexuel* s'entend sur tout acte sexuel ou mettant en cause la sexualité, l'identité sexuelle ou l'expression de l'identité sexuelle d'une personne, qu'il soit de nature physique ou psychologique, qui est commis, qu'on menace de commettre ou qui est tenté contre une personne sans son consentement, y compris l'agression sexuelle, le harcèlement sexuel, le harcèlement criminel, l'attentat à la pudeur, le voyeurisme et l'exploitation sexuelle. À des fins de précision, mentionnons que l'agression sexuelle englobe le viol.

Cette question de l'opinion de la population sur la justice de lutte contre les violences sexuelles nous a fortement intéressé à Butembo seulement car dans les autres sites d'enquête, elle avait déjà fait l'objet d'étude dans nos éditions antérieures. Beaucoup de personnes interrogées nous ont confirmé que cette branche de la justice n'a pas une cotation spéciale par rapport aux justices abordées ci-haut. Elle est aussi caractérisée par la corruption, le trafic d'influence, les insatisfactions liées au système de réparation en faveur des victimes prévue par le budget de l'Etat congolais qui ne permettent pas aux victimes de s'intégrer dans la communauté sans assez de difficulté.

Toujours comme témoigné dans notre édition d'octobre 2018, l'application de la loi sur les violences sexuelles rencontre beaucoup d'embûches liées aux mœurs, coutumes, situation économique qui se dégrade au quotidien se résumant en deux grands défis, il s'agit :

- **Le défi d'ordre culturel et coutumier et**
- **Le défi d'ordre économique.**

La plupart des participants à différents focus group nous ont affirmé que culturellement à Butembo les filles se marient sans tabou avant 18 ans et cela dépend des relations qu'elles jouissent avec leurs fiancés, amis ou amants. Les parents de deux cotés viennent en aide chaque fois aux jeunes époux en les traitants comme des enfants vivants encore sous le toit paternel dans le cas de mariage précoce. Dans tous les cas, ils n'en font pas un problème. Selon les connaissances de la communauté, les violences sexuelles se font dans les zones contrôlées par les groupes armés mais dans la ville de Butembo, les jeunes filles qui tombent enceinte avant 18 ans, c'est un problème d'éducation, de comportement et des mœurs. Cela se règle par l'arrangement à l'amiable entre la famille du garçon et celle de la fille.

Pour le défi d'ordre économique, lorsqu'un parent n'est plus à mesure de subvenir aux besoins primaires de ses enfants surtout ceux du sexe féminin, ces derniers ne trouvent plus d'intérêt à rester sous le toit paternel, et pensent directement à développer une stratégie de survie en devenant des professionnelles de sexe ou en formant leurs foyers même avant 18 ans.

Voici une illustration des déclarations des habitants rencontrés à ce sujet :

*«... En matière de lutte contre les violences sexuelles, le Congo tient de bons discours, et des bonnes lois, c'est un Etat qui a de bons programme. Il y a d'ailleurs tout un bureau attaché à la Présidence pour lutter contre les violences sexuelles. Malheureusement, les réponses ou résultats sont très loin de nos attentes. Il y a eu dans le passé le programme "Tolérance zéro" qui voulait que les auteurs soient poursuivis partout, mais cela n'a pas été fait. Il y a une loi (celle de 2006) qui stipule que pour les infractions relatives aux violences sexuelles, la peine ne doit pas être inférieure à cinq ans de servitude pénale. Mais, nous avons des jugements rendus en faveur des victimes de violences sexuelles pour lesquels le juge prononce une peine en dessous de celle prévue par la loi. Un auteur commet l'acte de viol, il passe aux aveux devant le tribunal et le juge le condamne à une année avec sursis ! C'est une bonne manière de se moquer des programmes et discours que nos dirigeants tiennent. C'est se moquer de la loi, de la justice, de la victime, voire de la personne humaine », Affirmation du Chef de quartier Matembe de la ville de Butembo lors de l'interview nous accordée.*

*« Il y a d'abord la persistance des groupes armés dans de nombreuses régions, et dont des éléments se rendent coupables de viols dans des entités sous leur contrôle. Il y a ensuite des raisons culturelles qui font que les auteurs des violences sexuelles ne sont pas dénoncés. L'on assiste plutôt à des arrangements à l'amiable entre le bourreau et la famille de la victime. Nos coutumes soutiennent qu'une femme qui traîne un homme, même violeur, devant les instances judiciaires, jette de la honte sur sa famille, sa belle-famille, toute la communauté, s'expose au mépris et risque l'exclusion. Cela ne permet pas à la femme de revendiquer son droit et d'avoir accès à la justice. Par ailleurs, lorsque des cas sont portés devant les instances judiciaires, la suite n'est pas toujours favorable : soit les bourreaux sont relâchés, soit encore les jugements rendus ne sont pas satisfaisants. Ce qui décourage aussi les victimes. »* Déclaration de l'étudiant de l'Université Officielle de Ruenzori (UOR en sigle) lors du focus group.

*« Le système de lutte contre les violences sexuelles est bon. Nous souhaitons qu'elle juge les éléments des groupes rebelles car ces sont les hommes en armes et de fois les militaires qui violent. Cette loi doit être respectée et ne doit pas subir de modification. La population doit se conformer à cette loi car elle détermine l'âge exact et légal pour faire l'acte sexuel. Mais ici chez nous, nous n'avons pas de choix car certaines d'entre nous ont fui leurs villages et d'autres vivent sans parents pour garantir leur survie et finalement pour ne pas mourir de faim. Elles se retrouvent dans des bars pour chercher les hommes même avant 18 ans »* Déclaration d'un jeune membre du mouvement citoyen Filimbi, participant au focus organisé à Butembo.

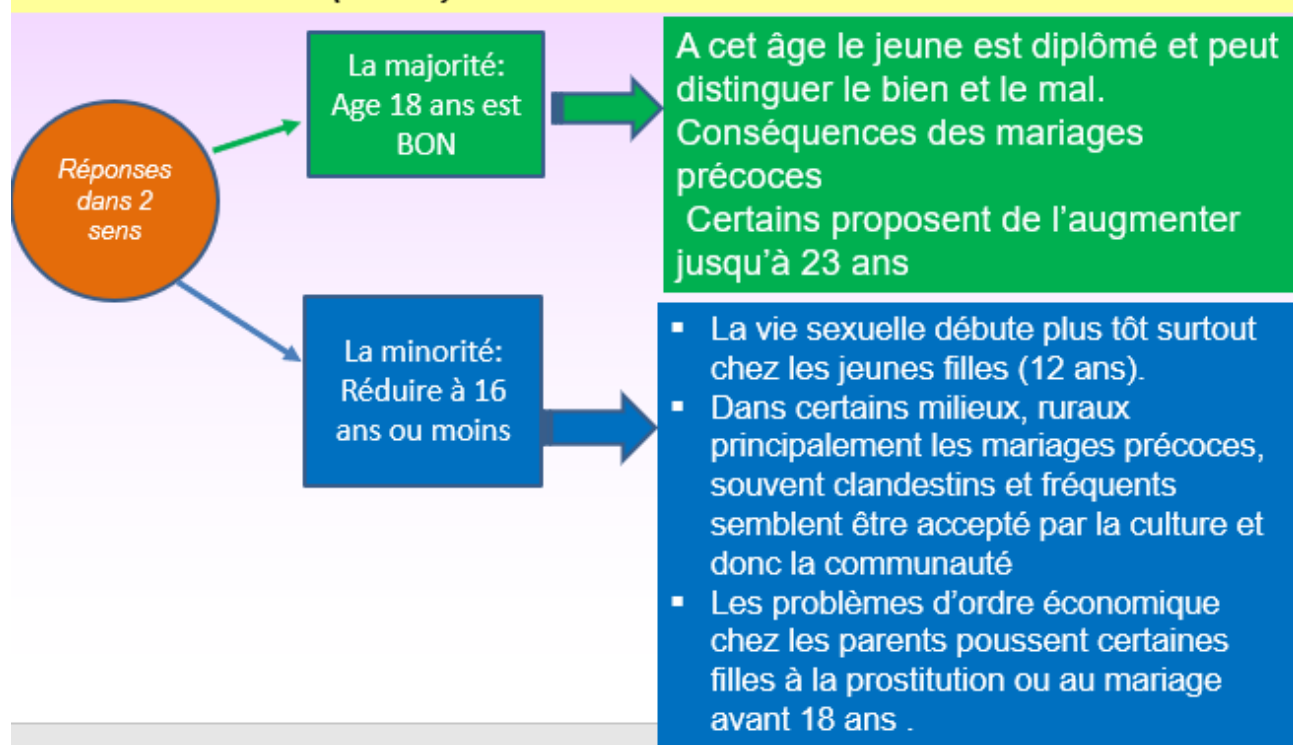
#### **2.4.2 Jugement de la population de Butembo sur la loi qui considère l'âge sexuel égal à l'âge de maturité (18 ans)**

La constitution de la République Démocratique du Congo à son article 41, définit que l'enfant mineur est toute personne, sans distinction de sexe, qui n'a pas encore atteint 18 ans révolus. Et son code de la famille à son article 357 renchérit que l'enfant même émancipé, ne peut contracter le mariage. Mais depuis un certain temps, une certaine opinion circule et souligne que si l'on arrive à réduire l'âge de maturité, on pourrait réduire les cas de violence sexuelle déclarés dans la communauté. C'est pourquoi nous avons posé une question à nos enquêtés de Butembo lors des focus groups et interviews ciblées de savoir :

*« Comment la population juge-t-elle la loi qui considère l'âge sexuel égal à l'âge de maturité (18 ans) ? »*

A cette interrogation, les réponses des enquêtés vont dans différents sens, de façons que nous les avons groupés en deux principales catégories :

**« Comment la population juge-t-elle la loi qui considère l'âge sexuel égal à l'âge de maturité (18 ans) ? »**



Le tableau suivant présente les détails des arguments des uns et des autres.

Tableau 5 Principales raisons en faveur ou non à la loi qui considère l'âge sexuel égal à l'âge de maturité (18 ans)

Raisons de la réduction de l'âge de la maturité ou sexuel à moins de 18 ans	Raisons du maintien de l'âge de la maturité ou sexuel à 18 ans ou plus
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire à un intervalle de 13 à 16 ans pour les filles seulement et pas pour les garçons, car à l'heure actuelle, dans la communauté, la vie sexuelle débute plus tôt surtout chez les jeunes filles,</li> <li>- Dans certains milieux, ruraux principalement les mariages précoces, souvent clandestins et fréquents semblent être acceptés par la culture et donc la communauté,</li> <li>- Le fait d'enrôler (pour les élections) les jeunes de moins de 18 ans, ils se considèrent matures et ont l'avantage de jouir le même statut que les majeurs,</li> <li>- <i>Le pesanteur d'ordre culturel et coutumier</i> : la culture et la coutume reconnaissent que lorsqu'une fille est capable de faire certains</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- A cet âge le jeune est diplômé des humanités et peut distinguer le bien et le mal mais aussi, il est informé sur les conséquences des mariages précoces,</li> <li>- Les relations sexuelles précoces font doubler les risques de certaines maladies comme le cancer du col de l'utérus et autres...</li> <li>- Une partie non négligeable des personnes rencontrées souhaitent voir l'augmentation de cet âge de maturité sexuelle à un âge consensuel se trouvant dans un intervalle de 19 à 23 ans. Ils jugent qu'à cet âge, quelqu'un qui a étudié sans échouer a déjà un diplôme universitaire. D'autres disent que dans le monde actuel, la vie n'est pas facile. C'est pourquoi il ne faut pas favoriser</li> </ul>

Raisons de la réduction de l'âge de la maturité ou sexuel à moins de 18 ans	Raisons du maintien de l'âge de la maturité ou sexuel à 18 ans ou plus
<p>travaux ménagers et qu'elle présente une taille remarquable, même avant 18 ans elle peut contracter le mariage,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Le pesantier d'ordre économique</i> : Quand un parent ne sait plus subvenir aux besoins primaires de ses enfants surtout du sexe féminin, ces dernières ne trouvent plus d'intérêt à rester sous le toit paternel, et pensent directement à développer une stratégie de survie en devenant des professionnelles de sexe ou en formant leurs foyers même avant 18 ans,</li> <li>- De toutes les façons, cet âge de maturité c'est l'Etat congolais qui l'a fixé. Nos parents nous racontent qu'auparavant, il n'y avait pas d'âge de mariage. Le mariage dépendait du consensus des parents ou des futurs époux et il n'y avait pas de divorces comme aujourd'hui. La société vivait en paix. Alors qu'aujourd'hui, quand nos filles veulent se marier pour le moment, on les interdit en avançant la raison d'âge et elles deviennent des prostituées. Si on peut réduire l'âge sexuel à 16 ans ça sera mieux pour toute la population,</li> <li>- En vérité Cet âge ne tient pas compte des réalités actuelles. Le monde évolue et la technologie qui prend son ascenseur renseigne beaucoup sur le sexe aux petits enfants et aux bas âges, ils savent beaucoup de choses plus que les adultes. Il faut le rabaisser cet âge de 18 ans à 13 ou 15 ans</li> </ul>	<p>les gens à faire beaucoup d'enfants dont on ne saura pas supporter et qui deviendront une charge chez à l'état ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Diminuer l'âge de maturité égale à l'âge sexuel de 18 ans, c'est un problème sérieux car ça déstabilise la femme et ça freine son développement psychologique et d'ailleurs c'est impossible. Sur le plan social, les belles mères sont souvent difficiles à gérer, si la fille est trop jeune, elle ne saura pas entretenir des bonnes relations avec sa belle-mère. En plus cette pratique de diminution sur l'âge sexuelle occasionne le mariage précoce.</li> <li>- L'âge de moins de 18 ans expose les jeunes femmes au décès lors d'une grossesse non désirée dans les pays comme le nôtre ;</li> <li>- La constitution de la République Démocratique du Congo à son article 41, définit que l'enfant mineur est toute personne, sans distinction de sexe, qui n'a pas encore atteint 18 ans révolus. Et son code de la famille à son article 357 renchérit que l'enfant même émancipé, ne peut contracter le mariage. C'est donc une obligation de maintenir cet âge jusqu'à la révision de ces deux documents.</li> </ul>

#### 2.4.3 Appréciation des solutions offertes par le système judiciaire de lutte contre les violences sexuelles par la population.

Certaines femmes subissent d'une façon quotidienne des crimes à caractère sexuel et/ou reproductif, qui se manifestent sous diverses formes, notamment sous forme de viol, d'esclavage sexuel, de mariage forcé ou de grossesse forcée. Plusieurs survivantes de ces crimes se retrouvent devant le défi majeur d'obtenir un accès réel à des mécanismes de réparations pour les préjudices subis, dans un système judiciaire qui prévoit l'imposition de frais de justice pour enclencher la procédure d'exécution des jugements, ce qui



constitue un obstacle de taille pour les survivantes qui cherchent à obtenir justice et réparation.

La population rencontrée lors de cette étude, nous a témoigné que les solutions offertes par le système judiciaire de lutte contre les violences sexuelles ne sont pas satisfaisantes. C'est une grande difficulté de les retrouver pour qu'ils réparent les préjudices causés. Les réparations prévues par le budget de l'Etat congolais ne permettent pas la satisfaction des victimes, et quand la population voit que ni la victime ni sa famille n'ont rien reçu ; pour les prochains cas de violences sexuelles, ils feront recours à l'arrangement à l'amiable pour bénéficier des réparations équilibrées rapides et décidées conjointement par les deux parties (familles). Bref, selon les déclarations des enquêtés de Butembo : Les victimes des crimes sexuels obtiennent rarement justice et jamais une réparation digne.

En leurs termes propres, nous résumons leurs façons d'apprécier les solutions offertes par le système judiciaire de lutte contre les violences sexuelles dans l'encadré suivant :

*« Ces dernières années dans la région de Beni-Lubero, il y a l'ampleur sans précédent des cas de viol, commis sur les civils, et cela est une conséquence de la guerre à répétition. Le viol continue à être utilisé comme une arme de guerre dans l'est du pays pour intimider les communautés locales et punir les civils pour leur collaboration réelle ou supposée avec des groupes armés ou l'armée nationale congolaise. Les femmes subissent d'une façon quotidienne des crimes à caractère sexuel et/ou reproductif, qui se manifestent sous diverses formes, notamment sous forme de viol, d'esclavage sexuel, de mariage forcé ou de grossesse forcée. Notre justice qui présente beaucoup de failles n'arrive pas à donner des réparations qui honorent et consolent les victimes. »* Affirmation d'une femme membre de l'association féminine dénommée : Solidarité des Associations Féminines pour les Droits de la Femme et de l'Enfant , "SAFDPE" en sigle lors d'un focus group organisé à Butembo.

*« C'est une grande difficulté de retrouver les bourreaux des crimes pour qu'ils réparent les préjudices causés. Les réparations prévues par le budget de l'Etat congolais ne permettent pas la satisfaction des victimes, et quand la population voit que ni la victime ni sa famille n'ont rien reçu ; pour les prochains cas de violences sexuelles, ils font recours à l'arrangement à l'amiable pour bénéficier des réparations équilibrées rapides et décidées conjointement. Bref, les victimes des crimes sexuels obtiennent rarement justice et jamais réparation digne. Cette justice cherche de l'argent pour enrichir les juges et magistrats et pas pour remettre les victimes dans leurs droits et dignité. »* Déclaration d'un étudiant de l'Université Catholique de Graben-UCG dans un focus group organisé à Butembo.

*« Beaucoup de femmes et de filles qui ont été violées souffrent des complications médicales et de traumatismes mentaux graves, mais n'ont toujours pas accès à une assistance médicale et psychosociale. En outre, comme notre pays ne dispose notamment pas d'un fonds de réparation, les victimes, à qui des dommages et intérêts ont été octroyés ou promis, n'ont rarement, voire jamais, reçu de tels paiements de leurs auteurs ou de l'État. En conséquence, les victimes sont peu motivées à poursuivre leurs cas devant les tribunaux compte tenu également des risques liés à leur comparution. Les victimes sont également régulièrement confrontées à la pression de leurs familles et des dirigeants de leurs communautés qui les poussent à procéder à un règlement à l'amiable avec les auteurs. Il n'y a pas de solutions offertes par le système judiciaire de lutte contre les violences*



*sexuelles qui rencontrent le besoin réel ces dernières. »* Déclaration d'un membre de la société civile dans une interview qu'il nous a accordé à Butembo.

*« Le nombre de viols et d'autres crimes de violence sexuelle demeure élevé ici chez nous surtout dans des villages occupés par les rebelles, ils se marient avec chaque femme ou fille de leur choix sans consentement. Voulez-vous que nous soyons satisfait des solutions offertes par la justice alors qu'elle est incapable de juger ces miliciens et quand on dénonce on est poursuivi ? Notre pays est sans justice surtout en matière des droits de la femme. »* Affirmation d'une femme membre de l'association féminine dénommée : Union des femmes pour la Promotion de l'Agriculture UFPA en sigle lors d'un focus group organisé à Butembo.

#### **2.4.4 Suggestions de la population pour améliorer le système judiciaire de lutte contre les violences sexuelles**

Selon les différentes couches de la population rencontrées lors de notre étude à Butembo, l'accès à la Justice est très difficile. Elles affirment que la grande question des entraves est le coût élevé que les populations pauvres et vulnérables ne peuvent pas assumer. Spécifiquement pour le système de lutte contre les violences sexuelles, l'insécurité occupe la première place car les chefs rebelles auteurs de beaucoup de crimes sexuels restent impunis et continuent à faire la loi et alourdir leurs forfaits en violant d'autres femmes. Pour pouvoir améliorer la confiance de la population envers le système judiciaire de lutte contre les violences sexuelles, quelques suggestions ont été proposées par la population que nous résumons dans l'encadré ci-dessous :

- *Que les décisions de qualité soient rendues dans des délais raisonnables en matière de violence sexuelle ;*
- *Que le gouvernement majore le salaire de ces juges afin qu'ils fassent mieux leur travail sans corruption.*
- *Que l'Etat prenne en charge l'organe judiciaire de lutte contre les violences sexuelles en mettant à sa disposition des moyens matériels et financiers suffisants afin que ce dernier ne cède à la corruption et intervienne efficacement à temps opportun.*
- *Que le Gouvernement Congolais sécurise tous les villages et traque tous les rebelles responsables des crimes sexuels en fin qu'ils répondent à leurs actes ;*
- *Qu'il y ait la sensibilisation de la population pour qu'elle soit éveillée et informée sur ses droits et devoirs afin qu'elle soit en mesure de s'opposer aux auteurs en matière de viols ;*
- *Qu'il y ait des renforcements des capacités et formation des leaders communautaires en matière de lutte contre les violences sexuelles ;*
- *Qu'on accroisse le nombre des magistrats dans des institutions judiciaires ;*
- *Qu'on respecte le délai d'instruction des dossiers ;*
- *Que l'Etat revoie la loi sur l'âge sexuel analyse le pour et le contre de sa réduction car certaines personnes rencontrées affirment que cet âge se heurte à un problème d'ordre culturel et/ou coutumier ;*
- *Qu'on sanctionne de manière exemplaire les acteurs de la justice qui se livrent à la corruption dans les affaires des violences sexuelles ;*
- *Que l'Etat fasse des enquêtes sérieuses pour dénicher les acteurs des arrangements à l'amiable car ils sont aussi impliqués d'une façon ou d'une autre au viol ;*
- *Que la capacité d'accueil des maisons pénitentiaires soit agrandie ;*

- *Que le Gouvernement fasse le suivi des condamnés pour dénicher celui qui libère les condamnés/bureaux des violences sexuelles avant qu'ils ne purgent leur peine ;*
- *Que l'Etat congolais mette les parents dans des bonnes conditions de vie qui les poussent d'amener les enfants à un certain niveau scolaire sans difficultés.*
- *Que le paiement des dommages et intérêts plaçant la victime de violence sexuelle dans la dignité, soit fixé par l'état congolais ;*
- *Qu'il y ait collaboration entre les ONGs et l'état pour déterminer la manière la plus efficace et efficiente de la prise en charge des victimes des violences sexuelles qui se limite souvent sur l'accompagnement psycho-social.*

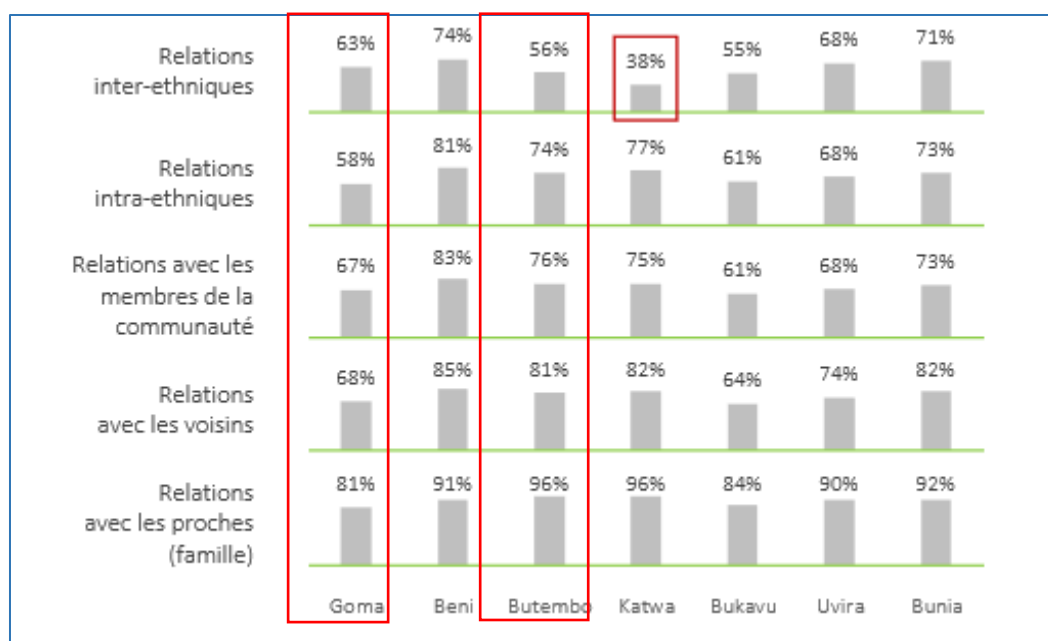
L'ensemble de personnes rencontrées souhaite voir la mise en application des toutes ces suggestions pour que la confiance renaisse dans les cœurs de la population. Etant donné que la redevabilité sociale et le contrôle citoyen constituent un rouage démocratique qui permet de rapprocher de façon collaborative les citoyens et leur gouvernement. Outre la volonté réciproque, particulièrement manifeste après les élections en République Démocratique du Congo, de voir cette relation de redevabilité et de contrôle renforcée pour qu'elle impulse le développement de tous les secteurs de la société, en particulier celui de la lutte contre les violences sexuelles, une bonne compréhension de la dynamique contextuelle de sa mise en œuvre est une condition nécessaire et fondamentale pour son avancement. C'est pourquoi, une population qui semble fatiguée des recommandations sans leur mise en œuvre ni suivi émette les vœux de voir les autorités se soucier de ce rapport, pour que les difficultés traversées dans ce domaine soient allégées.

## THEME 3 : COHESION SOCIALE

**L**a présente étude s'intéresse aux relations entre les membres du même quartier ou village, au sein de la même communauté ethnique et entre les communautés ethniques différentes. Les données qualitatives expliquent les résultats obtenus des données quantitatives des sondages 17 et 18. La relation de bon voisinage en province du Nord Kivu reste globalement bonne. Cela est dû au principe de chacun pour soi surtout en milieux urbains. Cependant, il faut dire que l'on observe plusieurs facteurs qui défavorisent la cohésion sociale dans l'ensemble des territoires et villes visités entre autre : Le manque de confiance, les conflits fonciers, la pauvreté, le tribalisme, l'ingérence dans les affaires privées, le chômage des jeunes, la présence des groupes armés, la peur d'être enlevé, kidnappé ou tué, le mensonge, l'hypocrisie, la jalousie, la haine, les mauvaises mentalités, la multiplicité des partis politiques et la forte méfiance entre les voisins.

### 3.1 Données quantitatives

La figure suivante présente la perception des relations exprimée en % *Bonne – Très bonne*.



Source : Sondage 18 organisé en avril et mai 2019

### 3.2 Appréciation de la relation entre les voisins ou même entourage

Les personnalités rencontrées relèvent que les facteurs qui jouent un rôle important pour l'amélioration de la cohésion sociale entre les voisins et dans un même village ou quartier sont :

- Les secours et les assistances des voisins en cas de l'insécurité ou en cas de besoin suite à la pauvreté, en cas d'incendies des maisons, des naissances, de mariage et de deuil,
- Les pratiques des églises avec le système d'apostolat ;

- Les rencontres pendant les voyages, aux marchés, dans les écoles, lors des conférences, les business, les loisirs et les travaux communautaires qui sont des moments partagés avec intérêt par les habitants,
- Les sensibilisations et les plaidoyers qui ont été effectués et qui continuent d'être réalisés pour la cohabitation pacifique dans les divers milieux.

*« Nous les femmes de Masisi, précisément à Kitshanga, nous sommes ensemble à tout moment, lors des événements de naissance, mariage, on s'assiste mutuellement sans discrimination même ceux qui sont dans des besoins ; nous partageons les mêmes marchés et églises qui rassemblent tout le monde en y prêchant la charité. Les hommes se rencontrent autour d'un verre le soir s'ils en ont eu et ils se parlent sans problème »,* Une femme participant au focus group des femmes leaders de Kitshanga.

*« Les africains sont de nature, des frères. On ne peut pas vivre avec quelqu'un sans le saluer, sans lui parler, sans partager avec lui. Quand on est voisins, on doit collaborer et chacun a besoin de l'autre pour répondre à ses besoins quotidiens »* déclaration d'un conducteur de taxi moto participant au focus group de Kitshanga.

Une femme participant au focus group des femmes leaders de Kitshanga nous a dit : *« Tout dépend des relations entre voisins et l'environnement social que chacun veut se créer. Les gens croient que le problème réside seulement au niveau des autres communautés ; non, il y a quelqu'un de ta communauté qui peut rendre ta vie difficile et être sauvé par quelqu'un qui n'est pas de ta communauté ou ton voisin »*

*« Il y a des occasions dans lesquelles on a besoin de compatir et être soudé avec les voisins comme en cas de deuil, menace des bandits pendant la nuit, en cas d'incendie, de mariage, de naissance, de baptême etc. La communauté ou les voisins collaborent en créant un système appelé "silwamughuma " pour la contribution mutuelle car un adage dit " Jirani ni ndugu" qui veut dire " votre voisin est un frère" »* déclare un enseignant participant au focus group des enseignants de la ville de Butembo.

*« La collaboration est vécue même au service, nous partageons ensemble, en cas de deuil ; mariage. On laisse même nos enfants chez les voisins en cas d'empêchement. Nos enfants étudient et jouent ensemble »,* explication d'un Chef de Bureau de la jeunesse à la Mairie de Butembo lors de l'interview ciblée.

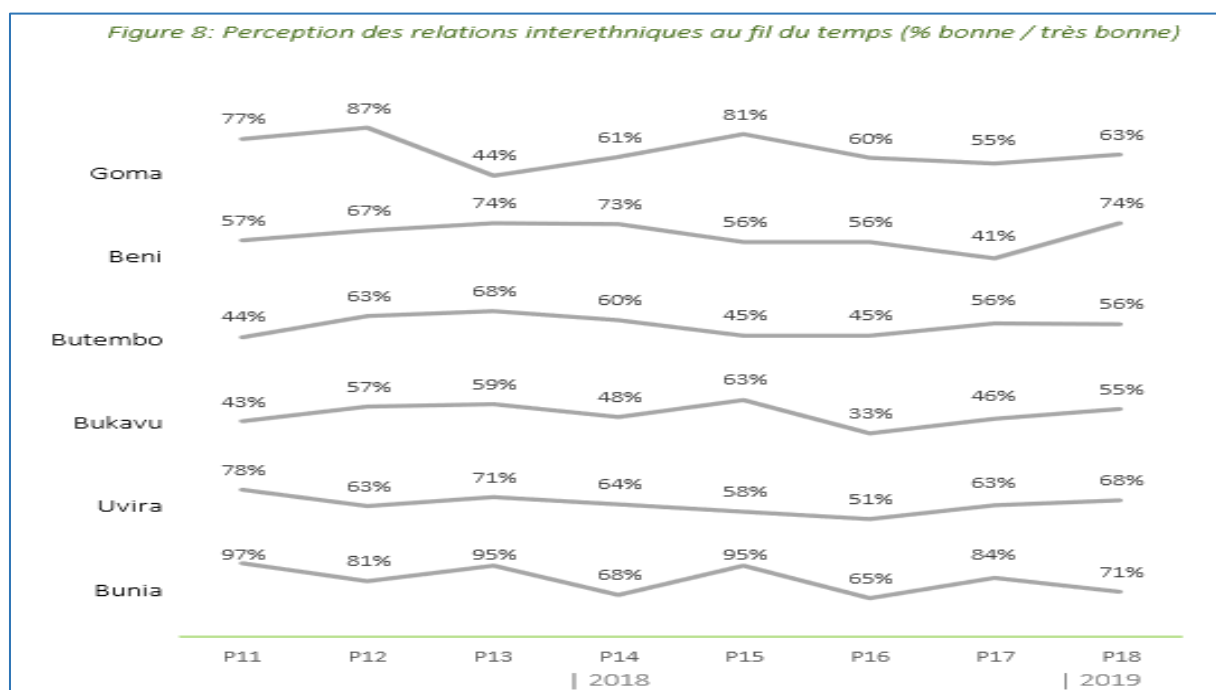
*« Malgré l'hypocrisie, en cas de mariage, de naissance, de deuil, de kidnapping ou d'incendies quelques voisins sont soudées et fond des contributions pour compatir avec la famille éprouvée ou de la victime »* déclaration d'un étudiant participant au focus group des étudiants de l'ISP Rutshuru.

*« Ce qui caractérise cette collaboration entre voisin, c'est la compréhension mutuelle, prendre l'autre avec ses qualités et ses faiblesses car nous vivons tous les mêmes circonstances malheureuses ou mêmes heureuses dans ce milieu »* explication du préfet d'un Institut à Kiwanja lors de l'interview nous accordée.

« Le fait que nous vivons plusieurs communautés ethniques ensemble ici dans la ville de Goma, cela nous permet de collaborer mutuellement une fois nous nous retrouvons dans le même parcelle, avenue, quartier, lieu de travail, église et autre comme voisin et nous devenons frère ou sœur », déclare un cambiste participant au focus group des cambistes de la ville de Goma.

### 3.3 Relations entre les membres des groupes ethniques différents

La figure suivante présente la perception des relations interethnique exprimée en % Bonne – Très bonne.



Source : Sondage 18 organisé en avril et mai 2019

En général, dans le milieu rural les relations entre les membres de différentes ethnies sont bonnes lorsqu'ils partagent des intérêts communs. Cependant, avec les guerres inter ethniques, massacres récurrents, les conflits fonciers, les conflits du pouvoir ou de successions et la coutume enregistrés dans les territoires de Masisi et de Rutshuru, c'est la méfiance, le tribalisme, l'hypocrisie, la peur et la haine qui caractérisent ces relations même en milieu urbain précisément dans les villes de Goma et de Butembo.

Les personnalités rencontrées affirment que personne n'a confiance à l'autre, les relations se nouent sur base des intérêts, sur base du rang social occupé. Ils révèlent aussi que les politiciens, les autorités tant administratives que coutumières ont un rôle important dans la montée des conflits ethniques. Principalement, ils créent des partis politiques, financent et influencent des jeunes, des groupes armés pour les inciter à des violences entre les communautés en vue de gagner la confiance au sein de leurs propres communautés.

On constate également que les groupes armés, pourtant formés des bandits, sont étiquetés et lié à tel ou tel autre communauté ethnique.

Les habitants dans les milieux ruraux commencent à faire des avancées significatives en ce qui concerne la cohésion sociale et comprennent que pour avoir la paix, il faut donner la paix à l'autre. Seulement quand il y a affrontement entre les rebelles, entre groupes armés, lorsqu'il y a un cas de kidnapping ou de massacre ça affecte les relations entre les communautés car, si tel groupe a fait du mal à un membre d'une autre communauté, les gens ont tendance à se venger ou à être hostile aux membres de la communauté d'appartenance du criminel. Et cela se vit plus visiblement entre les hutu et les Nande qui sont les deux tribus majoritaires en province du Nord-Kivu. Cette situation va au-delà jusqu'à toucher le mode de mariages et les aspects économiques. Un garçon Nande ne peut pas prendre en mariage une femme Hutu ou une femme Tutsie et vice versa. A cela il faut ajouter l'esprit de vengeance qui anime plusieurs personnes ayant connu des victimes des crimes en familles.

*« Les relations sont bonnes car les communautés de Kitshanga sont en train de se surpasser des événements du passé au profit de la cohabitation pacifique du fait que toutes les communautés ont été perdantes par rapport aux atrocités connues dans le milieu ; nous continuons à plaider pour que des sensibilisations et des plaidoyers continuent pour la consolidation et le maintien de la cohésion sociale »,* déclaration d'un Greffier du Tribunal de Paix à Kitshanga qui nous a accordé une Interview.

*« Normalement les relations entre les habitants ne peuvent manquer des points forts et des points faibles. En général, il y a des bonnes relations entre les ethnies, mais il suffit qu'il y ait un petit incident entre 2 personnes ou les affrontements entre deux groupes armés issues des communautés différentes et les gens commencent à dramatiser, généraliser, politiser, ... au lieu de chercher la vraie cause de l'incident »,* Un étudiant participant au focus group des étudiants de Kitshanga.

*« Ici en ville de Goma, la cohésion sociale reste paralysée. En effet, la question du tribalisme semble être un héritage que les vieux laissent aux plus jeunes. Ils disent « Ubaguzi ilikuwaka tangiya zamani » qui veut dire « le tribalisme existe depuis les époques ancestrales » et la jeunesse commencent à perpétrer cette culture. Ce phénomène est mauvais pour la bonne cohabitation et le développement du milieu. La méfiance augmente jour après jour, le récent événement à Katoyi dans la Ville de Goma ont accentué la situation où certains assimilent les Nandes aux ADF»,* nous a déclaré un étudiant de l'UNIGOM participant au focus group des étudiants de la ville de GOMA

Une étudiante participant au focus group des étudiants de Kitshanga a dit : *« Il y a des contacts avec les membres d'autres groupes ethniques. Nous vivons ensemble, nous avons les mêmes difficultés, nous partageons la même misère et nous ne voulons plus des conflits ethniques »*

*« Nous vivons dans une hypocrisie avec les voisins qu'il soit de votre communauté ou pas, car les bandits n'ont pas de communauté, ils visent de l'argent seulement »,* déclaration d'une femme participant au focus group des femmes leaders de Kitshanga.



Un motard participant au focus group des Motards de Kitshanga a expliqué : « *Actuellement qu'il y a un contact avec d'autres groupes ethniques. A un certain moment Kitshanga était divisé en 2 blocs, l'un pour ceux qui parlent Kinyarwanda : on l'appelait Gisenyi et l'autre bloc pour les Hunde était nommé Lukweti. A présent ces appellations n'ont plus de valeurs* ».

Un jeune leader participant au focus group des jeunes leaders de Kitshanga a déclaré : « *Actuellement, toutes les communautés vivent ensemble, il n'y a pas de problèmes. Et s'il y en a, les gens savent mettre de l'eau dans leur vin afin de ne pas agresser l'autre. Petit à petit les gens comprennent que nul ne saura chasser l'autre sur ce territoire. Nous devons vivre ensemble car on se retrouve ensemble dans diverse activités : commerce, travaux champêtres, transport, Ecole, Eglise, etc., même jusqu' à se marier* ».

Un étudiant participant au focus group organisé avec les étudiants de l'ISP Rutshuru a déclaré « *Socialement les membres des différents groupes ethniques se regroupent par hypocrisie. Notons cependant qu'ils se mettent actuellement ensemble en cas de kidnapping pour lutter contre ce phénomène. Malgré cela, le tribalisme dans l'interne continu à exister* ».

« *Nous vivons très bien avec d'autres groupes ethniques sauf que les problèmes ne manquent jamais, avec les accusations de tribut que les Nande sont considérés comme des Mai-mai et les Hutus comme des FDLR, c'est qui affecte les deux communautés à la haine et au tribalisme* », Une femme participant au focus group des femmes Agricultrices de Rutshuru.

« *Il y a des contacts réguliers malgré les cas isolés de conflits qui ne manquent pas. Nous sommes très bien et la situation s'améliore très rapidement. Moi personnellement, j'ai déjà assisté à des mariages des gens qui ne sont pas de la même communauté ethnique, mais c'est rare dans le milieu* » déclaration d'un cadre du CLPD de Rutshuru qui nous a accordé une Interview.

« *... Oui, il y a collaboration mais souvent par hypocrisie et méfiance. Cela se fait remarquer même au sein des militaires car toute personne qui parle Kinyarwanda est considérée comme un Rwandais. La cohésion sociale est très fragile dans le territoire de Rutshuru. Les ethnies vivent ensemble dans l'hypocrisie et dans la méfiance les uns par rapport aux autres, car tout le monde a peur de l'autre, mais c'est surtout les politiciens mal intentionnés qui attisent la haine ethnique et divisent cette pauvre population pour leurs intérêts personnels* ». Un commandant de la FARDC du camp Nyongera de Rutshuru qui nous accordé une interview.

« *La collaboration existe entre les personnes qui ont grandi à Goma. Pour ces personnes, il n'y a vraiment pas assez des problèmes, il arrive même que les voisins tissent des relations solides comme s'ils étaient des frères de sang. Mais avec les gens qui viennent de l'intérieur, des territoires leur comportement affecter la population urbaine avec des mentalités tribalistes* », Un conducteur de taxi moto participant au focus group des « Motards » de Goma.

« *Il y a contact, mais les gens vivent ensemble avec des réserves parce que ce dernier temps le monde est devenu méchant. On peut vivre avec quelqu'un sans savoir qui il est vraiment et ce n'est pas seulement avec les gens des différents groupes ethniques* », déclaration d'une femme vendeuse participant au focus group des femmes du Marché AMANI MAENDELEO de Goma.

« *Les relations dépendent des personnes avec qui l'on vit mais aussi des intérêts. Mais aussi il y a des gens qui ont un esprit intègre, qui sont en relation avec tout le monde et d'autres qui*

*réfléchissent comme des vieux villageois tribalistes qui sont très réservés », déclaration d'un homme vendeur participant au focus group des hommes du Marché du Cinquanteaire.*

*Un chef de Quartier MAJENGO à Goma qui nous accordé une interview a déclaré : « Dans le temps, il n'y avait aucun problème, mais aujourd'hui les relations ont virée au rouge depuis l'apparition des conflits fonciers qui opposent les deux communautés ethniques dominantes de Buhene qui sont les Nande et les Kumu. Avec les membres d'autres ethnies, on peut dire qu'il y a cohabitation pacifique »,*

*« Les relations entre les membres des différents groupes ethniques ne sont pas bonnes suites aux guerres tribales dans les territoires qui se répercutent dans la ville étant donné que la ville regorge un nombre important des personnes qui ont des origines villageoises » nous a déclaré un leader cadre de la Société Civile de Goma qui nous accordé une interview.*

*« Les habitants de Butembo ne sont pas tribalistes mais plus tôt instrumentalisées par des grands commerçants qui ne veulent pas que d'autres communautés s'installent ici car ils ont peur que leur part du marché puisse être partagée avec d'autres communautés. C'est pourquoi ils attisent par tous les moyens la haine contre toute personne qui n'est pas de Butembo en passant par l'étiquette Munyarwanda. Comment expliquer que les Nande vivent en toute quiétude dans le Rutshuru, Masisi, Goma et ailleurs dans des espaces des Hutu mais eux ne veulent pas accepter tout celui qui parle le Kinyarwanda ici, n'est-ce pas favoriser le découpage de la province ? » déclaration d'un étudiant participant au focus group des étudiants de Butembo.*

*« Nous vivons très bien avec les autres communautés ethniques sauf les « TUNAENDA RIMA RENG RENG », c'est-à-dire les Rwandais. Nous sommes informés que les Hutu et le Tutsi sont à la recherche et conquêtes des terres. C'est pourquoi ils créent de l'insécurité des tueries voire même les massacres à Beni pour nous déstabiliser et nous ne pouvons jamais les accepter ici dans la ville de Butembo », déclaration d'une femme secrétaire d'une association participant au focus group des femmes leaders de Butembo.*

*Une femme cultivatrice participant au focus groupe des femmes leaders de Butembo ajoute : « Nous de la communauté ethnique des Nandes sommes une population très accueillante, savons vivre très bien avec tout le monde, c'est l'histoire qui nous rend très hostile envers ces deux tribus. Il est clair, tous nous avons le sang rouge, mais actuellement nous ne tenons plus compte du sang mais plutôt des nez et de la taille. Les Rwandais ne sont pas tous mauvais, mais, c'est la politique qui nous a déjà séparée et ce phénomène Banyarwanda avait créé une rébellion et la haine dans les têtes et dans les cœurs de notre population ».*

*« Il y a une bonne cohésion très parfaite entre les différentes ethnies, mais de fois elle peut basculer selon certaines les circonstances. Seulement ceux qui ne vivent pas dans ce milieu sont ceux-là qui diabolisent toujours les histoires en disant que la communauté Nande surnommé Yira est tribale. D'ailleurs, actuellement il y a une organisation intercommunautaire, les mariages sont régulièrement organisés avec les autres membres des différents groupes ethniques », Un leader cadre de la Société Civile de Butembo qui nous accordé une interview.*

### 3.4 Solutions proposées par les habitants pour améliorer les relations entre les habitants

La sensibilisation, le renforcement des capacités, la continuité d'investissement dans la restauration et le maintien de la cohésion sociale, les rencontres de dialogue, la prise en compte des toutes les communautés ethniques lors du partage du pouvoir et la création des projets intégrateurs semblent être les principales solutions proposées pour la cohabitation pacifique entre les ethnies.

- *Que les ONGs multiplient les séances de sensibilisation et des plaidoyers sur la cohabitation pacifique entre les différentes communautés ;*
- *Il faut que les ONGs puissent venir sensibiliser les militaires sur la cohabitation pacifique car il y a plusieurs tribus et nous remarquons parfois le cas de tribalisme en interne.*
- *Organiser des ateliers de formation sur la cohabitation pacifique et interpeler les politiciens pour que ces derniers cessent de manipuler la population pour leurs intérêts personnels.*
- *Nous devons bannir le tribalisme dans nos esprits parce que personne n'a choisi de naître dans sa communauté ethnique. On ne peut pas condamner quelqu'un pour le fait qu'il appartient à telle ou telle ethnie. Dieu nous a créés comme tel et il nous aime tous, nous devons aussi nous aimer les uns les autres.*
- *Que les gens se pardonnent et s'acceptent mutuellement surtout en cas de conflits fonciers et d'héritages.*
- *Mixer tous les services politico-administratifs pour qu'il y ait représentativité des tribus.*
- *Créer des travaux communautaires et doter des moyens pour réaliser des activités où toutes les communautés vont se retrouver afin de parvenir à la paix.*
- *Mettre fin à l'existence des groupes armés car ils sont à tendances ethniques et peuvent encore causer la détérioration de cette cohabitation*
- *Restaurer l'autorité de l'Etat, punir sévèrement toute personne impliquée dans la manipulation politique des civiles et identifier les réseaux de circulation des armes pour sa neutralisation.*
- *Il faut changer les autorités politico militaires et administratives car ce sont elles qui sont à la base de ce manque de cohésion dans nos territoires et villes,*
- *Organiser des assises et débats pour voir comment réconcilier les habitants*
- *Cultiver un sentiment patriotique, d'unité dans les cœurs des gens et laver leur esprit des tribalismes*
- *Que les mouvements de la population Hutu enregistrés vers les territoires de Beni et Lubero cessent d'abord jusqu'à ce que les massacres prennent fin et qu'il y ait stabilité à l'Est.*
- *Il faut diversifier les activités socioéconomiques intercommunautaires*
- *Les parents et les enseignants doivent éduquer les enfants dès le bas âge sur comment éviter le tribalisme.*
- *Renforcement de dialogue social entre les ethnies pour que l'ennemi de la paix soit identifié.*

### 3.5 Sources d'information sécuritaires utilisées par la population

Lorsque la population veut se déplacer, elle préfère ne rien demander comme information de peur de tomber dans les embuscades tendues par les coupeurs de route. On peut suivre les informations à la radio ou sur les réseaux sociaux ou s'informer auprès des membres de la famille ou amis intimes ou aux taximen de motos ou aux chauffeurs ou passagers qui viennent

du milieu ou agences de voyage ou se diriger au parking pour observer la fréquentation de l'axe à emprunter par les moyens de transport disponibles.

En cas de kidnapping ou enlèvement, la population se confie à la société civile, aux agents de l'ordre, aux autorités locales, aux comités des sages des différentes communautés, aux ONGs, quelques fois aux groupes de pression (*LUCHA, FILIMBI, VERANDANT MUTSANGA, EVEUIL CITOYENS, PARLEMENT DEBOUT DE FOUR etc.*) ou directement aux chefs des milices.

Les habitants hésitent de s'adresser aux agents de l'ordre pour ne pas mettre en danger de mort les victimes de kidnapping ou d'enlèvement. Généralement ils entendent l'appel des présumés criminels ou l'envoie d'un émissaire pour vous informer que vous avez des comptes avec eux. Ainsi, pour résoudre le problème et rassembler le montant de la rançon, la famille de la victime peut soit vendre un bien de valeur (parcelles, champs, vache etc.), ou pour les familles pauvres, avec l'aide de la communauté et des voisins faire des cotisations en vue de sauver la vie de la victime et l'arracher des mains des kidnappeurs.

L'accès à la terre par voie d'héritage n'est pas garanti pour les femmes dans le milieu rural et les habitants procèdent généralement par l'achat, s'ils ont des moyens suffisants ou par la location des lopins des terres. On observe de plus en plus une réduction des terres à cultiver car une proportion importante de champs est occupée par les kidnappeurs, les bandits armés, les milices et les rebelles. Ce qui se répercute sur la sécurité alimentaire dans les milieux.

*« Avant de voyager, la population a tendance à s'informer auprès des conducteurs des taxi motos ou auprès des voyageurs car ces derniers sont souvent informés de l'état sécuritaire de différents axes routiers »,* déclaration d'une femme participant au focus group organisé avec les femmes leaders de Kitshanga.

Un conducteur de taxi moto participant au focus group des motards de Kitshanga a expliqué en ces termes : *« L'état sécuritaire des tronçons routiers est relatif : l'un peut passer et dans ce cas il va vous dire que le chemin est bon, l'autre vous dit qu'il y a des bandits. Nous voyageons et chaque fois en route nous nous informons de la situation en demandant aux collègues motards qui viennent du milieu de notre destination. Nous donnons aussi des informations de l'état de la sécurité d'où nous venons. C'est Dieu qui nous garde pendant le voyage car à tout moment les coupeurs de route peuvent opérer »*

*« Si l'on veut se déplacer vers un autre milieu du Territoire de Masisi, nous suivons avant la radio Pôle FM qui donne, à l'aide de ses correspondants (radio club) l'état sécuritaire des routes ou d'un village. Notons cependant que depuis qu'il n'y a plus de signal pour cette radio, on n'est plus informé comme avant. Actuellement, c'est le téléphone qui joue un grand rôle dans la communication donc nous pouvons au préalable appeler un ami ou un membre de la famille qui habite le milieu de destination pour nous informer de la situation avant de voyager »* déclaration d'un enseignant participant au focus group des Enseignants de Kitshanga.

*« Les habitants de Masisi n'ont pas l'habitude de s'informer avant de voyager. De fois, ils ont raison, on risque de s'exposer aux coupeurs des routes parce qu'on n'a pas confiance à la personne à qui vous demandez les informations. Normalement la PNC a toutes les informations sécuritaires des axes routiers fréquentés par les voyageurs. Seulement les ONG qui se*

*renseignent auprès de nous (PNC) ou à la MONUSCO »* déclare un commandant de la PNC de Kitshanga qui nous accorde une interview ciblée.

*« On se renseigne auprès des autres voyageurs et motards du même axe, on peut aussi téléphoner si possible à un ami ; mais le problème est qu'on n'est pas nécessairement sûr de celui à qui on demande l'information parce qu'il peut parfois être la source de votre nuisance »,* Un agent de la chefferie de Bashali à Masisi qui nous accorde une interview.

*« Ici à Butembo, en cas de conflits entre les personnes, les gens font recours surtout à l'ANR, à la PNC ou aux FARDC, au bureau du groupement pour se plaindre. Le dernier recours pour résoudre le problème c'est la famille ou au tribunal »,* Un enseignant participant au focus group des enseignants de Butembo

*« Selon mes connaissances, en cas de problème, nous devons commencer entre les familles ou amis, puis on recours aux autorités de base comme le chef des dix maisons, de cellule, des quartiers, à la mairie, au Tribunal des paix ou au parquet ou aux groupes de pression »* et son collègue ajoute *« nous pouvons aussi faire recours aux églises dans leurs commissions de justice et paix »*, déclaration des étudiants participants au focus group des étudiants de l'UOR, ICG, ISC et ITAVI de Butembo

Une femme participant au focus group des femmes leaders de Kitshanga nous a déclaré : *« Nous contactons la société civile, les autorités coutumières et les représentants des communautés. On peut aussi recourir aux ONGs, à la police, aux militaires loyalistes, à la MONUSCO ou même aux milices concernées »*,



## THEME 4 : ACTUALITE - ATTITUDE APRÈS LES ÉLECTIONS - MALADIE A VIRUS EBOLA

Deux thèmes d'actualité nous ont intéressé lors de cette enquête :

- L'appréciation de la situation après les dernières élections de décembre 2018
- Les opinions et attitudes de la population face à la maladie à virus Ebola

### 4.1 Appréciation de la situation après les élections

#### 4.1.1 Risque de connaître des violences après les dernières élections

Une sous question a été posée aux informateurs clés : « *Pensez-vous qu'il y a encore un risque de connaître la résurgence des violences après les dernières élections dans votre milieu ?* »

Deux idées sont soulevées sur cette question :

- Les choses peuvent bien marcher parce qu'une nouvelle autorité a été élue et investie au pays. Les nouveaux élus ont promis des bonnes réalisations pour mettre fin pour toujours aux violences.
- D'autre part, les politiciens manipulateurs de la population pourraient créer des troubles, lorsque leurs intérêts ne sont pas atteints, ce qui est le cas pour quelques-uns. Les troubles pourraient aussi provenir de la confrontation entre ceux qui réclament la vérité des urnes et les autorités au pouvoir.

Voici les réponses particulières des différents milieux visités :

#### Ville de Goma

Les habitants expliquent qu'il y a un risque élevé de connaître la résurgence des violences après les dernières élections à cause de :

- Le Président sortant s'accroche au pouvoir
- Les phénomènes ADF et FDLR sont utilisés par les pays voisins pour voler les richesses de la RDC
- Les opposants sont mécontents, donc tout peut arriver
- Les pays voisins ne manquent jamais des motifs de faire entrer leurs troupes en RDC
- Les politiciens manipulent la population
- Les élections à différents niveaux sont contestées par la majorité de la population
- Les attentes de la population ne sont satisfaites par rapport aux élections
- Les élections des gouverneurs risquent de poser également un problème
- Si les attentes de la population par rapport à la fixation du nouveau gouvernement ne sont pas satisfaites
- La corruption semble être le moyen principal utilisé pendant les élections
- Tant que les intérêts des politiciens qui ont perdu aux élections ou leurs soifs du pouvoir ne seront pas satisfaits, ils continueront leur lutte.

« *On nous disait qu'il y aurait trouble une fois KABILA restait au pouvoir, mais vu l'alternance, nous pensons qu'il n'y aura pas des troubles. Nous pensons que l'avenir sera meilleur parce que les choses changent.* », nous a déclaré une femme professionnelle de sexe participant au focus group à Goma.



« Nous sommes tous au courant que le président sortant s'accroche au pouvoir. De plus, moi je pense que le comportement des voisins de notre pays va occasionner des troubles parce qu'ils ne manquent jamais des motifs de faire entrer leurs troupes au Congo. Les phénomènes ADF et FDLR sont utilisés par les pays voisins pour venir voler nos minerais et semer des troubles dans notre pays. », un conducteur de taxi moto appuyé par ses collègues lors du focus group organisé à Goma.

« Etant donné que ce sont les politiciens qui manipulent la population et que ceux-ci n'ont pas les mêmes opinions sur ce qui se passe dans le pays à cause de leurs intérêts, nous estimons qu'il y a risque de connaître des troubles », déclaration d'un boucher lors du focus group organisé à Goma.

Un cambiste participant au focus group organisé à Goma a déclaré : « Nous pensons qu'il y aura des violences à cause des élections qui sont contestées par la majorité de la population surtout les élections des députés et gouverneurs ».

### **Ville de Butembo**

Ceux qui disent que le risque de connaître la résurgence des violences après les dernières élections est très élevé l'explique par les faits suivants :

- Notre pays est envié par les pays voisins.
- Le non-respect de la vérité des urnes
- Le pouvoir n'a pas changé en réalité
- Le président actuel fait plusieurs déplacements, ce qui pourrait ne pas faciliter la mise en place des stratégies de changement
- Il y a toujours des tiraillements surtout entre les jeunes des parties politiques
- Les esprits ne sont pas apaisés à la fois dans la majorité et dans l'opposition
- Ces différentes milices sont chapeautées par les politiciens.

Un enseignant participant au focus group de Butembo nous déclare : « Nous risquons de rester en insécurité éternellement parce que notre pays est envié par beaucoup de politiciens et des pays voisins. »

« Le non-respect de la réalité des urnes, le non-respect des lois congolaises, la mauvaise organisation de l'élection, il y'aura toujours de problèmes car le gouvernement n'a pas changé, ce sont toujours les mêmes médiocres qui sont à la tête du pays », déclaration d'un conducteur de taxi moto appuyé par d'autre participant au focus group organisé à Butembo.

« C'est le régime Kabila qui continue à diriger le pays. Le Président Tshisekedi lui, est un voyageur, il n'a pas le temps de réfléchir comment diriger ce grand pays », déclaration d'un membre de mouvement citoyen lors du focus group organisé à Butembo.

*« Les élections ont trouvées la violence qui était déjà là, mais tout dépend de la volonté du pouvoir actuel qui continu à hériter ces violences. C'est la population qui entretient la violence. C'est cette population qui garde les bandits dans leurs maisons. Par exemple, quand on veut incarcérer un bandit, la population est la première à dire que : « Bale njo bana tuchungaka » ce qui veut « ce sont ces personnes qui nous gardent », c'est en réalité la faiblesse de l'Etat. », un agent de la DGM rencontré à Butembo.*

*« Il y a une attitude négative que la population affiche vis-à-vis des comportements de nos politiciens car les différentes milices sont chapeautées par des politiciens », déclaration d'un responsable de la Société Civile de Butembo.*

### **Zone Prioritaire Kitshanga**

Les habitants rencontrés à Kitshanga disent qu'il y a un risque de connaître la résurgence des violences après les dernières élections dans leur milieu pour les principales raisons suivantes :

- Le régime actuel travaille avec l'ancien président de la république et l'ancien gouvernement, c'est la continuité. Ce régime n'inspire pas confiance.
- Les groupes armés sont devenu plus actifs
- Les candidats malheureux Martin Fayulu continue à revendiquer la vérité des urnes

*« Les milices mai-mai et NDC-R ne voulaient pas Felix mais Fayulu », déclaration d'un étudiant participant au focus group organisés à Kitshanga.*

*« Nous n'avons pas confiance à la façon dont le régime actuel travaille avec l'ancien président et l'ancien gouvernement, c'est la continuité », un étudiant participant au focus group organisés à Kitshanga.*

*« Dans l'esprit de la population, il y a encore cette probabilité de connaître des violences car jusque-là, c'est comme si rien n'est fait sur terrain, au contraire les actes de violences sont en train de se multiplier », déclaration d'une femme leader lors du focus group à Kitshanga.*

Une enseignante participant au focus group des enseignants de Kitshanga nous a déclaré :

*« Les groupes armés sont aussi en train de se réorganiser et de s'activer sur tous les plans »*

*« Tant que les groupes armés existeront dans nos milieux et les environs, il sera difficile que la population soit convaincue que les violences n'auront plus lieux dans notre milieu », déclaration du Greffier du Tribunal de Paix de Kitshanga.*

### **Territoire de Rutshuru**

Les habitants rencontrés expliquent le risque de résurgence de la violence par :

- Les kidnappeurs continuent à opérer sans être inquiété,
- Difficulté d'atteindre les champs à cause de la crainte des kidnappeurs

- Il y a encore la présence des groupes armés dans la brousse
- La vérité des urnes n'a jamais été dévoilée
- Les élections n'étaient pas transparentes à tous les niveaux
- L'alternance des autorités administratives sur base de la géopolitique est dangereuse
- Les militaires ne touchent pas régulièrement leur solde
- C'est l'ancien président qui continue à diriger ce pays
- L'impunité toujours, la violation de l'autorité de l'Etat,
- Le chômage et la pauvreté
- L'augmentation du taux de change du dollar

*« Il y a risque car l'autorité actuelle ne serait pas celui que le peuple avait choisi. De plus l'alternance des autorités administratives sur base de la géopolitique est un danger », un étudiant participant au focus group à Rutshuru.*

*« Jusque-là rien n'a changé encore, car le taux de change n'a pas encore baissé, les kidnappeurs continuent à opérer sans être inquiétés, l'impunité toujours, violation de l'autorité de l'Etat, chômage, présence de groupes armés etc... », Une femme agricultrice appuyée par ses collègues lors du focus group organisé à Rutshuru.*

*« Ce risque existe car nous avons votés nos dirigeants mais curieusement la CENI les a changés », nous a déclaré une femme commerçante participant au focus group de Rutshuru.*

#### **4.1.2 Quelles sont les raisons ou les indices des violences probables?**

##### **Ville de Goma**

- Le Président de la République sortant a encore beaucoup d'influences dans le pays ;
- Les autorités ont peur de passer la nuit dans la ville de Goma et préfèrent aller rester dans les pays voisins ;
- Les autorités ne s'entendent pas ;
- Les promesses des politiciens ne sont pas réalisées ;

*Un boucher appuyé par ses confrères pendant le focus group de Goma nous a dit : « Il y a risque de connaître des troubles, parce que jusqu'aujourd'hui, le Président de la République est encore géré par l'ancien président et les politiciens qui peuvent le soutenir ne disent rien pour leurs intérêts. Ça veut dire qu'il y a encore des doutes ! Lorsque les autorités elles-mêmes commencent à passer la nuit ailleurs, chez nos voisins du Rwanda, cela montre qu'elles ont elles même peur, et donc savent qu'il y a risque des troubles »*

« *L'insatisfaction des attentes de la population face aux élections est une bombe à retardement et les choses risquent de s'empirer* », un cambiste lors du focus group organisé à Goma.

## Ville de Butembo

- Il n'y a pas eu vérité des urnes
- On observe des inégalités sociales
- Ceux qui sont bien payé investissent leur argent à l'étranger
- L'invalidation de certains députés dans l'Assemblée Nationale
- La population n'a pas confiance avec la cour constitutionnelle et avec les nouvelles autorités
- La recrudescence de l'insécurité, des massacres et du kidnapping
- On ne tient pas compte de la volonté du peuple,
- L'élection était non crédible
- Le gouvernement ne fait rien pour les entités décentralisées
- La politique qui est sensée gérer la population ne tourne pas bien (manque de gouvernement jusqu'ici)
- Les déclarations incendiaires des opposants

L'encadré ci-dessous présente un extrait des déclarations des personnalités rencontrées

Pendant le focus group une femme leader de Butembo nous a déclaré : « *Nous sommes totalement déçu de ces soi-disant élections car nous n'avons pas voté, nous étions écartés et isolés* ».

« *Pas de confiance car l'épouse du président actuel nous a amenée 200 enfants rwandais pour qu'ils viennent étudier ici au Congo à ses frais pendant qu'à Beni nos enfants souffrent. Nous n'avons pas aussi confiance avec la cour constitutionnelle* », déclaration d'une femme leader pendant le focus group organisé à Butembo.

« *Certains politiciens et les habitants continuent à réclamer la vérité des urnes ou de refaire les élections car celui qui dirige a été nommé par Kabila* », une femme leader de Butembo.

« *Les non paiement de agents de l'Etat selon le travail rendu, un député qui reçoit plus qu'un enseignant qui passe toute la journée entrain de parler comme un perroquet. Ceux qui sont bien payé amène leur argent à l'étranger en y construisant des belles maisons au lieu de créer des emplois à la population congolaises* », un vendeur membre de l'association ASSOBU de Butembo.

« *La jeunesse doit mener une vie noble, éviter d'accepter par exemple de tuer une personne moyennant 100 USD* », un responsable de la société civile de Butembo.

## Zone Prioritaire de Kitshanga

Plusieurs indices cités par les habitants interrogés montrent qu'il y a un grand risque d'avoir des violences :

- Jusque-là rien n'est fait sur le terrain pour changer la situation
- Les militaires loyalistes se rallient à certains groupes armés pour attaquer d'autres groupes armés,

- Pas de programme de démobilisation des combattants
- Certains politiciens sont à la base de l'existence des groupes armés
- Certains groupes armés sont en train de se réorganiser et de s'activer
- Le pouvoir reste entre les mains des anciens dirigeants
- Certains habitants trouvent que les revendications de l'opposant Martin Fayulu sont fondées

« Moi je pense que des violences liées aux élections passées sont probables du fait que le gouvernement actuel est composé par les anciens acteurs du gouvernement sortant et peuvent toujours faire ce qu'ils faisaient avant, c'est-à-dire soutenir les groupes armés ; et d'ailleurs vous constaterez avec moi que les milices s'activent ce dernier temps. Ne croyez pas que la présence des NDC-R dans la chefferie de Bashali est gratuite ! Les Mai-Ma<sup>2</sup> voulaient Fayulu au pouvoir, on a proclamé Felix. Les Mai-Mai sont mécontents. », déclaration des jeunes rencontrés en focus group à Kitshanga.

« Les revendications de l'opposant Fayulu surtout sont considérées comme fondées par la jeunesse d'ici à Kitshanga », déclaration d'un jeune chômeur lors du focus group des jeunes de Kitshanga

## Territoire de Rutshuru

Les personnalités rencontrées ont cité les indices suivants qui montre qu'il y a un grand risque de connaître des violences post électorales :

- L'insécurité caractérisé par le kidnapping, les tueries, les vols et les viols
- Le taux de change élevé
- Le non-respect des promesses faites par politiciens pendant la campagne électorale
- La corruption, l'impunité, les tracasseries, la multiplicité des taxes
- Le paiement irrégulier des salaires dérisoires aux agents de l'Etat en général et particulièrement ceux des services de sécurité (militaires, policiers)
- Multiplicité des barrières
- Les dirigeants qui sont là ne font pratiquement rien

### 4.1.3 Quelles sont les propositions de la population pour éviter ce risque ?

Selon les milieux, les habitants rencontrés ont formulé des propositions pour éviter les troubles :

#### Ville de Goma

Pour éviter les troubles, les habitants rencontrés proposent :

- Les politiciens doivent s'asseoir et discuter pour le bien de notre pays.
- Que le président sortant laisse le nouveau président travailler sans interférence
- Que le Président de la République accepte que tous les politiciens exilés rentrent au pays
- Qu'il y ait partage du pouvoir entre les politiciens
- Qu'il y ait respect de la constitution
- Que les pays étrangers n'interfèrent pas dans la gestion du pays
- Il faut que tous les congolais restent unis car les étrangers envient nos richesses, si non le sang des congolais va continuer à couler.
- Nous appelons notre armée à la vigilance pour ne pas obtempérer aux ordres de n'importe qui.

<sup>2</sup> Les Mai-Mai sont des membres des milices ou groupe armé à connotation tribale

- Que les politiciens respectent leurs mandats pour qu'ils sortent du pouvoir avec honneur.
- Que l'Etat assure le bien-être de la population
- Que l'on sanctionne sévèrement la corruption
- Que la nouvelle équipe dirigeante organise des tribunes d'expression populaire où toutes les couches de la population doivent se retrouver pour présenter diverses opinions.

### **Ville de Butembo**

Si on veut éviter des troubles, les personnalités rencontrées disent qu'il faudra :

- Reprendre les élections ou dévoiler la vérité des urnes
- Que les sanctions soient administrées aux autorités fautives
- Que les dirigeants respectent les promesses données à la population
- Que la cour constitutionnelle valide leurs députés élus
- Que le président investi prenne ses responsabilités
- Restaurer la paix et le développement sur toute l'étendue de la RDC
- Créer de l'emploi
- Eduquer la population à la citoyenneté et au civisme
- L'encadrement de la jeunesse de chaque partie politique
- Mettre fin aux tracasseries
- Augmenter les salaires des agents de l'Etat
- Améliorer le social de la population
- Trouver un terrain d'entente entre l'opposition et le Gouvernement en place
- Eviter les manipulations politiques de la population
- Initier les projets intégrateurs de ces miliciens
- Intégrés les miliciens dans l'armée régulières

### **Territoire de Rutshuru**

- Que les autorités accomplissent ce qu'elles avaient promis à la population sur le social, la paix et la création des activités génératrices de revenue ;
- Changer et permuter les autorités tant civiles que militaires car la population a déjà perdu la confiance envers elles ;
- Mettre hors d'état de nuire tous les kidnappeurs ;
- Eradiquer les groupes armés étrangers et nationaux ;
- Faire respecter les droits de l'homme ;
- Paiement régulier des salaires des agents de l'Etat ;
- Mettre la personne qu'il faut à la place qu'il faut ;
- Que les autorités actuelles dotent aux agents de l'ordre la logistique nécessaire pour répondre rapidement aux besoins de la population.

### **Zone Prioritaire Kitshanga**

Voici les propositions des habitants de Kitshanga pour éviter les troubles

- Que l'Etat définisse les mécanismes de transparence dans la gestion du pays ;
- Reprendre les élections présidentielles ;
- Que l'ancien président soit puni pour avoir violé les droits humains ;



- Recompter les voix exprimées par la population pour chaque candidat à la présidentiel de 2018 par un service expert et crédible ;
- Que le Président Félix coupe ses relations avec le président sortant s'il veut gagner notre confiance ;
- Intégrer au sein des FARDC, les milices sur toute l'étendue de la République ;
- Renforcer les organes de sécurité ;
- Sensibiliser la population sur la cohabitation pacifique.

#### **4.1.4 Que suggériez-vous à l'autorité investie après les élections pour restaurer la sécurité, la paix et les maintenir ?**

##### **Ville de Goma**

- Que le nouveau président fasse respecter la loi
- Que l'ancien Président libère le système

##### **Ville de Butembo**

- Créer de l'emploi
- Bien payer les agents de l'Etat en général et les agents de sécurité en particulier
- Que les autorités respectent leurs promesses de campagne
- Eradiquer tous les groupes armés qui dérangent la population
- Dévoiler la vérité des urnes ou refaire les élections
- Créer un service de lutte contre la corruption

##### **Zone Prioritaire Kitshanga**

- Qu'il y ait l'alternance politique ;
- Mettre fin à l'existence des groupes armés dans notre milieu ;
- L'implication personnelle des autorités dans la mise en œuvre, la réalisation et la matérialisation des toutes les promesses faites à la population durant les campagnes électorales ;
- Que tout le monde respecte la constitution ;
- Que notre armé défende efficacement l'intégrité territoriales du pays ;
- Il faut la restauration de l'autorité de l'état dans notre milieu et sur toute l'étendue du territoire national ;
- Faire respecter le droit de l'homme ;
- Former une armée capable de défendre notre pays contre des agressions extérieures et des troubles à l'intérieur ;
- Payer tous les agents surtout les forces de l'ordre (FARDC et PNC) ;
- Former un gouvernement sans les anciens membres du gouvernement sortant ;
- Reforme toutes les institutions de la République : Gouvernement, cours et tribunaux et parlement.
- Mettre en prisons toutes les autorités corrompues ;
- Recruter un nombre important des militaires et policiers bien instruits et assurer leur prise en charge correcte ;
- Intégrer l'opposition dans le gouvernement ;

- Combattre la corruption ;
- Créer des emplois pour la jeunesse ;
- Payer tous les agents de l'Etat avec un salaire digne ;

### **Territoire de Rutshuru**

- Mettre fin à la guerre, à l'insécurité et au phénomène kidnapping ;
- Eradiquer les groupes armés étrangers et nationaux ;
- Assurer un bon encadrement des militaires et policiers (la logistique, les soins médicaux, les rations et le suivi de leurs soldes) ;
- Faire respecter les droits de l'homme ;
- Que l'Etat instaure l'Etat de droit, de justice et de paix tout en respectant les promesses tenues lors de campagne ;
- Payer régulièrement des agents de l'Etat ;
- Construire des routes ;
- Baisser le taux de change du dollar ;
- Que l'autorité soit proche de la population ;
- Qu'il punisse les antis valeurs en commençant par les autorités corrompues qui ont travaillé avec le gouvernement passé,
- Appliquer la gratuité scolaire.

#### **4.1.5 Croyez- vous en un lendemain meilleur ?**

A cette question, deux tendances ressortent :

- Certains de nos informateurs clés sont très optimistes et pensent qu'avec le nouveau Président de la République, l'avenir sera meilleur. Ils déclarent qu'il compte beaucoup sur la détermination des nouveaux animateurs des institutions. D'autres disent qu'ils comptent sur la volonté divine.
- D'autres par contre voient l'avenir sombre à cause de l'insécurité grandissante (présence des coupeurs des routes, des enlèvements et kidnapping, les tueries, les massacres, les vols et les viols, les tracasseries etc) ;

Un étudiant lors du focus group de Goma nous a déclaré « Avec l'actuel président, je crois à un avenir meilleur »

*« Depuis les élections nous voyons qu'il n'y a plus de tentative des guerres ou des conflits et nous pensons que le lendemain est prometteur »,* déclaration d'une femme professionnelle de sexe pendant le focus group de Goma.

Un étudiant de Kitshanga nous a déclaré : *« L'avenir est vraiment sombre jusqu'aux prochaines élections. Avec cette insécurité grandissante ici à Kitshanga, que peut-on espérer ? Si la classe politique n'est pas bien organisée, le pays restera dans le chaos total. Nous redoutons la guerre. Nous étudions sans espoir d'être embauchés ; c'est un sérieux problème »*

« *Nous continuons à vivre presque les mêmes situations que les fois passées avec les coupeurs des routes, les enlèvements, les tueries, les vols et les viols* », une femme leader participant au focus group de Kitshanga

« *Nous allons davantage vers le fond d'un gouffre noir que d'en sortir* », déclaration d'un jeune lors du focus group de Kitshanga.

« *Nous sommes toujours dans l'insécurité. Les massacres des populations continuent* », un conducteur de taxi moto lors du focus group organisé à Butembo.

« *On ne croit pas à un changement car dit on: engoma eikasha kumakuma vandu ikachuka oko'o mukucho wa kwanza, ce qui veut dire : quelqu'un qui dirigera bien commence dès qu'il prend le pouvoir* », déclaration d'un chef de Quartier rencontré à Butembo.

« *Personnellement je suis convaincu d'un lendemain meilleur, car la RDC est trop riche, nous sommes seulement pauvres politiquement. Avec l'actuel président, s'il est sérieux et sincère avec lui-même, tout peut changer* », un responsable de la société civile de Butembo.

« *Pas d'espoir, car depuis l'entrée en fonction du président actuel, les mêmes problèmes continuent à être vécues par les habitants* », déclaration d'un étudiant de Rutshuru pendant le focus group.

« *Nous aspirons à un lendemain meilleur car avec Dieu tout est possible. De plus, nous sommes convaincus qu'avec le nouveau gouvernement tout va aller* », déclaration d'un responsable du Comité Local de Paix et de Développement (CLPD).

« *Tôt ou tard les autorités du pays se rendront compte de la mauvaise gestion de ce pays et avec des soulèvements de la population, les choses vont changer* », déclaration d'un responsable de la Société Civile rencontré à Goma.

#### **4.1.6 Quels sont les faits qui rassurent la population ?**

##### **Ville de Goma**

Certains habitants rencontrés disent :

- Nous comptons sur les nouveaux dirigeants de notre pays et espérons que ces derniers vont faire avancer le pays. Notre nouveau président a la volonté d'améliorer les choses dans notre pays.
- Nous sommes optimistes, nous ne pensons pas qu'il puisse y avoir des troubles vu la façon dont s'est déroulé la passation du pouvoir au niveau de la présidence

##### **Ville de Butembo**

Deux camps se forment :

- Une proportion non négligeable de la population déclare que rien ne rassure la population.

- D'autres disent qu'ils espèrent que les députés élus vont réaliser leurs promesses données lors de la campagne électorale. Certains sont rassurés lorsqu'ils voient l'armée traquer les inciviques.

## **Territoire de Rutshuru**

Avec l'insécurité vécue par la population, celle-ci trouve que rien ne la rassure d'un lendemain meilleur.

## **Zone prioritaire Kitshanga**

Parmi les faits qui rassurent certaines personnalités rencontrées parlent de :

- L'alternance politique au sommet de l'Etat qui a eu lieu en douceur ;
- Les communautés ethniques sont fatiguées des guerres interminables et aspirent à un changement, à la paix ;
- Les animosités tribales n'ont plus une grande ampleur comme avant ;
- La population compte sur la bonne volonté des nouveaux dirigeants ;
- Les deux candidats Fayulu et Shadari qui étaient l'objet de tension entre les ethnies ont tous perdu les élections ;
- Les enfants commencent d'aller à l'école massivement ;
- Les femmes et les filles recouvrent leurs droits ;
- Le Président actuel a promis de payer les agents de l'Etat ;
- Le nouveau président appelle tous les réfugiés politiques de regagner la RDC ;
- Le président actuel est décidé de mettre un terme aux forces négatives ;
- Certaines milices commencent à se rendre dans les centres de démobilisation et de réintégration.

*« Toutes les communautés ethniques vivant dans notre milieu sont fatiguées des guerres et toutes les communautés ont perdu dans cette situation », déclaration d'une femme leader lors du focus group de Kitshanga*

*« Apparemment les autorités investies ont la bonne volonté de mieux faire, donc nous comptons sur leur bonne volonté », un enseignant de Kitshanga.*

*« Moi j'ai dit qu'il n'y a pas de risque des violences liées aux élections de 2018 parce que Fayulu et Shadari qui étaient l'objet des tensions entre les ethnies ont tous deux perdus les élections et les esprits des gens sont apaisés. Tout le monde attend ce que Felix fera. Il est déjà accepté non seulement par les congolais mais aussi par les autres présidents à travers le monde. », déclaration d'un jeune appuyé par d'autres participant au focus group des jeunes de Kitshanga.*

A propos des faits qui rassurent la population, le Secrétaire de la Chefferie de Bashali nous a dit :  
*« ... Je ne saurai estimer ce que pensent les autres mais le contexte actuel prouve à suffisance qu'il n'y aura pas des troubles. Les gens sont fatigués avec des guerres sans causes. »*

#### 4.1.7 Quelle serait la base de la diminution de l'optimisme de la population ?

##### Ville de Goma

- Les intérêts des pays voisins et occidentaux ne sont pas pris en compte par les nouvelles autorités du pays
- La crise augmente,
- L'économie est en baisse,
- Les tueries et la criminalité augmentent
- La justice ne fonctionne pas bien.
- La conjoncture économique est très mauvaise
- Le climat politique mauvais ne permet pas d'espérer à un lendemain meilleur.

« Le danger ce sont nos voisins et les organismes internationaux. Lorsqu'ils verront leurs intérêts mis en jeux, ils vont chercher des mécanismes pour déstabiliser notre pays », déclaration d'une vendeuse lors du focus group organisé au Marché Amani Maendeleo à Goma.

« La crise augmente, l'économie est en baisse, les tueries et les pêchés augmentent et il n'y a pas d'espoir. Il y a aussi des problèmes avec la démocratie et la justice. », un cambiste participant au focus group organisé à Goma.

« Partant de la conjoncture actuelle, demain sera pire qu'aujourd'hui. De plus vu le circuit politique actuel, il n'y a pas à espérer », déclaration d'une étudiante lors du focus group organisé à Goma.

##### Ville de Butembo

- Ces sont les mêmes personnes qui sont au pouvoir et on ne peut rien espérer
- Il y a eu fraude des élections
- L'insécurité et les massacres des populations continuent
- On n'assiste aux invalidations de nos élus

A la question de savoir ce qui est à la base de la diminution de l'optimisme de la population, un étudiant participant au focus group des étudiants de Butembo nous a déclaré : « *La nomination de Tshilombo comme Président de la République et le fait d'ignorer la vérité des urnes* »

« *Pas d'espoir pour le lendemain car avec le pouvoir actuel ça ne va pas, il est commandé par l'ancien Président et sa mission est de tuer ce beau pays* », une femme leader lors du focus group organisé à Butembo.

##### Zone Prioritaire Kitshanga

D'après les personnalités rencontrées, la diminution de l'optimisme de la population s'explique par :

- La multiplication des cas des violences et des guerres entre groupes armés
- Le silence des autorités établies comme si elles ne savent rien sur ce qui se passent dans différents milieux

- L'entretien des groupes armés par certains politiciens et certains entrepreneurs économiques
- Le soutien apporté par les FARDC à certains groupes armés
- Les élus travaillent pour leur propre compte
- Pas d'espoir parce que c'est toujours l'ancien président qui dirige le pays
- L'insécurité grandissante à l'est du pays. Les autres provinces sont aussi affectées par cet état de chose.
- La conjoncture économique qui se dégrade du jour le jour : crise économique, chômage,
- La concentration de l'argent dans les mains de quelques individus : la RDC serait un des pays pauvres au monde où il y a les grands riches du monde. Des riches au milieu des misérables.

Concernant la déclaration de la population de Kitshanga concernant le soutien des FARDC à certains groupes armés, voici la déclaration du **Commandant de la PNC** dont la juridiction s'étend sur deux territoires : Masisi et Walikale :

*« .... Comme je viens de le souligner, c'est la présence des diverses milices dans cette entité qui crée l'insécurité. Actuellement le NDC-R traque les autres groupes armés et dit-on qu'après avoir neutralisé les autres, il va intégrer les FARDC et ainsi on aura le Nord-Kivu avec zéro groupes armés. Ils sont actifs dans le Bashali. Nous savons que la collaboration FARDC et NDC-R, inquiète les habitants.*

*A la veille des élections de décembre 2018, les NDC-R (Nduma Defense of Congo- Rénové) ont attaqué les CNRD (Conseil National pour le Renouveau et la Démocratie) à Faringa. Cela a poussé le CNRD à faire des mouvements vers la province du Sud-Kivu. Depuis ce jour, et chaque jour il y a affrontement entre NDC-R de Guidon et les autres groupes armés notamment les APCLS, Nyatura-Kavumbi, Nyatura-Jean Marie, Nyatura-Domi. »*

## Territoire de Rutshuru

- Les autorités et leurs méthodes de travail sont restées les mêmes
- L'insécurité généralisée
- Manque de volonté des autorités élues depuis leurs investitures.
- La pauvreté et le chômage sont toujours d'actualité.
- Les agents de l'Etat ne sont pas bien payés jusque là

Un étudiant participant au focus group de Rutshuru a dit : *« Rien ne va changer car on a déshabillé Saint Paul pour habiller Saint Pierre, c'est-à-dire on a changé la personne mais c'est toujours lui qui continu à diriger ».*

*« Avec tous ce que nous vivons actuellement, nous ne croyons pas à un avenir meilleur. Jusque-là nous ne savons pas ce que le gouvernement fait, 6 mois déjà sans un gouvernement connu »,* un enseignant participant au focus group organisé à Rutshuru.



## **4.2 Maladie à virus Ebola**

### **4.2.1 Avez-vous entendu parler de l'Epidémie d'Ebola ?**

Toutes les personnalités rencontrées dans les focus groups mais également lors des interviews ciblées ont déjà entendu parler de l'épidémie de la maladie à virus Ebola (MVE) et peuvent citer au moins deux moyens de contamination de la MVE.

#### **Les principales sources d'information sur la Maladie à Virus Ebola.**

Les principales sources d'informations sur la MVE restent la radio, les panneaux publicitaires, les affiches, les sensibilisateurs, les agents de santé, les messages des maisons de communication, les réseaux sociaux, les ONG qui œuvrent dans la riposte contre la MVE, les structures sanitaires, les églises, les journaux, les spots publicitaires, les voyageurs venant de Butembo, les amis et les membres de la famille.

### **4.2.2 Que savez-vous des moyens de prévention de la maladie à virus Ebola ?**

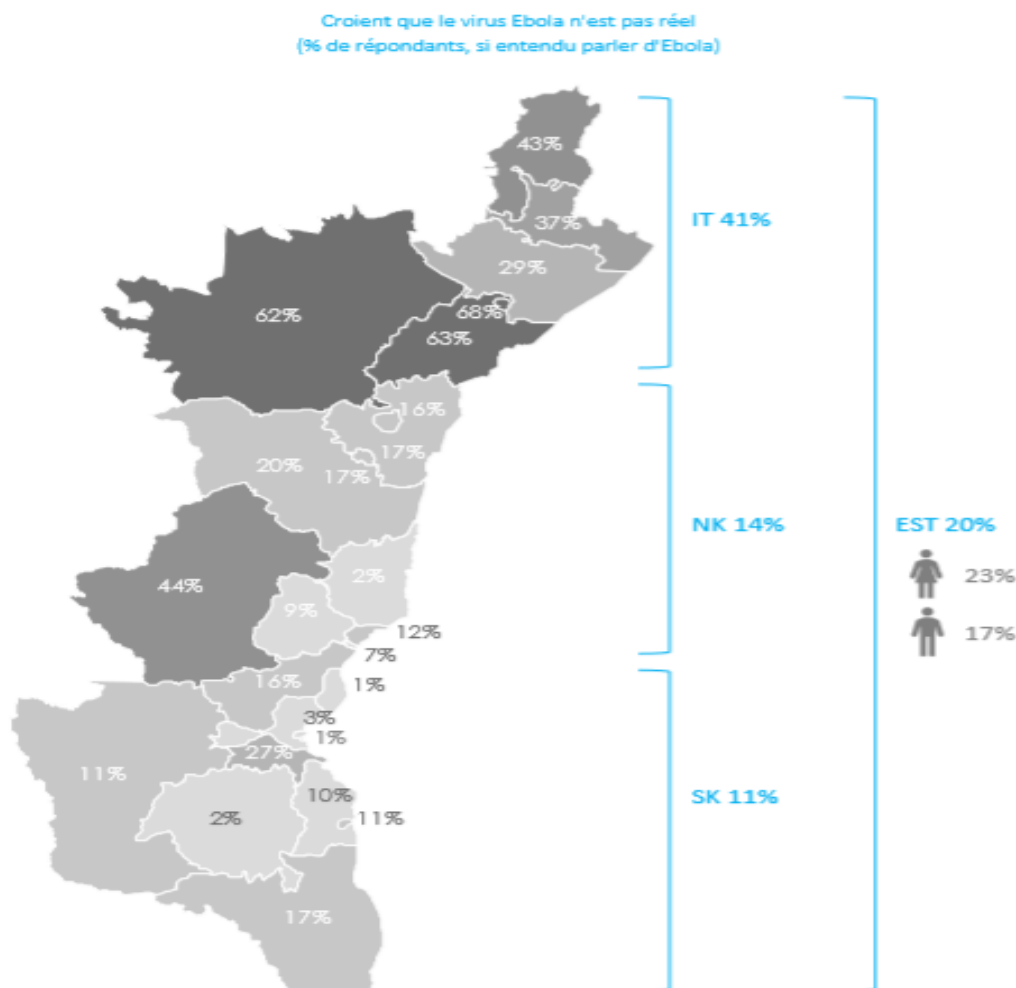
Pour la question d'Ebola, bon nombre des personnes en ont déjà entendu et connaissent les moyens de prévention. Notons cependant, que dans certains cas, les bonnes informations cohabitent avec les fausses.

Les principaux moyens de prévention cités par nos informateurs clés sont :

- Multiplier des points de lavage des mains.
- Se laver les mains, éviter de se saluer à la main et respecter les mesures d'hygiène
- Eviter de toucher les cadavres d'une personne morte contaminée du virus,
- Eviter les contacts avec les malades confirmés, plus précisément avec les liquides provenant de toutes les parties du corps de la personne infectée (son sang, sa sueur, ses vomissures, ses urines, ses selles, sécrétions et liquides des organes génitaux etc.)
- Ne pas manger la viande boucanée, des viandes des animaux trouvés morts ou des animaux sauvages, des viandes d'origine inconnue, ne pas consommer les fruits qui sont rongés par les animaux infectés
- Eviter les relations sexuelles, même les baisés dans une zone où les cas de cette maladie sont signalés.
- Ne pas porter les habits de quelqu'un d'autre
- Dénoncer les cas suspects
- Se faire vacciner
- Il se peut qu'il y ait une injection « venant des blancs » pour éviter l'Ebola
- Consommer un fruit infecté par ce virus sans le laver

#### 4.2.3 Croyez-vous à l'existence de la maladie à virus Ebola ?

L'enquête quantitative avait montré que 14% des habitants du Nord-Kivu croient que le virus Ebola n'est pas réel comme on peut le lire sur la carte suivante.



Source : Sondage 17, décembre 2018

Nous avons posé aux habitants rencontrés la question de savoir : « *L'existence de cette maladie est-elle une réalité ?* »

Les principales réponses obtenues et l'illustration des déclarations sont regroupées par milieu visité.

##### Ville de Goma

Deux groupes se forment parmi les habitants interrogés :

- La plus grande proportion des habitants de Goma rencontrés en focus group et lors des interviews ciblées connaît la maladie à virus Ebola et la considère comme réelle et extrêmement dangereuse. Ils apprennent qu'à Beni et Butembo, c'est une maladie réelle qui se repend, qui est très contagieuse et qui fait beaucoup de décès. Certains affirment qu'ils voient sur les médias les cas présentés par les experts de la santé
- L'idée que la maladie n'est pas réelle est soutenue par quelques personnes qui ont reçues la rumeur à partir de quelques connaissances provenant de Butembo et Beni, comme quoi cette maladie est un poison jeté dans les toilettes et une fois une personne l'utilise, il est contaminé.

Différentes informations parviennent à la population d'ici et là et cela crée une confusion : ces personnes disent qu'elles ne connaissent pas la vérité sur la MVE, les uns disent que c'est un montage, les autres disent que c'est une réalité. On ne sait pas à qui se fier. Certains d'entre eux la qualifie de maladie imaginaire, politique ou commerciale.

L'encadré suivant donne des déclarations de certains habitants rencontrés en focus group ou lors des interviews ciblées :

*« Je pense qu'Ebola n'existe pas dans la Ville de Goma, car j'ai eu une grippe et quand on n'a diagnostiqué, on me dira que j'ai des symptômes d'Ebola alors qu'en réalité je n'avais pas Ebola. J'ai aussi été témoin d'un enfant que l'on a supposé souffrir d'EBOLA alors que c'était faux. C'est pourquoi je pense qu'EBOLA n'existe pas »,* un cambiste de Goma participant au focus group.

*« Je pense que cette maladie existe à Butembo mais à cause d'énormes financement, on a tendance à la dramatiser »,* un autre cambiste participant au focus group de Goma.

*« Après un entretien avec les habitants provenant de Beni, je crois que EBOLA est une maladie imaginaire et politisé »,* un étudiant participant au focus group de Goma.

Un étudiant en colère contredisant d'autres participants au focus group de Goma a dit : *« Ebola existe, c'est une très grave maladie et tous le monde doit le savoir. Le nombre de mort qu'elle cause augmente très sensiblement ».*

Une femme professionnelle de sexe participant au focus group organisé à Goma nous a déclaré : *« Nous pensons qu'Ebola existe parce que nous voyons des journalistes, des journaux, à la télévision... qui parlent et montrent les personnes atteintes, ceux qui meurt de cette maladie et comment on les enterre. »*

*« Quand je discute avec les membres de notre église sur l'Ebola, ces derniers sont divisés à ce sujet. Certains acceptent son existence, d'autres non. Les gens ne prennent pas des précautions, on continue à se saluer normalement selon nos coutumes, serrer la main, s'embrasser. Il faut intensifier la sensibilisation et faire comprendre à la population la réalité de cette maladie qui est considéré par plusieurs comme une maladie politique et commerciale. »,* explication d'un responsable religieux rencontré à Goma.

## **Ville de Butembo**

Trois camps s'observent au sein des personnalités rencontrées en focus group et en interview ciblées :

- Un groupe d'habitants disent que la MVE est une réalité
- Un autre groupe reconnaît l'existence de la maladie mais n'est pas d'accord avec le message donné pendant la sensibilisation ou pense que la MVE a été apportée par les politiciens pour des raisons électorales.
- Un autre groupe qui déclare qu'il y aurait un agenda caché derrière cette maladie ou que c'est un montage pour éliminer le peuple Nande.

L'encadré ci-dessous reprend quelques déclarations des habitants rencontrés

« ... Non Ebola n'est pas une réalité, c'est un montage. Tenez, moi comme motard<sup>3</sup> j'ai transporté un malade qui me touchait, car il était tellement malade. Arrivé à l'hôpital, il est mort, mais on a dit que c'est Ebola. Mais moi qui l'ai transporté et qui l'ai touché, je n'ai pas Ebola jusqu'à ce jour, comment expliquer cela ? C'est un montage pour éliminer le peuple Nande. C'est la continuité du massacre de Beni », un conducteur de taxi moto complété par ses collègues participant au focus group de Butembo.

« La maladie peut ou ne pas exister, mais c'est la manière dont les agents de santé nous en donne l'instruction qui n'est pas bonne », un conducteur de taxi moto lors du focus group organisé à Butembo.

« Nous avons compris que Ebola existe car nous avons commencé à appliquer les mesures d'hygiène prodiguées par les experts de la santé. », un conducteur de taxi moto lors du focus group organisé à Butembo.

« L'Ebola est très réelle mais elle est politisée car elle était amenée ici pour nous écarter des élections, car ils savaient bien qu'on allait tous voter pour l'opposition », un étudiant de Butembo participant au focus group.

Le Bourgmestre rencontré à Butembo nous a affirmé : « J'ai vu beaucoup des personnes mourir de cette maladie »

## Territoire de Rutshuru

D'après les déclarations des habitants interrogés :

- Tous les habitants ont déjà entendu parler de la MVE et une grande partie de la population croit à son existence réelle et sait que c'est une maladie très meurtrière.
- Il y a néanmoins une petite tranche de la population qui croit que c'est une maladie créée par les autorités, que c'est un business. Ils parlent d'un montage des gens qui veulent s'enrichir.

## Zone Prioritaire Kitshanga

- Une tranche importante de la population est convaincue que la maladie à virus Ebola (MVE) est une réalité. Ils sont conscients du nombre élevé des morts qu'elle provoque et ils pensent que son éradication demande l'implication des autorités.
- Un groupe marginal pense que le personnel de santé ne veut pas éradiquer la maladie pour ne pas perdre son emploi.

L'idée que la maladie n'est pas réelle est soutenue par quelques personnes (très petit nombre, bien que non négligeable) qui ont reçues l'information à partir de quelques connaissances provenant de Butembo et Beni, comme quoi cette maladie est un poison jeté dans les toilettes. Certains parlent

---

<sup>3</sup> Motard signifie ici conducteur de taxi moto

des pratiques contraires à la culture concernant l'enterrement sécurisé des décès confirmés suite à la MVE.

Un étudiant participant au focus group de Kitshanga nous a déclaré : « *Oui, la maladie existe mais c'est une bonne affaire ou une source d'enrichissement des spécialistes* ».

« *Ces gens-là ne veulent pas que cette maladie soit éradiquée dans ce pays de peur qu'ils ne perdent leur job. De plus, les médecins foulent au pied la culture de la population en enterrant seul le cadavre* », déclaration d'un jeune participant au focus group de Kitshanga.

#### 4.2.4 Niveau d'acceptation du vaccin anti-Ebola

##### Ville de Goma

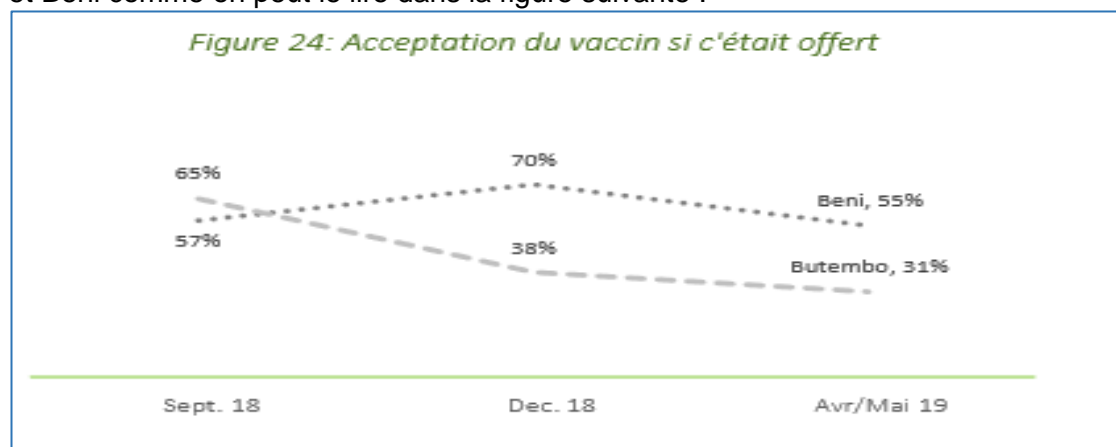
- La majorité de personnes rencontrées pourrait accepter de se faire vacciner.
- Toutefois, les rumeurs que les habitants de Goma reçoivent de ceux qui viennent de Butembo et Beni selon lesquelles « le vaccin provoquerait la maladie » fait à ce que certains pourraient ne pas l'accepter.

« *Les gens de Butembo racontent que le vaccin d'Ebola rend malade. C'est la raison pour laquelle les gens n'aiment pas se faire vacciner.* », un conducteur de taxi moto participant au focus group à Goma.

Parlant des rumeurs qui circulent, un responsable de la Société civile rencontré à Goma nous a expliqué : « *Les gens disent que c'est une maladie planifiée par le gouvernement congolais et aussi par les blancs et donc le vaccin c'est pour contaminer les gens davantage et les rendre stériles. On a donc l'obligation de bien expliquer à la population pendant les séances de sensibilisation* »,

##### Ville de Butembo

Le sondage organisé en mars -avril 2019 montrait que la tendance du pourcentage de ceux qui pourraient accepter le vaccin anti Ebola si c'était offert avait baissé dans les deux villes de Butembo et Beni comme on peut le lire dans la figure suivante :



Source : Sondage 18 organisé en Mars-avril 2019

Parmi les personnalités rencontrées pendant l'enquête qualitative dans la Ville de Butembo, deux tendances se dégagent :

- Certains habitants accepteraient facilement à se faire vacciner.
- D'autres résisteraient, surtout ceux qui n'ont pas encore accepté l'existence de la MVE ou ceux qui n'ont pas été informé de l'importance du vaccin.
  - Il y a aussi ceux qui pensent que le vaccin est utilisé pour accélérer la maladie.
  - D'autres aussi pensent que ce vaccin est encore au stade expérimental et que les congolais sont utilisés comme de cobayes ;
  - Il y a un groupe qui pense que la maladie d'Ebola provient de la sorcellerie et donc que le vaccin ne donne pas la solution ;
  - L'acceptation du vaccin est difficile dans les Zones où la population s'attaque à l'équipe de riposte.

### **Constats de la population de Butembo en rapport avec le vaccin**

- Les habitants rencontrés à Butembo ont fait remarquer que le vaccin n'est pas disponible pour toute la population et qu'il semblerait que la quantité soit très limitée.
- Le vaccin n'est pas disponible aux centres de santé et pour l'avoir il faut faire des longues distances à pieds.
- La population souhaite que malgré que la quantité soit limitée, le vaccin ne doit pas être vendu.

Voici quelques extraits des déclarations des habitants de Butembo rencontrés :

Un conducteur de taxi moto nous a déclaré : « ... *Il y a toujours résistance car nous n'avons pas encore compris si cette maladie existe* »

« *La population a commencé à se faire vacciner* », déclaration d'un conducteur de taxi moto contredisant ses collègues.

« *Certaines personnes pensent que ce vaccin vient accélérer la maladie. D'autres se demandent pourquoi le vaccin quand la maladie n'existe pas ? D'autres n'ont pas été sensibilisés sur l'importance du vaccin* », déclaration d'un conducteur de taxi moto.

Un étudiant, appuyé par d'autres participants au focus group à Butembo a déclaré : « *Nous pensons que 70% de la population accepteraient la vaccination. Même les rebelles et les Mai-Mai ont accepté la vaccination* »

« *Les personnes ne sont pas informées sur la composition chimique du vaccin anti-Ebola. C'est pourquoi certaines personnes le traitent d'être à sa phase expérimentale et que les congolais sont des cobayes. Il faut sensibiliser la crème intellectuelle sur l'origine du vaccin et l'avis de l'OMS sur son utilisation.* », un étudiant participant au focus group de Butembo.

« *Le vaccin est traitant mais aussi tuant, Le Vaccin a beaucoup d'avantages mais les effets secondaires sont multiples et la population pense alors que c'est un moyen de l'exterminer* », une femme leader appuyée par se collègue lors du focus group organisé à Butembo.

« *Actuellement la population accepte ce vaccin (80% de la population) à cause de deux leaders politiques, Moise KATUMBI et MBUSA Nyamwisi.. Même les Mai-Mai ont accepté la vaccination et quand vous vous rendez au champ si vous n'avez pas la fiche de vaccination directement vous êtes soumis aux chicottes.* », un membre du mouvement citoyen lors du focus group de Butembo.



« *L'acceptation du vaccin est rendue difficile par le fait que nous sommes dans une zone où la population s'attaque aux agents de la riposte* », déclaration d'un agent de la DGM rencontré à Butembo.

### **Zone prioritaire Kitshanga**

Les habitants rencontrés à Kitshanga seraient disposés à recevoir le vaccin mais disent qu'il faut qu'il soit gratuit et distribué sans discrimination.

« *Nous sommes prêts pour le vaccin car ça va nous protéger contre cette maladie* », une femme leader de Kitshanga.

« *Ce vaccin n'est pas encore arrivé ici chez nous. Nous l'attendons. Nous avons appris par des sources non dignes de foi que les personnels soignants ont déjà reçu ce vaccin* », un enseignant de Kitshanga.

« *Nous devons accepter le vaccin car c'est pour nous protéger contre cette maladie. Refuser le vaccin, c'est s'exposer au danger de cette maladie* », déclaration d'une femme vendeuse du marché lors du focus group organisé à Kitshanga.

« *Moi je ne reproche rien au vaccin car cette maladie n'est pas ici à Kitshanga. Les professionnels de santé se forcent pour aider les gens de Beni et Butembo mais cette population ne comprend pas.* » nous a déclaré un membre de la Société Civile de Kitshanga.

### **Territoire de Rutshuru**

- Les habitants de Rutshuru n'ont pas assez d'information à propos du vaccin. Ils sont généralement informés par des réseaux sociaux et les familles qui habitent la zone touchée par l'épidémie.
- Certains déclarent qu'il y a des habitants qui ne pourraient pas accepter le vaccin à cause des rumeurs mais également du fait qu'ils sont au courant que ce vaccin a des effets secondaires et coute très cher.

L'encadré suivant présente les déclarations des personnalités rencontrées à propos du vaccin :

Un étudiant participant au focus group de Rutshuru a dit : « *La population a peur seulement de ce vaccin qui aurait des effets secondaires. Certains commencent même à douter des autres vaccins comme le vaccin de la lutte contre le choléra* »

« *Ici chez nous à Rutshuru on ne peut pas accepter ce vaccin. Actuellement la population n'est pas prête à être vacciné. Par exemple, la population est entrain de boycotter la vaccination du cholera sous prétexte que l'on veut les injecter le virus d'Ébola* », déclaration d'un enseignant participant au focus group de Rutshuru.

« *Pour la population, je crois ça doit être 15% qui pourraient accepter d'être vacciné, car même le vaccin de cholera est totalement boycotté.* », déclaration d'un responsable du CLPD à Rutshuru.

## Que reprochent les gens à ce vaccin anti-Ebola ?

Les déclarations des habitants rencontrés dans les 2 villes et dans les 2 territoires à propos de ce que l'on reproche au vaccin sont résumé comme suit :

- Certains disent que le vaccin rend malade celui qui le reçoit ou peut même tuer ;
- D'autres disent que le vaccin est utilisé pour accélérer la maladie ;
- Certaines personnes pensent que le vaccin anti Ebola causerait la mort des membres d'une communauté d'ici 2021 ;
- D'autres disent que ce vaccin rend impuissant sexuellement mais aussi rend stérile ;
- Certains habitants de Rutshuru pensent que le vaccin anti-Ebola est très cher et que ce n'est pas tout le monde qui pourrait en bénéficier.

Notons qu'à ce jour, le vaccin anti Ebola est administré gratuitement. Certaines personnes pourraient développer quelques malaises passagers après avoir reçu le vaccin. C'est probablement ce que les habitants appelle « le vaccin rend malade » .

Parlant du vaccin anti Ebola, un motard participant au focus group organisé dans le Ville de Goma nous a déclaré : « *Les habitants de Butembo racontent que ce vaccin d'Ebola rend malade, c'est la raison pour laquelle les gens n'aiment pas se faire vacciner.* »

Pendant le focus group, une femme vendeuse de Kitshanga a déclaré : « *Les gens disent que ce vaccin rend les gens malades mais nous, nous ne pouvons pas le dire car nous n'avons pas encore vu quelqu'un qui a reçu ce vaccin et nous même nous ne l'avons pas encore reçu* »

« *Certaines personnes pensent que le vaccin anti Ebola causerait la mort de tous les Nande d'ici 2021 et d'autres disent que ça rend impuissant sexuellement mais aussi stérile.* », déclaration d'un membre d'un mouvement citoyen lors du focus group à Butembo.

« *Les gens disent que si vous accepter ce vaccin vous ne mettrez plus au monde, c'est à - dire vous n'aurez pas d'enfants et vos jours de vivre sur terre diminuent. Ce vaccin est la continuité du massacre de Beni, une sorte de génocide. Ils ont manqué comment terminer la communauté Nande. C'est pour cela qu'ils ont introduit cette maladie ici chez nous. Il y a un agenda caché derrière cette maladie.* », un vendeur membre de l'association ASSOBU.

« *On va positivement vers l'objectif après un calvaire car il y a eu même assassinat des Médecins* », nous a déclaré un responsable de la Société civile de Butembo.

Un enseignant participant au focus group organisé à Rutshuru a déclaré : « *Selon les informations à notre possession, ce vaccin est très cher et ce n'est pas tout le monde qui doit en bénéficier* »

« *La population n'a pas confiance à cette épidémie de l'Ebola, croix que la maladie se fait fabriquer par le politicien. Vous allez constater même les gens qui refusent d'être vacciner pour le cholera pense que sont le vaccin de l'Ebola* », déclaration de l'Administrateur du Territoire Adjoint.

#### 4.2.5 Pensez-vous que la population a changé de comportement depuis que l'épidémie d'Ebola a commencé à Beni ?

Etant donné que les personnalités rencontrées ont reconnu que dans les différents milieux des changements de comportement de la population sont remarquables, une question complémentaire leur a été posée : « **Que fait la communauté pour se protéger contre l'épidémie d'Ebola ?** »

La population, connaissant les moyens de prévention, a changé de comportement, raison pour laquelle :

- Au marché, à l'entrée des entreprises ou des bureaux, à la frontière, voir même devant les églises, ils ont placé des dispositifs de lavage des mains.
- Certaines personnes utilisent le système de désinfectant en poche ou au bureau.
- Les habitants ont peur de cette maladie. Il ne se serre plus la main.
- La sensibilisation pour le respect des mesures d'hygiène est intensifiée
- Il y a fréquence de lavage des mains au savon ou utilisation de la cendre ou des désinfectants.
- Les habitants s'informent constamment sur l'évolution de la maladie.
- Dans les Zones touchées par la MVE, la population dénonce les cas suspects
- Dans la Ville de Butembo, la population a tout fait pour que cette maladie ne puisse pas s'étendre dans les autres contrées (territoires)

Voici comment les habitants rencontrés expliquent ce que fait la communauté pour se protéger :

« *La population instruite évite les salutations manuelles* », déclaration d'un étudiant participant au focus group de Kitshanga.

« *A certains endroits, des dispositifs de lavage des mains sont disponibles, mais pas des suivis et parfois il n'y a pas d'eau dans ces dispositifs. A un certain moment, on avait commencé à résister de se saluer par la main ; mais c'est dépassé, les gens ont commencé de nouveau à se serrer les mains ici chez nous à Kitshanga* », une femme leader de Kitshanga.

« *En matière de prévention, les politiciens ne parlent pas un même langage sur le problème d'Ebola. C'est un problème grave.* », une femme leader de Butembo.

« *Il y a multiplication de poste de lavage des mains partout dans le territoire de Rutshuru (dans des Eglises, Ecoles, Hôpitaux, Bureaux, ...). Notons cependant qu'il y a des gens qui ne respectent pas les consignes données par les spécialistes* », déclaration d'un enseignant lors du focus group organisé à Rutshuru.

#### **4.2.6 Quelles sont vos propositions pour mettre fin à l'épidémie d'Ebola ?**

Les habitants rencontrés ont fait des propositions pour que l'on arrive à mettre fin à l'épidémie d'Ebola.

##### **Ville de Goma**

Ebola est une maladie qui fait très peur, il faut :

- Que la population soit attentive aux conseils que prodiguent les médecins et spécialistes
- Qu'ils mettent en pratique les pratiques d'hygiène et les précautions nécessaires (lavage régulier des mains, éviter de toucher les cadavres en cas de décès suspects de la MVE, éviter les contacts avec les cas suspects, éviter de consommer les viandes boucanées etc.)
- Dénoncer les cas suspects
- Intensifier la sensibilisation

##### **Ville de Butembo**

Les habitants de Butembo proposent :

- Que la population de Butembo puisse prendre les affaires au sérieux, car la maladie à virus Ebola existe ;
- Que la population comprenne que la maladie à virus Ebola existe, que ce n'est pas un montage et qu'il n'y a personne qui peut venir éradiquer cette maladie si ce ne sont pas les habitants eux-mêmes ;
- Le gouvernement doit mettre toutes les dispositions en marche pour finir avec cette fameuse maladie qui est en train de tuer toute une multitude de personnes à l'Est de la RDC ;
- Que l'on cesse de payer toute personne qui dénonce le cas d'Ebola, car nous avons trouvé que c'est un commerce et des tracasseries qui ont commencé à Butembo ;
- Que la population de Butembo applique massivement les règles d'hygiène et les consignes des spécialistes ;
- Pousser la population à dénoncer tout cas suspect ;
- Le vaccin doit être disponible pour toute la population ;
- Il faut amener le vaccin dans des milieux scolaires et le rendre accessible comme tous les autres vaccins ;
- Que les politiciens aient le même langage en ce qui concerne la MVE ;
- Il est souhaitable d'impliquer les jeunes à tous les niveaux de la sensibilisation.

##### **Zone Prioritaire Kitshanga**

Les habitants rencontrés proposent ce qui suit pour mettre fin à l'épidémie à virus Ebola :

- Respecter les mesures des préventions ;
- L'implication du gouvernement pour éradiquer le virus Ebola ;
- L'appui de la communauté internationale ;
- Faire plus de sensibilisation dans la population ;
- Vacciner toute la population et obligatoirement ;
- Eviter que la maladie soit source d'enrichissement pour certains habitants ;
- Que les Mai-Mai de Beni, Butembo et Lubero s'interdisent d'attaquer les équipes de riposte contre l'Ebola ;
- Organiser une bonne prise en charge des cas confirmés ;
- Que les mouvements de circulation de la population soient accompagnés par des mesures d'hygiène même dans les véhicules ;

- Que les équipes de reposte d'Ebola tiennent compte des mains d'œuvres locales pour la prise en charge et la prévention de la maladie à virus d'Ebola à Beni et à Butembo.

### **Territoire de Rutshuru**

Les habitants proposent :

- Encadrer les personnes affectées et faire leurs suivies pendant 3 ans
- Que l'on sensibilise davantage la population sur les moyens préventifs du virus
- Avoir plus des agents locaux dans les équipes de la riposte contre la MVE
- Que la population accepte l'existence de cette épidémie et mette en pratique les conseils et consignes des agents de la riposte.
- Que le gouvernement rende disponible le « *vrai vaccin* » qui sera disponible pour tout le monde

Une femme enseignante qui participait au focus group des enseignants de Kitshanga nous a dit :

*« Pour y mettre fin, que ça ne soit pas un objet de s'enrichir pour certaines personnes car nous apprenons que certaines personnes ne veulent pas la fin de cette épidémie pour continuer à s'enrichir »*

*« Que les gens de Beni et Butembo cessent d'attaquer les médecins qui soignent l'épidémie d'Ebola. Qu'on renforce les mesures préventives d'Ebola partout dans le pays. Que la conscientisation de la population soit permanente et que les politiciens se gardent de dramatiser cette maladie »*, déclaration d'un motard de Kitshanga.

*« Il faudra d'abord accepter l'existence de cette maladie et suivre les consignes, conseils, règles et principes par apport à la riposte (les mettre en pratique) et accepter de suivre les traitements »*, Un responsable de l'Education rencontré en interview ciblée.

#### **4.2.7 Si l'Ebola est déclaré dans votre milieu, quelle serait votre réaction ?**

Cette question a été posée uniquement aux habitants des Zones qui n'avaient pas encore enregistré la MVE.

### **Ville de Goma**

Les habitants interrogés déclarent que la panique risque d'être très grande et la division entre les familles. Ils envisageraient les actions suivantes :

- Pratiquer et respecter rigoureusement les mesures d'hygiène ;
- Certains déclarent qu'ils devront se déplacer et quitter le milieu ;
- Sensibiliser tous les habitants au respect strict des mesures d'hygiène ;
- Ils iront avec leurs familles aux hôpitaux et Centre de santé pour demander conseils ;
- Aller se faire vacciner ;
- Ils devront beaucoup prier ;

## Territoire de Rutshuru

Certains habitants rencontrés pensent que leurs attitudes seraient caractérisées par la peur, la résistance et un risque de déplacement massif. D'après nos enquêtés, les actions suivantes peuvent être menée :

- Isoler la personne atteinte
- Fermer les institutions publiques
- Se déplacer pour éviter d'être contaminé
- Rester à la maison et suivre les mesures d'hygiène comme les habitants de Beni et Butembo

## Zone Prioritaire Kitshanga

Dans le cas où l'Epidémie de la MVE fait surface dans leurs milieux, les habitants déclarent qu'ils auront la peur et le désespoir. Certains déclarent qu'ils se mettront à prier car « Dieu peut tout ».

- Certaines personnes déclarent qu'ils devront se déplacer, aller ailleurs et fuir leur milieu de résidence habituel.
- D'autre disent qu'elles peuvent s'isoler ou s'enfermer pour éviter tout contact
- D'autres par contre disent qu'elles pourraient rester sur place, suivre les alertes des experts et suivre à la lettre les messages de sensibilisation sur les moyens de prévention.

Voici un extrait des déclarations :

Un étudiant participant au focus group organisé à Kitshanga nous a déclaré : « *Je dois immédiatement me déplacer et aller ailleurs, fuir Kitshanga* »

Un autre étudiant de Kitshanga a dit : « *Nous allons suivre la Sensibilisation sur les mesures des préventions, les alertes des experts de la riposte* ».

Un motard de Kitshanga a déclaré : « *Moi je peux fuir et aller dans une zone où cette maladie n'est pas déclarée* »

« *On ne peut pas se déplacer car on peut soit partir avec cette maladie, soit on peut aller la rencontrer là-bas aussi. Il faudra donc affronter la maladie sans se déplacer* », une femme leader de Kitshanga.

« *Je ne peux pas me déplacer car les gens de Beni et Butembo sont toujours chez eux* », déclaration d'une femme commerçante de Rutshuru lors du focus group.

« *On ne peut rien faire à part chercher le vaccin comme on dit toujours, ou bien on arrête notre métier jusqu'à ce que la maladie soit éradiquée dans le milieu* », déclaration d'une femme professionnelle de sexe lors du focus group à Goma.



## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La présente étude réalisée au mois de juin 2019 visait principalement à approfondir les analyses des données récoltées dans le cadre du projet de collecte de données sur la consolidation de la paix et la reconstruction de la RDC par l'approche qualitative à travers l'organisation des focus groups et interviews ciblées au niveau des villes de Goma et Butembo, du territoire de Rutshuru et dans la Zone Prioritaire qu'est la cité de Kitshanga en Territoire de Masisi.

L'étude montre que nos enquêtés constatent que la situation de sécurité se détériore de plus en plus dans la province du Nord-Kivu et se caractérise principalement par des assassinats, kidnapping, le braquage des véhicules, les vols, les viols, les tortures, les tracasseries, la guerre intercommunautaire. Cette situation a plusieurs conséquences physiques, économiques, sanitaires, humanitaires, sur l'agriculture, sur l'environnement, sur la Gouvernance etc.

Les principaux acteurs d'insécurité identifiés par la population sont des groupes armés, certains agents de l'ordre indisciplinés (policiers, militaires, agents de l'ANR etc), certains politiciens, certaines entreprises de communication et les civils inciviques (enfants dans la rue, certains fonctionnaires véreux, les jeunes chômeurs, etc.)

Dans les différentes zones concernées par cette étude, la mauvaise gouvernance, la prolifération des groupes armés et des armes, l'impunité, la corruption, la pauvreté, le mauvais traitement des agents de l'Etat, la manipulation des politiciens, le tribalisme, le manque de formation et la faiblesse de la logistique des agents de sécurité semblent être les principales causes de l'insécurité.

Concernant la cohésion sociale, les guerres interethniques enregistrées dans les territoires, les conflits fonciers, les conflits du pouvoir ou de successions entraînent la méfiance, l'hypocrisie, le tribalisme, la peur et la haine entre les membres des communautés ethniques différentes. Cependant, ces relations sont généralement bonnes lorsque les membres de différentes communautés ethniques partagent des intérêts communs ou la même église.

Les principales sources d'information sécuritaire restent les médias, les amis intimes, les membres proches de la famille, les conducteurs des taxi moto et les voyageurs.

En cas de kidnapping ou enlèvement, la population se confie à la société civile, aux agents de l'ordre, aux autorités locales, aux comités des sages des différentes communautés, aux ONGs, quelques fois aux groupes de pression ou directement aux chefs des milices. Les habitants se conforment aux exigences des kidnappeurs et hésitent de s'adresser aux services de sécurité pour ne pas mettre en danger de mort les victimes.

En ce qui concerne la justice civile et militaire, les principales raisons fréquemment évoquées par les habitants qui poussent la population au manque de confiance envers ces services sont généralement : le trafic d'influence, la corruption, la subjectivité, la lenteur dans le traitement de dossiers, le rançonnement, le tribalisme, torture des détenus et la frustration due au relâchement de certains détenus malgré des lourdes peines à leurs charges etc.

La majorité des personnalités rencontrées à Butembo confirme que la loi qui fixe l'âge de la majorité égale à l'âge sexuel à 18 ans est convenable à la fois pour les filles et pour les garçons. Une petite tranche par contre propose que l'âge de maturité soit réduit à 16 ans ou un peu plus bas pour les filles car disent-ils actuellement, la vie sexuelle débute plus tôt surtout chez les jeunes filles, et dans certains milieux, ruraux principalement les mariages précoces, souvent clandestins et fréquents semblent être acceptés par la culture. De plus, la situation économique précaire des parents peut pousser les jeunes filles mineures à la prostitution ou au mariage précoce.

D'après nos informateurs, d'une part les choses peuvent bien marcher parce qu'une nouvelle autorité a été élue et investie au pays, l'alternance était pacifique. Les nouveaux élus ont promis des bonnes réalisations pour mettre fin pour toujours aux violences.

D'autre part, les politiciens manipulateurs de la population pourraient créer des troubles, lorsque leurs intérêts ne sont pas atteints, ce qui est le cas pour quelques-uns. Les troubles pourraient aussi provenir de la confrontation entre ceux qui réclament la vérité des urnes et les autorités au pouvoir. De plus, les élections à différents niveaux sont contestées par la majorité de la population et le Président sortant a encore beaucoup d'influences dans le pays.

La peur du lendemain reste grande au regard de l'insécurité grandissante, l'activisme des groupes armés, la pauvreté, tracasseries subies par la population, la continuité du pouvoir des anciens dirigeants etc), aussi le non-respect des promesses de élus.

Certains habitants ne sont pas bien informés sur la MVE, sur le vaccin et les moyens de prévention de cette épidémie. Il faut donc poursuivre la sensibilisation pour arriver à trouver l'adhésion de la population dans la procédure de riposte et l'application stricte des mesures d'hygiène.

### **Les recommandations principales basées sur cette recherche telle que proposée par la population sont :**

#### **A la population civile**

- Aux églises de prêcher la vertu morale et spirituelle pour le changement de mentalité
- Organiser des rencontres interethniques et tables rondes autour des chefs coutumiers afin de concilier les points de vue et aplanir les divergences.
- Que les politiciens cessent de manipuler la population.
- Il faut créer les commissions de sensibilisations à la cohabitation pacifique où chacun doit sensibiliser dans sa communauté ethnique
- Exécuter des projets intégrateurs de différentes communautés
- Que la population se sente concernée et qu'elle collabore avec les services de sécurité pour traquer les acteurs d'insécurité
- Que les coutumes ne défavorisent plus la femme en faveur de l'homme en matière d'accès à la terre.
- Continuer à sensibiliser la population sur les moyens de prévention contre la maladie à Virus Ebola .

### **Au Gouvernement Provincial et National**

- Qu'il y ait des attaques continues des FARDC contre les groupes armés (NYATURA, APCLS, CHEKA, FDLR, CNRD, NDC, MCMC etc) afin qu'ils soient affaiblis ou neutralisés pour que la paix revienne
- Que les autorités fassent des bouclages et des couvre-feux pour récupérer les nombreuses armes qui circulent dans la population
- L'Etat devrait élaborer un plan stratégique pour traquer et sanctionner de manière exemplaire tous les bandits et les agents de l'ordre indisciplinés
- Que le président sortant laisse le nouveau président travailler sans interférence
- Qu'ils y aient des mutations des hauts cadres de la police, de l'armée et de la justice.
- Que l'éclairage public soit installé dans tous les quartiers
- Créer un centre d'encadrement des enfants dans la rue (maibobo, shegues, antigangs, Oso Oso)
- Renforcer les capacités des militaires, des policiers, des services de l'Etat et des services de renseignement en matière sécuritaire
- Restaurer l'autorité de l'Etat dans les différents milieux
- Sensibiliser la population pour lutter contre le tribalisme et les anti-valeurs
- Payer un salaire décent aux agents de l'Etat, aux militaires, à la police et aux magistrats
- Prévoir dans le budget de l'Etat un fond pour la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et/ou créer l'emploi en vue de réduire le chômage chez les jeunes
- Il est souhaitable que le Gouvernement et ses partenaires apportent des projets intégrateurs dans la communauté pour son développement et construise des centres interculturels pour les jeunes
- Que les autorités locales et les politiciens œuvrent pour la paix en favorisant la cohésion sociale et la cohabitation pacifique des communautés
- Procéder à la réforme de la police
- Décourager la collaboration des militaires loyalistes avec les groupes armés
- Que les militaires et la police collaborent bien avec la population pour traquer les malfaiteurs
- Que les militaires arrêtent de lier la population civile à des groupes armés
- Augmenter les effectifs de militaires et policiers dans les différents villages ou quartiers où ils sont nécessaires
- Promouvoir le droit de la femme en matière foncière ;
- Poursuivre la riposte contre la maladie à virus Ebola.

### **Aux autorités militaires, de la police nationale et autres services de sécurité**

- Que les services de sécurité collaborent avec l'entreprise de communication Airtel pour traquer les kidnappeurs
- Améliorer le système de recrutement des policiers et militaires
- Améliorer les salaires de la police ainsi que leur logistique
- Procéder aux mutations régulières des militaires et des policiers entre les provinces
- Que nos militaires continuent avec cette bravoure afin de voir notre pays libéré de tous les groupes armés se trouvant sur le sol congolais
- Renforcer l'effectif de militaires

- Que le gouvernement améliore les salaires des militaires, les approvisionne en nourriture, améliore leur logistique surtout ceux qui sont dans des Zones opérationnelles
- Que l'Etat intègre les éléments des groupes armés dans l'armée loyale en passant par le centre d'instruction
- Que les FARDC enlèvent les différentes barrières érigées dans les différents coins qui tracassent les paisibles citoyens.

## **A la MONUSCO**

- Qu'elle aide les FARDC à éradiquer les groupes armés afin que nos frères et sœurs vivent en toute sécurité
- Que la MONUSCO intervienne à temps en cas d'alerte.
- Que la population soit bien sensibilisée sur la mission de la MONUSCO

## **Aux autorités judiciaires**

- Sanctionner sévèrement les auteurs des violences sexuelles et de l'insécurité en général
- Mettre fin à l'impunité, à la corruption sous toutes ses formes
- Qu'on mette des personnes compétentes à la place qu'il faut et que la neutralité et la méritocratie soit respectées dans la justice
- Que les avocats et magistrats respectent leur serment
- Que le système de justice civile et militaire s'efforce d'être impartial, évite la corruption, le trafic d'influence et qu'il soit expéditif pour le traitement des dossiers
- Que la population soit informée sur ses droits et devoirs afin qu'elle soit en mesure de s'opposer aux antivaleurs
- Que les juges fassent des audiences foraines ou justice publique
- Que les frais, les procédures d'arrestation et des plaintes soient affichés au clair au vu de toute la population
- Qu'il y ait des renforcements des capacités et permutations des agents juridiques • L'Etat doit prendre en charge l'organe judiciaire en mettant à sa disposition des moyens matériels et financiers suffisants afin que ces derniers ne cèdent pas à la corruption
- Que les acteurs de la justice soient périodiquement recyclés et remplacés par les jeunes qui ont une nouvelle mentalité
- Qu'on sanctionne de manière exemplaire les acteurs de la justice qui se livrent à la corruption et au trafic d'influence
- Que la justice soit décentralisée et que les parquets et tribunaux soit dans toutes les grandes cités de la province.
- Que le gouvernement construise des bureaux confortables à toutes les instances de la justice et que les maisons carcérales soient construites car celles qui existent n'ont plus de capacité de recevoir d'autres prisonniers.
- Que les frais, les procédures d'arrestation et des plaintes soient affichés au clair à l'intention de toute la population

## ANNEXES

### Annexe 1 Présentation des Focus Group organisés

Date	Ville/Territoire	Focus group	Lieu	Nombre de participants	Nombre de femmes
29/05/2019	Goma	Etudiants du campus universitaire du Lac	Campus Universitaire du lac/Grande salle de l'ISSNT	10	5
30/05/2019	Goma	Hommes vendeurs au marché du cinquantenaire (BDGL)	Bureau du marché du cinquantenaire	10	0
30/05/2019	Goma	Professionnelles de sexe dans la ville de Goma	Maison Mama Malipo	10	10
31/05/2019	Goma	Les motards de la ville de Goma	Grande salle de l'INS Nord-Kivu	10	0
31/05/2019	Goma	Femmes vendeuses au marché Amani Maendeleo (UVSUDG)	Bureau du marché Amani Maendeleo	10	10
1/06/2019	Goma	Les Cambistes de Goma	Grande salle de l'INS Nord-Kivu	9	3
30/05/2019	Masisi/Kitshanga	Etudiants de Kitshanga	Bureau de Coordination de l'association la Concorde	10	3
31/05/2019	Masisi/Kitshanga	Femmes leaders du territoire de Masisi	Hôtel la lumière du soir	10	10
1/06/2019	Masisi/Kitshanga	Les enseignants de Kitshanga	Hôtel la lumière du soir	10	4
1/06/2019	Masisi/Kitshanga	Les jeunes leaders de Kitshanga	Bureau de coordination de FUKA INALAMYA/ASBL	10	4
2/06/2019	Masisi/Kitshanga	Les vendeuses du marché public de Kitshanga	Bureau du marché de Kitshanga	10	10
2/06/2019	Masisi/Kitshanga	Les conducteurs des taxi motos de Kitshanga	Bureau des syndicats des professionnels de taxi moto au Congo (SYPROTAC)	10	0
30/05/2019	Rutshuru	Les professionnelles de sexe de Kitshanga	Hôtel la Pléiade	10	10
31/05/2019	Rutshuru	Femmes vendeuses du marché central de Rutshuru	Bureau du marché de Rutshuru	10	10
01/06/2019	Rutshuru	Les étudiants de Rutshuru	Grande salle de l'ISP Rutshuru	10	3

Date	Ville/Territoire	Focus group	Lieu	Nombre de participants	Nombre de femmes
01/06/2019	Rutshuru	Les enseignants de Rutshuru	Salle de classe de l'institut JIKAWA/KIWANJA	11	1
01/06/2019	Rutshuru	Les femmes agricultrices de Rutshuru	Salle de classe de l'institut Buturande	9	9
01/06/2019	Rutshuru	Les hommes leaders de Rutshuru	Paillotte de ménage d'un habitat de Kiwanja	10	0
27/06/2019	Butembo	Les enseignants de la ville de Butembo	Bureau de la sous-division de l'EPSP Butembo	10	4
28/06/2019	Butembo	Les motards de la ville de Butembo	Hôtel la Renaissance de Butembo	10	0
29/06/2019	Butembo	Les étudiants de la ville de Butembo	Hôtel la Renaissance de Butembo	10	3
29/06/2019	Butembo	Les membres des différents mouvements citoyens et groupes de pression de la ville de Butembo	Hôtel la Renaissance de Butembo	10	0
30/06/2019	Butembo	Les femmes leaders des associations féminines de Butembo	Hôtel la Renaissance de Butembo	10	10
30/06/2019	Butembo	Les membres des associations de vendeurs des saucisses	Hôtel la Renaissance de Butembo	10	0
<b>Total</b>				<b>239</b>	<b>109</b>

## **Annexe 2 Présentation des interviews ciblées organisées**

N°	Date	Informateur Clé	Ville/ Territoire
1	29/05/2019	Le Chef de quartier Majengo en commune de Karisimbi	Goma
2	30/05/2019	Un membre du bureau de la société civile de Goma	Goma
3	30/05/2019	Le commandant-ville de Goma de la PNC	Goma
4	31/05/2019	Madame la Bourgmestre de la commune de Karisimbi	Goma
5	31/05/2019	Le Chef religieux de l'église gloire de Dieu (EGD/Goma)	Goma
6	31/05/2019	Le Greffier du tribunal de paix de Masisi, antenne de Kitshanga	Masisi
7	01/06/2019	Révérant pasteur de la 8 <sup>ème</sup> CEPAC Kitshanga	Masisi
8	01/06/2019	Le Commandant de la PNC Kitshanga	Masisi
9	02/06/2019	Le Président de la société civile de Kitshanga	Masisi
10	02/06/2019	Le secrétaire de la Chefferie de Bashali	Masisi
11	30/05/2019	Le Sous PROVED du Nord-Kivu1 de Rutshuru	Rutshuru
12	31/05/2019	Le vice-Président du comité local de paix et développement de Rutshuru	Rutshuru
13	01/06/2019	L'Administrateur Adjoint du territoire de Rutshuru	Rutshuru
14	01/06/2019	Commandant des FARDC, camp militaire de Nyongera	Rutshuru
15	01/06/2019	Le Commandant de la PNC de Rutshuru	Rutshuru
16	27/06/2019	Agent du bureau de la jeunesse de la ville de Butembo	Butembo
17	28/06/2019	Le Bourgmestre de la commune Vulamba en ville de Butembo	Butembo



18	29/06/2019	Chef de quartier Matembe en ville de Butembo	Butembo
19	29/06/2019	Un Agent de la DGM Butembo chargé de la communication	Butembo
20	30/06/2019	Le commandant-ville de Goma de la PNC	Butembo
21	30/06/2019	Un membre de la société Civile de la ville de Butembo	Butembo

### **Annexe 3. Liste préalable des informateurs clés**

N°	Personnalités potentielles a rencontrer	Milieus
1	Chargé de sécurité des quelques ONG	ville et village
2	Représentants des associations de développement	ville et village
3	Chefs de quartiers	ville et village
4	Chefs d'avenue	ville et village
5	Quelques chefs des postes de l'ANR	ville et village
6	Les Commandants de la PNC	ville et village
7	Bourgmestres des communes	Ville
8	Administrateurs des territoires	village
9	Représentants des motards(COTAM)	ville et village
10	Représentants des sociétés de gardiennage	ville et village
11	Chef de chefferie	village
12	Chef de groupement/de quartier	ville et village
13	Chef de localité	village
14	Chef de village ou notable	village
15	Représentant des creuseurs artisanaux	ville et village
16	Représentant des agriculteurs	village
17	Représentant des éleveurs	village
18	Représentant des grands concessionnaires	ville et village
19	Les inspecteurs de l'éducation	ville et village
20	Le procureur de la République	Ville
21	Président de la Société Civile	ville et village
22	Les responsables des églises	ville et village

### **Annexe 4 : Liste des potentiels groupes à rencontrer.**

N°	Groupe potentiel à rencontrer	Milieu d'enquête
1	Les leaders communautaires	Ville et village
2	Les cambistes	Ville
3	Les motards	Ville et village
4	Les femmes professionnelles de sexe	Ville
5	Les Grands commerçants	Ville
6	Les petits commerçants	Ville et village
7	L'association des chauffeurs du Congo "ACCO"	Ville
8	Les Agences de voyage	Ville et village
9	Personnes vivant avec handicap	Ville et village

N°	Groupe potentiel à rencontrer	Milieu d'enquête
10	L'Association de défense des pygmées	Village
11	Les associations féminines	Ville et village
12	Les revendeurs d'unités	Ville et village
13	Les pétroliers	Ville
14	Les Kadhafi (Détailants vendeurs de carburant)	Ville et village
15	Les responsables des confessions religieuses	Ville et village
16	Les groupes culturels	Ville et village
17	Les membres du Barza intercommunautaire	Ville et village
18	Les associations paysannes d'agriculture	Village
19	Les éleveurs	Village
20	Les cultivateurs	Village
21	Les étudiants	Ville et village
22	Les Femmes vivant seules	Ville et village
23	Les personnes vivant avec le VIH	Ville et village
24	Le comité provincial des jeunes	Ville
25	Les Associations des jeunes	Ville
26	Les enseignants des institutions secondaires, supérieures et universitaires	Ville
27	Les Quincaillers	Ville
28	Les dépoteurs des vivres "ADEVEVI"	Ville et village
29	Les Vendeurs des poissons	Ville
30	Les Bouchers	Ville et village
31	Les Restaurateurs	Ville et village
32	Les Membres des associations des arts et métiers	Ville et village
33	Les Pêcheurs	Ville et village
34	Les bûcherons et charbonniers	Ville et village
35	La FEC (Fédération d'Entreprise du Congo)	Ville
36	L'Association des grands concessionnaires	Village
37	Les inspecteurs de l'éducation primaire et secondaire	Ville et village
38	Les Chargés de sécurité des ONG	Ville
39	Les chefs coutumiers	Village
40	Les associations d'exploitation artisanale des minerais	Ville et village
41	Les Sociétés de gardiennage	Ville
42	L'Association des photographes	Ville et village
43	L'Association des journalistes et médias	Ville

## ***Annexe 5 : Equipe d'enquête***

### ***Coordinateur :***

KIMANUKA RURIHO Célestin

### ***Equipe de collecte et de saisie de données :***

1. BULAIMU BIN BWISIBO Vicky
2. HABIMANA NIYONZIMA Thierry
3. HABIMPUHWE REMEZO Oscar
4. KABEZA IRAGI Papy
5. KAMBALE SENGEMOJA Patrick
6. KASEREKA KAVULIRENE Promesse
7. KASONGO MBOMBO Fabrice
8. KAVUGHO KATSUVA Nostalgie
9. MAJUNE NIRERE Solange
10. MAOMBI AMANI Pius
11. MUISA MWALIMBEMBA Céline
12. NTABAZA ELINGWABI Mike
13. NTACHOMBONYE SAFARI Yvone
14. NYARUBWA MUGABO Benjamin
15. NZABONIMPA BAHATI Emmanuel